



# **PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**SEPTIÈME SESSION**

(9-23 janvier 1969)

**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-SEPTIÈME SESSION**

**NATIONS UNIES**

**New York, 1969**

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/4609

# TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
SIGLES .....		iv
INTRODUCTION .....	1 - 2	1
<u>Chapitres</u>		
I. ORGANISATION DE LA SESSION .....	3 - 8	2
II. PROGRAMME RECOMMANDE PAR LE DIRECTEUR : PNUD (FONDS SPECIAL) .....	9 - 42	5
III. PROGRAMME DE L'ELEMENT ASSISTANCE TECHNIQUE DU PNUD .....	43 - 82	29
IV. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES .....	83 - 140	40
V. QUESTIONS FINANCIERES .....	141 - 169	56
VI. PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES .....	170 - 181	65
VII. FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES .....	182 - 203	70
VIII. MESURES PRISES EN 1968 PAR L'ONU ET LES ORGANI- SATIONS RELIEES A L'ONU SUR DES QUESTIONS RELATIVES AU PNUD .....	204 - 207	77
IX. QUESTIONS DIVERSES .....	208 - 217	79
X. DATE ET ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA HUITIEME SESSION .....	218 - 221	82
 ANNEXES		
I. LISTE DES DELEGATIONS .....		85
II. LISTE DES PROJETS DU PNUD (FONDS SPECIAL) APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A SA SEPTIEME SESSION .....		93
III. PROGRAMME DE L'ELEMENT ASSISTANCE TECHNIQUE DU PNUD : MONTANTS MAXIMUMS PAR PAYS ET PAR REGION APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINIS- TRATION A SA SEPTIEME SESSION .....		103

## SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
BCI	Bureau consultatif interorganisations
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMCI	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD, le Programme	Programme des Nations Unies pour le développement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UPU	Union postale universelle

## INTRODUCTION

1. Le Conseil d'administration du PNUD a tenu sa septième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 9 au 23 janvier 1969.
2. Le présent rapport a été adopté par le Conseil d'administration à sa 151ème séance le 23 janvier 1969, pour être présenté au Conseil économique et social à sa quarante-septième session conformément au paragraphe 4 de la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale.

## CHAPITRE PREMIER

### ORGANISATION DE LA SESSION

#### Participation

3. On trouvera à l'annexe I la liste des représentants pourvus de pouvoirs en bonne et due forme qui ont assisté à la septième session.

#### Election du bureau

4. Conformément à l'article 11 de son règlement intérieur, le Conseil d'administration, à la séance d'ouverture de sa septième session, a élu le bureau suivant : M. Agha Shahi (Pakistan), président; M. Jaakko Itoniemi (Finlande), premier vice-président; M. Antonio Patriota (Brésil), deuxième vice-président; M. Constantin Ene (Roumanie), troisième vice-président; et M. Abdel Halim Badawi (République arabe unie), rapporteur.

5. Les membres du Conseil ont exprimé leur reconnaissance au Directeur et au Directeur adjoint d'avoir accepté de prolonger leur mandat à la suite des consultations entre le Secrétaire général et le Conseil d'administration à la session extraordinaire tenue le 9 décembre 1968.

#### Ordre du jour

6. L'ordre du jour adopté à la septième session était le suivant :

1. Ouverture de la session.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour (DP/L.87/Rev.1 et Rev.1/Add.1).
4. Recommandations du Directeur concernant le programme du PNUD (Fonds spécial) :
  - a) Examen, en séances privées, des divers projets du programme du PNUD (Fonds spécial);
  - b) Approbation des recommandations concernant le programme du PNUD (Fonds spécial) [DP/SF/R.7 et Corr.1, DP/SF/R.7/Add.1 à 10, Add.11 et Corr.1, Add.12 à 18, Add.19 et Corr.1, Add.20 à 63, Add.64 et Corr.1, Add.65 à 123];
  - c) Propositions en vue d'opérations préliminaires (DP/L.93).

5. Programme de l'élément Assistance technique :
- a) Estimations révisées des ressources et affectations de crédits pour 1969 (DP/TA/R.2 et Corr.1);
  - b) Nouvelles dispositions proposées pour les projets régionaux et interrégionaux (DP/TA/L.21);
  - c) Approbation des recommandations du Directeur :
    - i) Projets régionaux et interrégionaux (DP/TA/L.19 et Add.1);
    - ii) Projets à financer à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark (DP/TA/L.20 et Add.1);
  - d) Rapport du Directeur sur les programmes par pays (DP/TA/P/L.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1, Add.2, Add.3 et Add.3/Corr.1, Add.4 et 5);
  - e) Approbation des estimations initiales des ressources pour 1970 et répartition de ces ressources, y compris les montants maximums par pays et par région (DP/TA/R.2 et Corr.1).
6. Questions financières (DP/L.1000) :
- a) Contributions (DP/L.98; DP/SF/C/L.59 et Corr.1\*, DP/SF/C/L.60\*, DP/TA/C/L.59 et Corr.1\*, DP/TA/C/L.60\*);
  - b) Rapport financier sur le Fonds de roulement (DP/L.88);
  - c) Règlement financier et règles de gestion financière du PNUD (DP/L.90 et Add.1 et 2);
  - d) Dépenses locales au titre des projets des services industriels spéciaux;
  - e) Rapports de vérification des comptes.
7. Questions administratives et budgétaires :
- a) Projet de budget pour les services administratifs et d'appui au Programme pour l'exercice 1969 (DP/L.89 et Add.1, A/7453);
  - b) Rapport intérimaire sur l'Etude sur la capacité (DP/L.91 et Add.1);
  - c) Rapport sur les conseillers techniques hors du siège (DP/L.95);
8. Question du stockage et de la restitution de l'information (DP/L.99);
9. Documents d'information sur les mesures prises en 1968 par les organes de l'ONU et les organisations reliées à l'ONU sur les questions concernant le PNUD (DP/L.97 et Add.1).
10. Programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies (DP/RP/6 et Add.1).

---

\* En anglais seulement.

11. Fonds d'équipement des Nations Unies (DP/L.96).
12. Date et ordre du jour provisoire de la huitième session du Conseil d'administration.
13. Questions diverses (DP/L.92 et DP/L.94).
14. Projet de rapport du Conseil d'administration au Conseil économique et social à sa quarante-septième session.

#### Comptes rendus analytiques des séances

7. Les comptes rendus analytiques des séances de la septième session ont été publiés sous les cotes DP/SR.135 à 151.

#### Séances privées

8. Trois séances privées ont eu lieu; elles ont été consacrées à des questions liées aux recommandations concernant le programme du PNUD (Fonds spécial).



## CHAPITRE II

### PROGRAMME RECOMMANDE PAR LE DIRECTEUR : PNUD (FONDS SPECIAL)

#### Analyse des demandes reçues du 1er avril au 30 septembre 1968

9. Comme le Conseil d'administration du PNUD en a été informé à sa sixième session, les gouvernements avaient présenté, au 31 mars 1968, 1 534 demandes d'assistance représentant pour le PNUD (Fonds spécial) une dépense d'environ 1 498 millions de dollars d'origine internationale 1/. Entre le 1er avril et le 30 septembre 1968, le PNUD (Fonds spécial) a reçu 120 autres demandes ce qui a porté leur nombre total à 1 654 et le montant total correspondant à 1 610 millions de dollars environ.

10. Les 120 nouvelles demandes se répartissent comme suit entre les divers domaines d'activité :

Tableau 1

Domaine d'activité	Nombre de demandes	Montant demandé
		(En dollars des Etats-Unis)
<u>Etudes</u>		
Ressources minérales et géologie .....	6	4 920 000
Energie hydro-électrique, hydraulique et météorologie .....	4	6 487 000
Bassins fluviaux .....	1	954 000
Utilisation des sols et des eaux .....	14	14 015 000
Transports et communications .....	9	8 068 000
Sylviculture .....	2	1 938 000
Autres études .....	10	8 502 000
Total partiel	46	44 884 000
<u>Recherches</u>		
Agriculture, sylviculture, médecine vétérinaire et pêche .....	19	14 669 000
Industries manufacturières, industries extractives et énergie .....	10	9 590 000
Autres recherches .....	3	1 449 000
Total partiel	32	25 708 000

1/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 6A (E/4545), par. 7.

Tableau 1 (suite)

Domaine d'activité	Nombre de demandes	Montant demandé (En dollars des Etats-Unis)
<u>Formation</u>		
Agriculture, sylviculture, médecine vétérinaire et pêche .....	6	5 124 000
Formation industrielle .....	13	10 429 000
Formation en matière de transports et de communications .....	8	5 458 000
Formation du personnel enseignant pour les écoles secondaires .....	4	6 346 000
Formation en matière d'administration publique et autres domaines de formation .....	9	13 380 000
Total partiel	40	40 737 000
<u>Planification du développement économique</u> .....	2	1 008 000
TOTAL	120	112 337 000

11. Par secteur économique, ces nouvelles demandes seraient réparties comme suit :

Tableau 2

Domaine d'activité	Nombre de demandes	Montant demandé (En dollars des Etats-Unis)
<u>Agriculture</u>		
Projets polyvalents <sup>a/</sup> .....	11	10 532 000
Utilisation des sols et des eaux .....	9	10 347 000
Production végétale et protection des végétaux .....	9	5 347 000
Production et santé animales .....	4	3 045 000
Institutions et services ruraux .....	5	5 166 000
Sylviculture .....	1	622 000
Pêche .....	2	1 502 000
Total partiel	41	36 689 000
<u>Industries</u>		
Projets polyvalents <sup>a/</sup> .....	15	11 507 000
Industries extractives .....	4	3 926 000
Autres industries .....	10	9 235 000
Total partiel	29	24 668 000

Tableau 2 (suite)

Domaine d'activité	Nombre de demandes	Montant demandé (En dollars des Etats-Unis)
<u>Services publics</u>		
Energie .....	3	3 708 000
Transports .....	13	8 875 000
Communications .....	5	4 651 000
Adduction d'eau et évacuation des eaux usées .	5	3 919 000
Total partiel	26	21 153 000
<u>Habitation, construction et planification physique</u>	1	745 000
<u>Domaines multiples</u>		
Planification générale <sup>b/</sup> .....	1	739 000
Mise en valeur de bassins fluviaux .....	1	954 000
Divers .....	2	951 000
Total partiel	4	2 644 000
<u>Santé</u>	1	7 727 000
<u>Education et science<sup>b/</sup></u>		
Primaire .....	2	996 000
Secondaire .....	2	5 350 000
Technique .....	1	1 590 000
Universitaire .....	1	1 200 000
Autre .....	1	914 000
Total partiel	7	10 050 000
<u>Protection sociale</u>		
Développement communautaire .....	1	1 549 000
Administration du travail .....	2	1 073 000
Total partiel	3	2 622 000
<u>Administration publique et autres services</u>		
Administration publique .....	3	1 211 000
Services techniques .....	5	4 828 000
Total partiel	8	6 039 000
TOTAL	120	112 337 000

a/ Couvrant des activités qui intéressent au moins deux sous-secteurs.

b/ L'assistance à un secteur ou sous-secteur particulier figure sous la rubrique du secteur ou sous-secteur en question.

12. La répartition géographique des nouvelles demandes et de l'ensemble des demandes reçues a été la suivante :

Tableau 3

Région	Demandes reçues du 1er avril au 30 septembre 1968	Demandes reçues antérieurement	Total général au 30 septembre 1968
Afrique .....	49	524	573
Amérique .....	28	384	412
Asie et Extrême-Orient.	30	384	414
Moyen-Orient .....	6	129	135
Europe .....	5	110	115
Projets interrégionaux.	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>5</u>
TOTAL	<u>120</u>	<u>1 534</u>	<u>1 654</u>

13. Sur les 350 demandes à l'étude (à savoir les 120 nouvelles demandes citées plus haut, 226 demandes à l'étude au 31 mars 1968 et 4 demandes soumises à nouveau), 104 demandes ont été recommandées à l'approbation du Conseil d'administration à sa session de janvier 1969, 26 ont été retirées par les gouvernements qui les avaient présentées et, dans un cas, le gouvernement intéressé a été informé que sa demande ne figurait plus au nombre des demandes à l'étude. Au 30 septembre 1968, le Directeur avait donc 219 projets à faire éventuellement figurer dans les programmes qui seront présentés ultérieurement au Conseil d'administration. En outre, quelque 160 demandes n'avaient encore fait l'objet d'aucune décision officielle et le PNUD (Fonds spécial) procédait à l'examen des "renseignements préliminaires" concernant 70 projets éventuels qui pourraient faire l'objet de demandes d'assistance de la part des gouvernements.

#### Recommandations concernant le Programme

14. Le Directeur a recommandé au Conseil d'administration d'approuver 104 projets et 19 affectations de crédits supplémentaires 2/ (voir annexe II ci-après). Le coût total du programme s'élevait à 226 828 000 dollars, dont 99 754 300 dollars représentaient l'affectation de crédits prélevés sur le compte du PNUD (Fonds spécial) et 127 073 700 dollars les contributions des gouvernements bénéficiaires.

15. La répartition du projet recommandé par principaux domaines d'activités, par secteurs économiques et par région, tant dans le cadre du nouveau programme que d'une façon cumulative avec les programmes antérieurs, figure ci-dessous aux tableaux IV, V et VI.

---

2/ Concernant l'Afghanistan : assistance complémentaire à la formation et à la démonstration concernant l'art vétérinaire et l'économie animale; l'Algérie : assistance complémentaire au Service technique et au Centre de formateurs pour la formation professionnelle des adultes à Alger; Chypre : assistance complémentaire pour la formation professionnelle et la formation de cadres à Nicosie; l'Equateur : assistance complémentaire au Département de mécanique de l'Ecole polytechnique nationale de Quito; l'Ethiopie : assistance complémentaire pour renforcer l'Administration de la vallée de l'Aouache; l'Inde : assistance complémentaire au plan national de formation des apprentis; assistance complémentaire à l'Organisation pour la recherche dans le domaine de la production d'énergie à Bhopal et à Bangalore; l'Iran, : assistance complémentaire pour l'aménagement de la zone industrielle d'Ahwaz et le développement de la petite industrie; la Côte d'Ivoire : assistance complémentaire à l'Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Abidjan; la Jamaïque : assistance complémentaire au Service géographique; le Kenya : assistance complémentaire à la faculté technique de l'University College à Nairobi; le Libéria : assistance complémentaire au Département de la planification et des affaires économiques; le Mali : assistance complémentaire à l'Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires; le Maroc : assistance complémentaire dans le cadre d'enquêtes sur les possibilités d'action dans des zones sélectionnées du Bassin du Sébou et du Rif occidental; assistance complémentaire à l'Ecole normale supérieure de Rabat; le Nigéria : assistance complémentaire à l'Ecole de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Zaria; le Pérou : assistance complémentaire pour la recherche et la formation forestières; la Somalie : assistance complémentaire au programme de développement du réseau routier; et la République-Unie de Tanzanie : assistance complémentaire au Centre d'études industrielles et du développement de Dar es-Salam.

Tableau 4

## Répartition des projets par domaines principaux d'activité

Domaines d'activité	Programmes antérieurs		Nouveau programme		Total	
	Nombre de projets	Crédits affectés (En dollars des États-Unis)	Nombre de projets	Crédits affectés (En dollars des États-Unis)	Nombre de projets	Crédits affectés (En dollars des États-Unis)
<u>Etudes</u>						
Ressources minérales et géologie	62	57 053 286	8	6 954 600	70	64 007 886
Energie hydro-électrique, hydraulique et météorologie	30	26 190 374	3	4 197 600	33	30 387 974
Bassins fluviaux	32	36 544 281	1	1 163 900 a/	33	37 708 181
Utilisation des sols et des eaux	114	99 831 255	9	7 491 000 b/	123	107 322 255
Transports et communications	47	35 764 109	5	8 264 700 c/	52	44 028 809
Industries manufacturières	5	4 888 000	-	429 900 d/	5	5 317 900
Pêches	28	30 553 700	3	3 644 000	31	34 197 700
Sylviculture	34	29 333 088	2	1 997 600	36	31 330 688
Autres études	25	18 848 756	6	5 241 900 e/	31	24 090 656
Total partiel	377	339 006 849	37	39 385 200 a/b/c/d/e/	414	378 392 049
<u>Recherche</u>						
Agriculture, sylviculture, médecine vétérinaire et pêche	108	106 780 117	17	14 439 400	125	121 219 517
Industries manufacturières, industries extractives, énergie	56	51 005 369	4	3 364 800 f/	60	54 370 169
Autres domaines de recherche	33	30 017 429	1	1 317 700	34	31 335 129
Total partiel	197	187 802 915	22	19 121 900 f/	219	206 924 815
<u>Formation</u>						
Agriculture, sylviculture, médecine vétérinaire et pêche	70	70 676 706	12	12 697 100 g/	82	83 373 806
Formation industrielle	151	153 427 957	13	10 096 800 h/	164	163 524 757
Formation en matière de transports et de communications	37	39 452 760	6	4 480 700	43	43 933 460
Formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires	34	42 515 300	4	5 176 800 i/	38	47 692 100
Formation en matière d'administration publique et autres domaines de formation	38	36 273 900	7	5 997 300	45	42 271 200
Total partiel	330	342 346 623	42	38 448 700 g/h/i/	372	380 795 323
<u>Planification du développement économique</u>	21	39 502 900	3	2 798 500 j/	24	42 301 400
TOTAL	925	908 659 287	104	99 754 300 a/b/c/d/e/f/g/h/i/j/	1029	1 008 413 587

#### Notes du tableau 4

- a/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 92 800 dollars pour un projet intéressant l'Ethiopie (**assistance** pour le renforcement des services chargés de l'aménagement du bassin de l'Aouache), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa quatorzième session, en juin 1965 (voir SF/R.11/Add.12).
- b/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 252 600 dollars pour un projet intéressant le Maroc (**enquêtes** sur les possibilités d'action dans des zones sélectionnées du Bassin de Sébou et du Rif occidental), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa deuxième session, en juin 1966 (voir DP/SF/R.2/Add.30).
- c/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 441 000 dollars pour un projet intéressant la Somalie (Programme de développement du réseau routier), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa treizième session, en janvier 1965 (voir SF/R.10/Add.49).
- d/ Représente une affectation de crédits supplémentaire pour un projet intéressant l'Iran (**enquêtes** sur les possibilités de créer une zone industrielle), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa dixième session, en juin 1963 (voir SF/R.7/Add.19).
- e/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 179 400 dollars pour un projet intéressant la Jamaïque (**assistance** au Service géographique de la Jamaïque), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa treizième session, en janvier 1965 (voir SF/R.10/Add.29).
- f/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes :  
265 300 dollars pour un projet intéressant l'Inde (Organisation pour la recherche dans le domaine de la production d'énergie, à Bhopal et à Bangalore), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa troisième session, en décembre 1959 (voir SF/L.26/Add.16); 516 600 dollars pour un projet intéressant la République-Unie de Tanzanie (Centre d'études industrielles et du développement, à Dar es-Salam), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa treizième session, en janvier 1965 (voir SF/R.10/Add.59).
- g/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes :  
426 100 dollars pour un projet intéressant l'Afghanistan (**formation et démonstration** concernant l'art vétérinaire et l'économie animale), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa première session, en janvier 1966 (voir DP/SF/R.1/Add.1); 324 700 dollars pour un projet intéressant le Pérou (**projet** de recherches et de formation forestière de l'Université agraire), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa huitième session, en mai 1962 (voir SF/R.5/Add.26).
- h/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes :  
275 500 dollars pour un projet intéressant l'Algérie (Service technique et Centre de formation de moniteurs pour la formation professionnelle des adultes,

Notes du tableau 4 (suite)

à Alger), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa douzième session, en juin 1964 (voir SF/R.9/Add.3); 536 400 dollars pour un projet intéressant Chypre (formation professionnelle et formation des cadres, à Nicosie), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa dixième session, en juin 1963 (voir SF/R.7/Add.13); 150 100 dollars pour un projet intéressant l'Equateur (Ecole polytechnique nationale de Quito), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa sixième session, en mai 1961 (voir SF/R.3/Add.10); 221 800 dollars pour un projet intéressant l'Inde (plan national de formation des apprentis), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa quatrième session, en juin 1967 (voir DP/SF/R.4/Add.18); 793 500 dollars pour un projet intéressant le Kenya (Faculté technique du Royal College à Nairobi : formation d'ingénieurs pour l'Afrique orientale), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa huitième session, en mai 1962 (voir SF/R.5/Add.35).

i/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes : 72 000 dollars pour un projet intéressant la Côte d'Ivoire (Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Abidjan), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa sixième session, en mai 1961 (voir SF/R.3/Add.20); 279 700 dollars pour un projet intéressant le Mali (Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Bamako), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa septième session, en janvier 1962 (voir SF/R.4/Add.18); 797 900 dollars pour un projet intéressant le Maroc (Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Rabat), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa huitième session, en mai 1962 (voir SF/R.5/Add.20); 417 500 dollars pour un projet intéressant le Nigéria (**Ecole** de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires de la région du Nord), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa septième session, en janvier 1962 (voir SF/R.4/Add.21).

j/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 543 900 dollars pour un projet intéressant le Libéria (assistance au Service national de planification), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa douzième session, en juin 1964 (voir SF/R.9/Add.22) et par le Conseil d'administration du PNUD à sa deuxième session, en juin 1966 (voir DP/SF/R.2/Add.26).



Tableau 5

## Répartition des projets par secteurs économiques

Secteurs de l'économie	Programmes antérieurs		Nouveau programme		Total	
	Nombre de projets	Crédits affectés (En dollars des Etats-Unis)	Nombre de projets	Crédits affectés (En dollars des Etats-Unis)	Nombre de projets	Crédits affectés (En dollars des Etats-Unis)
<u>Agriculture</u>						
Projets polyvalents <sup>a/</sup>	69	75 942 497	15	16 934 100 <sup>b/</sup>	84	92 876 597
Utilisation des sols et des eaux	107	95 788 201	5	3 603 200	112	99 391 401
Production végétale et protection des végétaux	32	31 856 100	6	5 731 900	38	37 588 000
Production et santé animales	53	49 725 300	7	5 041 000 <sup>c/</sup>	60	54 766 300
Institutions et services ruraux	17	14 611 875	6	4 449 700	23	19 061 575
Sylviculture	54	46 836 601	1	1 317 500 <sup>d/</sup>	55	48 154 101
Pêche	26	26 680 200	3	2 871 700	29	29 551 900
Total partiel	358	341 440 774	43	39 949 100 <sup>b/c/d/</sup>	401	381 389 874
<u>Industrie</u>						
Projets polyvalents <sup>a/</sup>	114	106 046 292	15	11 638 900 <sup>e/</sup>	129	117 685 192
Industries extractives	64	57 047 905	6	4 782 000	70	61 829 905
Autres industries	58	53 667 395	7	6 337 400	65	60 004 795
Total partiel	236	216 761 592	28	22 758 300 <sup>e/</sup>	264	239 519 892
<u>Services publics</u>						
Energie	22	19 670 474	3	4 462 900 <sup>f/</sup>	25	24 133 374
Transports	62	55 436 785	11	13 075 100 <sup>g/</sup>	73	68 511 885
Communications	29	26 663 084	1	739 100	30	27 402 184
Adduction d'eau et évacuation des eaux usées	15	13 608 000	2	1 749 600	17	15 357 600
Total partiel	128	115 378 343	17	20 026 700 <sup>f/g/</sup>	145	135 405 043
<u>Habitation, construction et planification physique</u>						
	16	15 132 424	1	763 600	17	15 896 024
<u>Projets multisectoriels</u>						
Planification générale <sup>h/</sup>	14	26 045 923	-	543 900 <sup>i/</sup>	14	26 589 823
Aménagement de bassins fluviaux	30	36 540 600	1	1 163 900 <sup>j/</sup>	31	37 704 500
Divers	11	10 979 402	1	780 200	12	11 759 602
Total partiel	55	73 565 925	2	2 488 000 <sup>i/j/</sup>	57	76 053 925
<u>Santé publique</u>						
	8	7 283 500	1	210 500	9	7 494 000
<u>Enseignement et sciences<sup>h/</sup></u>						
Enseignement primaire	1	1 701 300	1	1 203 600	2	2 904 900
Enseignement secondaire	33	40 814 000	3	3 973 200 <sup>k/</sup>	36	44 787 200
Enseignement technique	26	29 474 600	-	150 100 <sup>l/</sup>	26	29 624 700
Enseignement supérieur	22	28 205 200	-	793 500 <sup>m/</sup>	22	28 998 700
Autre projet relevant de ce secteur	1	1 294 600	-	--	1	1 294 600
Total partiel	83	101 489 700	4	6 120 400	87	107 610 100
<u>Protection sociale, administration publique et autres services</u>						
	41	37 607 029	8	7 437 700 <sup>n/</sup>	49	45 044 729
TOTAL	925	908 659 287	104	99 754 300 <sup>b/c/d/e/f/g/i/j/k/l/m/n/</sup>	1 029	1 008 413 587

#### Notes du tableau 5

- a/ Couvrent des activités qui intéressent au moins deux sous-secteurs.
- b/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 252 600 dollars pour un projet intéressant le Maroc (enquêtes sur les possibilités d'action dans des zones sélectionnées du bassin du Sébou et du Rif occidental), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa deuxième session, en juin 1966 (voir DP/SF/R.2/Add.30).
- c/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 426 100 dollars pour un projet intéressant l'Afghanistan (**formation** et démonstration concernant l'art vétérinaire et l'économie animale), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa première session, en janvier 1966 (voir DP/SF/R.1/Add.1).
- d/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 324 700 dollars pour un projet intéressant le Pérou (projet de recherches et de formation forestières de l'Universidad Agraria), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa huitième session, en mai 1962 (voir SF/R.5/Add.26).
- e/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes :  
275 500 dollars pour un projet intéressant l'Algérie (Service technique et Centre de formation de moniteurs pour la formation professionnelle des adultes, à Alger), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa douzième session, en juin 1964 (voir SF/R.9/Add.3); 536 400 dollars pour un projet intéressant Chypre (formation professionnelle et formation des cadres, à Nicosie), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa dixième session, en juin 1963 (voir SF/R.7/Add.13); 221 800 dollars pour un projet intéressant l'Inde (plan national de formation des apprentis), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du PNUD à sa quatrième session, en juin 1967 (voir DP/SF/R.4/Add.18); 429 900 dollars pour un projet intéressant l'Iran (enquêtes sur la possibilité de créer une zone industrielle), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa dixième session, en juin 1963 (voir SF/R.7/Add.19); 516 600 dollars pour un projet intéressant la République-Unie de Tanzanie (Centre d'études industrielles et du développement, à Dar es-Salam), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa treizième session, en janvier 1965 (voir SF/R.10/Add.59).
- f/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 265 300 dollars pour un projet intéressant l'Inde (Organisation pour la recherche dans le domaine de la production d'énergie, à Bhopal et à Bangalore), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa troisième session, en décembre 1959 (voir SF/L.26/Add.11).
- g/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 441 000 dollars pour un projet intéressant la Somalie (programme de développement du réseau routier), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa treizième session, en janvier 1965 (voir SF/R.10/Add.49).

#### Notes du tableau 5 (suite)

- h/ L'assistance à un secteur ou sous-secteur spécifique est classée sous la rubrique du secteur ou sous-secteur intéressé.
- i/ Représente une affectation de crédits supplémentaire pour un projet intéressant le Libéria (assistance au Service national de planification), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa douzième session, en juin 1964 (voir SF/R.9/Add.22) et par le Conseil d'administration du PNUD à sa deuxième session, en juin 1966 (voir DP/SF/R.2/Add.26).
- j/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 92 800 dollars pour un projet intéressant l'Ethiopie (assistance pour le renforcement des services chargés de l'aménagement du bassin de l'Aouache), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa quatorzième session, en juin 1965 (voir SF/R.11/Add.12).
- k/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes :  
72 000 dollars pour un projet intéressant la Côte d'Ivoire (Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Abidjan), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa sixième session, en mai 1961 (voir SF/R.3/Add.20); 279 700 dollars pour un projet intéressant le Mali (Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Bamako), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa septième session, en janvier 1962 (voir SF/R.4/Add.18); 797 900 dollars pour un projet intéressant le Maroc (Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Rabat), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa huitième session, en mai 1962 (voir SF/R.5/Add.20); 417 500 dollars pour un projet intéressant le Nigéria (Collège de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires de la région du Nord), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa septième session, en janvier 1962 (voir SF/R.4/Add.21).
- l/ Représente une affectation de crédits supplémentaire pour un projet intéressant l'Equateur (Ecole polytechnique nationale de Quito), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa sixième session, en mai 1961 (voir SF/R.3/Add.10).
- m/ Représente une affectation de crédits supplémentaire pour un projet intéressant le Kenya (Faculté technique du Royal College à Nairobi : formation d'ingénieurs pour l'Afrique orientale), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa huitième session, en mai 1962 (voir SF/R.5/Add.35).
- n/ Y compris une affectation de crédits supplémentaire de 179 400 dollars pour un projet intéressant la Jamaïque (assistance au Service géographique de la Jamaïque), qui a été approuvé par le Conseil d'administration du Fonds spécial à sa treizième session, en janvier 1965 (voir SF/R.10/Add.29).

Tableau 6

## Répartition des projets par région

Région	Programmes antérieurs		Nouveau programme		Total	
	Nombre de projets	Crédits	Nombre de projets	Crédits	Nombre de projets	Crédits
		(En dollars des Etats-Unis)		(En dollars des Etats-Unis)		(En dollars des Etats-Unis)
Afrique	338	336 958 404	41	38 392 100 <sup>a/</sup>	379	375 350 504
Amérique	223	219 688 718	21	19 582 400 <sup>c/</sup>	244	239 271 118
Asie et Extrême-Orient	233	232 037 012	25	28 039 700 <sup>b/</sup>	258	260 076 712
Europe	63	63 710 242	6	5 546 500 <sup>d/</sup>	69	69 256 742
Moyen-Orient	67	52 398 911	10	7 454 500	77	59 853 411
Projets inter-régionaux	1	3 866 000	1	739 100	2	4 605 100
TOTAL	925	908 659 287	104	99 754 300 <sup>a/b/c/d/</sup>	1 029	1 008 413 587

a/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes :  
 275 500 dollars pour l'Algérie : Service technique et Centre de formateurs de la formation professionnelle des adultes à Alger (voir doc. SF/R.9/Add.3);  
 92 800 dollars pour l'Ethiopie : renforcement de l'Administration de la vallée de l'Aouache (voir doc. SF/R.11/Add.12); 72 000 dollars pour la Côte d'Ivoire : Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires à Abidjan (voir doc. SF/R.3/Add.20); 793 500 dollars pour le Kenya : Faculté technique du Royal College à Nairobi (formation d'ingénieurs pour l'Afrique orientale) (voir doc. SF/R.5/Add.35); 543 900 dollars pour le Libéria : assistance à l'organisme national de planification (voir doc. SF/R.9/Add.22 et DP/SF/R.2/Add.26); 279 700 dollars pour le Mali : Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires (voir doc. SF/R.4/Add.18); 252 600 dollars pour le Maroc : enquêtes sur les possibilités d'action dans des zones sélectionnées du bassin du Sébou et du Rif occidental (voir doc. DP/SF/R.2/Add.30); 797 900 dollars pour le Maroc : Ecole normale supérieure de Rabat (voir doc. SF/R.5/Add.20); 417 500 dollars pour le Nigéria : Ecole de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires de la région du nord (voir doc. SF/R.4/Add.21); 441 000 dollars pour la Somalie : programme de développement du réseau routier (voir doc. SF/R.10/Add.49); et 516 600 dollars pour la République-Unie de Tanzanie : études industrielles et développement (voir doc. SF/R.10/Add.59).

Notes du tableau 6 (suite)

- b/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes :  
426 100 dollars pour l'Afghanistan : formation et démonstration concernant l'art vétérinaire et l'économie animale (voir doc. DP/SF/R.1/Add.1);  
265 300 dollars pour l'Inde : Organisation pour la recherche dans le domaine de la production d'énergie à Bhopla et à Bangalore (voir doc. SF/L.26/Add.16);  
221 800 dollars pour l'Inde : Plan national de formation des apprentis (voir doc. DP/SF/R.4/Add.18); et 429 900 dollars pour l'Iran : étude de viabilité économique concernant l'aménagement d'un domaine industriel (voir doc. SF/R.7/Add.19).
- c/ Y compris les affectations de crédits supplémentaires suivantes :  
150 100 dollars pour l'Equateur : Ecole polytechnique nationale de Quito (voir doc. SF/R.3/Add.10); 179 400 dollars pour la Jamaïque : assistance au Service géographique de la Jamaïque (voir doc. SF/R.10/Add.29); et  
324 700 dollars pour le Pérou : projet de recherche et de formation forestières de l'Universidad Agraria (voir doc. SF/R.5/Add.26).
- d/ Y compris une affectation de crédits supplémentaires de 536 400 dollars pour Chypre : formation professionnelle et formation des cadres, Nicosie (voir doc. SF/R.9/Add.3).

### Aspects particuliers du nouveau programme

16. Le Directeur a signalé au Conseil d'administration certains aspects particuliers du nouveau programme :

a) L'ampleur, la portée et la diversité du programme de l'élément Fonds spécial, qui est le plus considérable à ce jour, montrent que les gouvernements ont mis à profit les procédures plus rapides et plus souples qui ont été introduites dans la formulation et l'élaboration des demandes d'assistance.

b) En ce qui concerne le nombre de demandes d'assistance supplémentaire dans le programme, il convient de signaler que ces demandes ont souvent pour cause des retards survenus dans les phases initiales de l'exécution d'un projet qui fait que les résultats effectivement obtenus ne correspondent pas aux objectifs prévus. La majorité de ces demandes visent en effet à permettre de réaliser des objectifs initiaux des projets correspondants, la formation du personnel de contrepartie ou le renforcement de certaines activités approuvées du projet.

c) Les projets de deuxième phase, d'autre part, sont demandés lorsque des besoins nouveaux ou supplémentaires apparaissent dans le domaine d'activités du projet au cours de l'exécution de celui-ci. Des exemples de projets de deuxième phase comprennent l'étude de l'approvisionnement en eau et la prospection minière au Maroc et au Panama, et des centres de formation dans les domaines de l'agriculture, de la sylviculture et de l'administration générale et financière en Colombie et au Libéria.

d) La plupart des nouveaux projets du programme comprennent des dispositions pour une évaluation détaillée des travaux effectués pendant les phases initiales de l'exécution, à laquelle procéderont ensemble le PNUD, le gouvernement et les organisations participantes et chargées de l'exécution intéressées. En outre, une phase initiale relativement brève a été recommandée pour un nombre croissant de projets afin de permettre au Directeur de procéder à des études d'évaluation avant de recommander des engagements à long terme et l'affectation de sommes importantes. Deux projets importants comportant la mise en commun des efforts du PNUD, de source bilatérale et d'autres sources - le Centre multidisciplinaire pour les sciences de la santé au Cameroun et l'Institut de formation de personnel enseignant en Côte d'Ivoire - illustrent cette manière de procéder en deux temps. Dans les deux cas, une phase initiale a été jugée nécessaire pour permettre de préparer et d'intégrer soigneusement un important programme d'activités faisant appel à différentes sources d'assistance.

e) La concentration de l'appui du PNUD dans des secteurs bien définis en vue d'obtenir des résultats rapides dans la solution d'un problème donné est illustrée dans les grands projets relatifs aux transports en Indonésie et en République démocratique du Congo et par le projet de mise en valeur des ressources énergétiques et hydrauliques au Pakistan. Cela n'exclut pas toutefois l'aide à d'autres secteurs, comme le montre le grand programme de relèvement et de développement du secteur agricole prévu pour diverses régions de la République démocratique du Congo.

f) Des exemples d'efforts de coordination poussée comportant une approche interdisciplinaire et la collaboration interinstitutions sont offerts par les projets de développement rural intégré au Burundi et au Mexique et deux projets régionaux en Amérique latine, à savoir celui de mise en valeur et d'intégration de la péninsule de la Guajira et celui de modernisation de la vie rurale dans les Andes. Il est probable que ces projets offriront assez tôt dans leur exécution une base solide pour une évaluation intensive effectuée en commun.

g) L'intérêt que les gouvernements portent de plus en plus à développer leur main-d'oeuvre industrielle apparaît dans le grand nombre de projets de formation professionnelle industrielle en Equateur, en France, en Irak, en Jamaïque, en Malaisie, aux Philippines, en Tunisie et dans les territoires non autonomes administrés par le Royaume-Uni. On fait désormais plus de place à la formation en usine, qui constitue l'essentiel d'un projet de formation au Chili et qui joue un rôle dans plusieurs de ces projets.

h) Pour répondre aux besoins de beaucoup de pays en voie de développement qui doivent renforcer leur service postal, un projet interrégional pour la formation de personnel des postes a été inclus pour la première fois dans les recommandations du Directeur et l'on pense que d'autres projets analogues figureront dans les programmes futurs.

i) L'intérêt croissant pour la mise au point de programmes de formation de personnel pour l'hôtellerie et le tourisme est illustré par deux projets à Singapour et en Tunisie.

j) Dans le domaine de la formation agricole, les projets vont de la formation des cadres supérieurs et intermédiaires agricoles en Irak et au Brésil à la réorganisation de base et à la ruralisation des programmes au niveau postprimaire en Guinée, en passant par la formation, au moyen de programmes de radio, des cultivateurs adultes en Inde à l'utilisation de semences améliorées et de matériel perfectionné.

k) On continue de se préoccuper de la formation du personnel enseignant, comme le montrent des projets au Guatemala, au Kenya, au Maroc et au Nigéria ainsi qu'un programme régional de formation de professeurs de sciences à l'Université du Botswana.

l) Comme exemples de projets destinés à former du personnel qualifié pour les services statistiques, on citera les instituts de formation statistiques au Cameroun et en Ouganda et un projet régional, l'Institut asiatique de formation et de recherche statistiques.

m) En ce qui concerne la mise en valeur des ressources naturelles, des projets à Cuba, au Népal, au Pérou et en Yougoslavie aideront à conserver, augmenter et mettre en valeur les ressources forestières; la mise en valeur et l'utilisation des ressources hydrauliques font l'objet de projets au Lesotho, en Mauritanie, au Paraguay et en Espagne. L'étude des eaux souterraines qui doit être effectuée dans le cadre d'un projet en Haute-Volta est directement liée à l'exploitation éventuelle d'importants gisements de manganèse. D'autres exemples

d'assistance pour la prospection du potentiel minéral national sont les projets intéressant le Honduras, le Libéria, la Mauritanie et la Turquie, et un projet en Indonésie est directement lié à des tentatives pour remettre en exploitation des gisements d'étain.

n) Dans le domaine général du développement industriel, le programme comprend la fourniture de services d'experts hautement qualifiés des questions techniques et de la gestion à des entreprises industrielles ou autres au Ghana et au Mali, des services consultatifs hautement spécialisés au niveau des entreprises industrielles en Tunisie et au Pakistan et une assistance pour les recherches industrielles de base au Chili et à la Trinité-et-Tobago. Dans le domaine de la gestion et de la productivité, trois projets destinés à aider les petits entrepreneurs et à favoriser le développement d'entreprises locales appartenant à des ressortissants du pays sont envisagés au Cameroun, en Iran et en Uruguay. Sept de ces projets doivent être exécutés par l'ONUDI.

o) La recherche agricole appliquée orientée vers la production pour aider les gouvernements à augmenter la production locale de denrées alimentaires et la production des denrées agricoles pour l'exportation est représentée dans le programme dans un certain nombre de projets, notamment en République démocratique du Congo et au Samoa-Occidental. Il convient de noter plus spécialement des projets visant à augmenter la production de blé au Brésil, la production de haricots, d'huiles et d'autres denrées alimentaires locales en République Dominicaine et à développer l'élevage du mouton en Algérie. En ce qui concerne les cultures d'exportation, une assistance initiale a été proposée pour un institut du tabac en Syrie en vue d'améliorer la culture du tabac.

p) Devant la persistance de la crise des protéines dans le monde, on propose également d'apporter un appui accru aux projets visant à augmenter la production de viande et de produits laitiers en Chine et au Pakistan. Pour ces deux projets, d'étroites relations de travail seront établies avec les activités complémentaires du Programme alimentaire mondial. D'autres efforts pour aider à augmenter la production de protéines apparaissent dans les projets concernant la pêche entrepris au Malawi et au Pérou, et dans un projet régional pour développer la pêche dans les lagunes et autour des récifs du Pacifique sud. Un projet en Inde pour l'exploitation des ressources presque intactes de poissons pélagiques dans la région de Goa-Cochin en association étroite avec l'assistance bilatérale suédoise et norvégienne revêt une importance particulière.

q) Dans le cadre des efforts pour améliorer la production animale, un réseau d'instituts de santé animale et de services vétérinaires au Moyen-Orient, auxquels le PNUD accorde un appui depuis 1960, a été encore étendu dans le nouveau programme pour comprendre les activités destinées à augmenter la production de vaccins contre la fièvre aphteuse et à renforcer les services vétérinaires en Afghanistan, à Chypre, au Pakistan et en Turquie.



### Frais généraux des organisations participantes et chargées de l'exécution

17. Le Conseil d'administration a été saisi d'un tableau des frais généraux des organisations participantes et chargées de l'exécution pour les programmes antérieurs et le nouveau programme (voir tableau 7 ci-après).

### Assistance préparatoire

18. Pour 65 des 104 projets et 19 affectations de crédits supplémentaires recommandés, le Directeur a utilisé des fonds d'assistance préparatoires pour réviser, reformuler ou évaluer les demandes, soit en envoyant sur place des missions d'experts ou de consultants, soit en soumettant la demande à un consultant pour avis.

### Annulation de projets

19. En accord avec les gouvernements intéressés, le Directeur a recommandé au Conseil d'administration d'annuler les projets suivants : Costa Rica (prospection minérale dans le nord-ouest), Costa Rica (étude des transports de la zone métropolitaine de San José), Mexique (Institut national de recherche sylvicole) et Soudan (étude sur la possibilité de développer la production agricole dans l'ouest de la province d'Equatoria). Les affectations de crédits au titre de ces projets s'élevaient à 4 710 454 dollars et le montant à déduire de la réserve du Directeur pour dépenses imprévues à 376 836 dollars.

### Annulation de crédits affectés à des projets modifiés

20. Le Directeur a recommandé que, à la suite de la modification de projets, en accord avec les gouvernements intéressés, le Conseil d'administration ramène l'affectation de crédits pour la Tunisie (formation de gérants et de comptables pour les exploitations agricoles) de 1 601 400 dollars à 1 162 500 dollars et l'affectation de crédits pour l'Inde (aménagement des pâturages et développement de la production de fourrage) de 1 557 900 dollars à 391 500 dollars.

### Résumé de la discussion

21. En présentant le programme, le Directeur a fait observer que malgré les progrès accomplis au cours des dix années écoulées, le programme qu'il présentait, le plus vaste qu'ait jamais entrepris le PNUD, devrait être deux fois plus important. Si l'on voulait doubler le mouvement des capitaux d'investissement vers les pays en voie de développement et les investissements locaux dans ces pays, il fallait aussi doubler le volume de l'assistance extérieure fournie au titre de l'assistance technique et des projets de préinvestissement. D'autre part, les gouvernements des pays en voie de développement devaient faire preuve de plus d'imagination et d'un esprit plus créateur dans la recherche de projets finançables qui conduisent à la pleine utilisation de leurs ressources humaines et matérielles. En conclusion, il a déclaré que l'impulsion qui serait donnée par l'approbation et l'exécution du programme présenté devait être maintenue et, si possible, même doublée.

Tableau 7

## Frais généraux des organisations participantes et chargées de l'exécution

Organisation	Programmes antérieurs			Nouveau programme			Total
	Coût des projets a/	Frais généraux des organisations participantes et chargées de l'exécution		Coût des projets a/	Frais généraux des organisations participantes et chargées de l'exécution	Coût des projets a/	
(En dollars des Etats-Unis)							
ONU	153 852 045	14 928 450		17 116 800	1 876 400	170 968 845	16 804 850
OIT	89 438 702	9 287 200		14 437 400	1 585 400	103 876 102	10 872 600
FAO	315 425 958	32 219 375		32 871 300	3 598 200	348 297 258	35 817 575
UNESCO	136 068 772	12 980 150		6 704 200	727 100	142 772 972	13 707 250
OMS	20 912 900	2 133 400		1 766 800	193 300	22 679 700	2 326 700
BIRD	36 963 861	550 585		9 982 700	143 000	46 946 561	693 585
OACI	12 785 876	937 900		2 238 300	245 600	15 024 176	1 183 500
UIT	22 203 084	2 248 600		-	-	22 203 084	2 248 600
OMM	15 647 229	1 536 900		1 187 300	130 400	16 834 529	1 667 300
AIEA	3 525 900	352 400		-	-	3 525 900	352 400
ONUDI	21 165 600	2 241 200		3 794 700	416 300	24 960 300	2 657 500
Banque inter-américaine de développement b/	860 800	94 600		-	-	860 800	94 600
Banque africaine de développement b/	268 300	29 500		-	-	268 300	29 500
UPU	-	-		665 900	73 200	665 900	73 200
TOTAL	829 119 027	79 540 260		90 765 400	8 988 900	919 884 427	88 529 160

a/ Y compris les dépenses directement à la charge du PNUD (Fonds spécial).

b/ Organisation chargée de l'exécution.

22. De nombreux membres ont commenté favorablement l'accroissement du volume et l'amélioration de la qualité du programme. D'autres ont exprimé leur satisfaction de la diversité et de la répartition équilibrée du programme entre les secteurs économiques et entre les régions.

23. Plusieurs membres ont noté que le nombre de programmes de développement intégré qui exigeaient une approche interdisciplinaire et multisectorielle encouragerait le renforcement de la collaboration entre les institutions et l'amélioration de la coordination des activités du programme. A cet égard, un membre a noté qu'en dehors de la coopération avec les institutions, il serait utile que le PNUD trouve le moyen d'avoir davantage recours aux sociétés d'étude et aux institutions non gouvernementales dans l'exécution des projets. Certains membres ont encouragé le financement commun par les programmes d'assistance multilatéraux et bilatéraux comme moyen de compléter les ressources du programme, tandis que d'autres se sont déclarés en faveur de l'idée d'une programmation des activités en commun par plusieurs sources d'assistance, ce qui réduirait les risques de double emplois. Un membre a déclaré que si un financement commun multilatéral et bilatéral se révélait nécessaire, il convenait, dès la phase préliminaire, que le PNUD prenne contact avec les autres sources de financement et n'entreprene aucune action importante sans avoir procédé à des consultations avec elles.

24. Un certain nombre de membres ont approuvé la méthode consistant à aborder les projets importants et à long terme en plusieurs temps, notamment dans les domaines où il faut engager des sommes considérables. D'autres membres ont noté l'attention accrue accordée à la phase initiale de l'exécution des projets, aux analyses visant à établir les faits et à l'évaluation et y ont vu un moyen de définir les objectifs des projets avec plus de réalisme et de prévenir ainsi les doubles emplois. A cet égard, certains membres ont manifesté l'intérêt avec lequel ils prendraient connaissance du rapport que le Directeur doit présenter au Conseil d'administration en 1970, qui serait fondé sur l'évaluation en commun des projets et traiterait des questions de la collaboration interinstitutions et de l'approche interdisciplinaire. En outre, un membre a fait observer qu'il pourrait être utile que le Directeur adresse aux intéressés l'évaluation de groupes de projets dans une branche d'activité déterminée dont les résultats auraient une valeur particulière pour le pays bénéficiaire et seraient de nature à donner une forte impulsion au développement. Le même membre a également souligné l'importance d'une évaluation continue et a dit qu'il serait heureux de recevoir des rapports réguliers analysant les résultats et l'expérience acquis dans les projets évalués au cours de la période en question.

25. Le Conseil a exprimé sa satisfaction de la participation accrue de l'ONUDI dans le programme. On a fait observer que, bien qu'environ 23 p. 100 du programme fussent consacrés au secteur industriel, l'exécution de sept projets seulement avait été confiée à l'ONUDI, soit 4,7 p. 100 seulement des ressources du programme. Le rôle central de l'ONUDI dans la coordination des activités en matière de développement industriel a été souligné par de nombreux membres, qui ont exprimé l'espoir qu'à l'avenir l'ONUDI se verrait confier de plus larges responsabilités dans l'exécution de projets dans le domaine industriel. Un membre a noté que le nombre et le type des projets industriels qui étaient entrepris reflétaient le nombre et le

type des projets de cette nature demandés par les pays en voie de développement. En outre, d'autres institutions spécialisées, comme l'OIT et la FAO, avaient acquis des compétences dans le secteur industriel et exécutaient des projets dans ce secteur.

26. Plusieurs membres ont salué l'admission de la CNUCED au nombre croissant des organisations participantes et chargées de l'exécution du programme du PNUD. Un membre a toutefois exprimé le regret que le programme présenté ne contienne aucun projet dans le domaine du commerce et un autre membre s'est félicité de la participation future de la CNUCED en tant qu'organisation chargée de l'exécution de projets ayant trait, non seulement à la promotion des échanges, mais au commerce en général.

27. Alors que plusieurs membres ont exprimé, d'une façon générale, leur satisfaction de voir le programme comprendre un certain nombre de projets dans le secteur agricole, dont certains ont été conçus pour tirer le meilleur parti des récents progrès techniques dans le développement agricole, d'autres ont regretté le nombre relativement faible de projets dans les domaines de l'éducation et de l'énergie. Un membre s'est étonné qu'il n'y ait pas un seul projet dans le domaine de la population, malgré la haute priorité accordée à cette question dans les plans de développement de nombreux pays. Il a ajouté toutefois que la planification de la famille étant un domaine relativement nouveau, certains gouvernements n'étaient peut-être pas au courant des possibilités d'obtenir une assistance internationale dans ce domaine et devraient être informés qu'ils peuvent obtenir une aide du PNUD.

28. Deux membres, notant l'importance des relations humaines dans les activités du programme, ont souligné la nécessité d'envisager les conséquences sociales du développement économique dès le début de la planification des projets d'assistance.

29. Un membre a commenté l'augmentation du nombre des projets en Asie. Un autre membre a formulé de sérieuses réserves concernant le projet proposé pour Cuba, en disant que ce gouvernement avait créé une atmosphère inhospitalière pour l'utilisation de ses propres ressources humaines et techniques.

30. En ce qui concerne les contributions des pays qui obtiennent de l'assistance, on a suggéré que les pays relativement développés devraient essayer d'augmenter leur contribution aux projets du PNUD, y compris, le cas échéant, des contributions en devises étrangères, alors que les contributions des pays les moins développés devraient être réduites au minimum et, dans les cas appropriés, que les exigences relatives aux dépenses locales devraient être réduites ou même éliminées. Il convenait de faire preuve de souplesse à cet égard et d'accorder une attention continue à l'évaluation des besoins changeants et des modifications à apporter dans l'ordre de priorité de l'assistance à prêter aux pays en voie de développement. Un membre a exprimé son intérêt pour le rapport que le Directeur doit présenter sur les principes de la participation aux frais à une session ultérieure du Conseil d'administration.

31. Un membre a exprimé l'opinion que l'établissement d'une infrastructure essentielle et simple du développement exigerait un nombre croissant de projets de préinvestissement de plus en plus étudiés, notamment pour éliminer les goulots d'étranglement dans des secteurs particuliers et pour assurer le transfert de techniques de pointe dans les pays en voie de développement. En s'adaptant à l'évolution des besoins des pays en voie de développement, le PNUD serait appelé à s'occuper de plus en plus de projets d'une nature et d'une ampleur quelque peu différentes, qui seraient à la fois peu classiques et ambitieux.

32. Plusieurs membres ont exprimé leur satisfaction de l'accélération de la cadence à laquelle les gouvernements présentent leurs demandes et ont pensé que cela démontrait la plus grande capacité d'absorption des investissements par les pays en voie de développement grâce, en partie, à des méthodes de planification plus évoluées. Un membre a toutefois mis en doute l'opportunité de consacrer des sommes importantes, par exemple, à la formation de personnel dans les pays où il n'y a pas de perspectives immédiates d'employer le personnel ainsi formé et a souligné qu'il importait d'envisager les projets en fonction de la capacité d'absorption des pays demandeurs.

33. Alors que plusieurs membres ont noté le bas niveau des ressources disponibles pour les affectations de crédits à la session de juin 1969, un membre a déclaré que la vitesse acquise du programme devait être maintenue à tout prix et qu'il n'était pas essentiel d'assurer l'équilibre entre les programmes de janvier et de juin mais que le Conseil devait approuver les projets dès qu'ils étaient prêts. D'autres membres ont indiqué qu'il faudrait étudier les moyens de financer le programme de juin si l'on voulait éviter un ralentissement des activités du PNUD. Expriment son inquiétude devant l'insuffisance des ressources financières du PNUD pour le rôle important qu'il devra jouer pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, un membre a souligné que le taux de croissance désiré, qui est plus élevé que le taux de 4,5 p. 100 réalisé pendant la première Décennie, ne pourrait être atteint qu'avec une augmentation correspondante des activités de préinvestissement. Il a été rappelé qu'à la Conférence des annonces de contributions du PNUD, en octobre 1968, le Directeur, tout en indiquant qu'il fallait doubler les ressources dont disposait actuellement le Programme, avait préconisé une véritable percée pour 1970.

#### Observations de la Direction

34. Répondant aux observations formulées concernant le rôle de l'ONUDI, le Directeur adjoint du Programme et Directeur associé des opérations et de la programmation a rappelé que huit projets représentant au total 7 millions de dollars environ avaient été approuvés en 1968 pour exécution par l'ONUDI. En outre, l'ONUDI et le PNUD avaient approuvé des projets des Services industriels spéciaux pour un montant de 4,7 millions de dollars environ, financés par des contributions volontaires des gouvernements aux Services industriels spéciaux, et d'autres projets étaient à l'étude. En plus des projets exécutés par l'ONUDI, il y avait un certain nombre de projets intéressant l'industrialisation pour lesquels l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations participantes et chargées de l'exécution étaient en rapport constant avec l'ONUDI qui jouait un rôle de coordination.

35. Concernant la phase préparatoire de la programmation, le Directeur adjoint a souligné l'importance des missions d'exploration confiées aux représentants résidents et des missions spéciales pour examiner les objectifs généraux des projets et évaluer la capacité et l'intention des gouvernements d'en assurer l'exécution. Les missions d'assistance préparatoire étaient également une partie essentielle de la programmation qui servait, par exemple, à assurer la disponibilité du personnel de contrepartie et des locaux nécessaires et, dans beaucoup de cas, l'adoption de mesures législatives spéciales par le gouvernement intéressé. Les moyens d'accélérer la préparation des projets et d'inclure un plan de travail provisoire dans les demandes de projets faisaient actuellement l'objet de consultations avec les organisations participantes et chargées de l'exécution.

36. Répondant aux observations formulées à propos de l'absence de tout projet dans le domaine de la population, le Directeur adjoint du programme et Directeur des opérations et de la programmation a donné au Conseil l'assurance que l'Administration portait un intérêt positif à la question de la planification de la famille et souhaitait utiliser ses ressources dans ce domaine. Il a indiqué que, en réponse à un mémorandum adressé aux gouvernements par le Directeur en mai 1968 les priant d'indiquer l'intérêt qu'ils portaient à la question de la planification de la famille, 30 réponses positives ont été reçues mais étaient formulées en termes trop généraux pour justifier l'élaboration de projets. Il a rappelé également que le Directeur avait appelé l'attention des gouvernements sur la possibilité que d'importants fonds d'affectation spéciale deviennent disponibles à cette fin; comme suite aux demandes qui ont été reçues, un programme de formation de 10 agents de la planification de la famille a été entrepris dans le cadre du programme ordinaire de coopération technique de l'ONU, et plusieurs missions ont été envoyées ou étaient actuellement prévues par le PNUD.

37. Pour conclure la discussion, le Directeur a déclaré qu'il était en faveur de l'industrialisation la plus rapide possible réalisable dans les pays en voie de développement, mais a mis en garde contre des projets qui ne pourraient qu'échouer. Il a noté toutefois qu'une main-d'oeuvre de plus en plus nombreuse serait libérée par le secteur agricole avec les progrès de la technique dans ce domaine. Le nombre des projets dans le secteur industriel devra augmenter régulièrement afin de prévenir de graves problèmes de chômage urbain. A cet égard, il a fait savoir au Conseil d'administration qu'à la fin de 1969 dix conseillers industriels seraient adjoints au personnel du PNUD.

#### Décision du Conseil d'administration

38. A sa 138ème séance, à l'issue de la discussion de l'alinéa b du point 4 de son ordre du jour, le Conseil d'administration a décidé, sous réserve des observations et des réserves formulées concernant certains projets :

- a) D'approuver le programme proposé (voir annexe II ci-après);
- b) D'affecter pour chacun des projets énumérés à l'annexe II les sommes indiquées dans cette annexe dans la colonne "Affectation de crédits recommandée au Conseil d'administration";

c) D'autoriser le Directeur à faire le nécessaire avec les gouvernements et les organisations participantes et chargées de l'exécution en vue de l'exécution de ces projets;

d) D'affecter un montant supplémentaire de 7 980 334 dollars (équivalant à 8 p. 100 du montant total des affectations de crédits approuvées par le Conseil d'administration pour le programme) comme réserve du Directeur pour dépenses imprévues;

e) D'affecter la somme de 180 000 dollars pour couvrir le coût en 1969 du financement de l'assistance préparatoire ou des opérations préliminaires à propos de projets qui ne sont pas approuvés par le Conseil d'administration;

f) D'affecter la somme de 12 996 490 dollars comme part de l'élément Fonds spécial au budget d'administration du PNUD;

g) D'annuler des affectations de crédits non utilisés d'un montant de 3 105 154 dollars et de déduire 248 412 dollars de la réserve du Directeur pour dépenses imprévues au titre des projets dont l'annulation est recommandée au paragraphe 19 ci-dessus;

h) D'annuler des affectations de crédits non utilisés d'un montant de 1 605 300 dollars et de réduire de 128 424 dollars la réserve du Directeur pour dépenses imprévues au titre de projets dont la modification est recommandée au paragraphe 20 ci-dessus.

#### Opérations préliminaires

39. A propos de l'alinéa c du paragraphe 4 de son ordre du jour, le Conseil d'administration a examiné le rapport du Directeur sur les propositions en vue d'opérations préliminaires relatives à deux projets qui avaient été approuvés par lui entre les sixième et septième sessions du Conseil d'administration (DP/L.93).

#### Résumé de la discussion

40. Bien que les deux membres qui aient parlé à propos de l'alinéa c du point 4 aient appuyé les recommandations du Directeur, un membre a demandé qu'à l'avenir des informations plus précises soient données aux membres du Conseil concernant le genre d'assistance à fournir et la durée prévue des opérations préliminaires.

41. Un autre membre a déclaré que, le critère d'urgence qui sert de base au Directeur pour approuver les opérations préliminaires ne pouvant être défini avec précision, il convenait d'envisager chacun des divers cas selon leur intérêt respectif. Les deux projets pour lesquels des opérations préliminaires étaient proposées présentaient un caractère d'urgence en raison du facteur saisonnier. Il a noté également avec satisfaction que la réduction du nombre des opérations préliminaires proposées par le Directeur traduisait l'amélioration des procédures de planification aux stades initiaux de la formulation des projets.

#### Décision du Conseil d'administration

42. A sa 139ème séance le Conseil d'administration a pris note des propositions en vue d'opérations préliminaires autorisées par le Directeur entre les sixième et septième sessions du Conseil concernant les deux projets suivants :

(En dollars des Etats-Unis)

BOLIVIE	- Création d'une ferme pilote de démonstration et préparation d'une étude de viabilité économique pour le développement agro-industriel de la région de l'Abopo-Izozog	- 53 000
GHANA	- Développement de la production du coton et formation	- 78 400



### CHAPITRE III

#### PROGRAMME DE L'ELEMENT ASSISTANCE TECHNIQUE DU PNUD

43. Dans le cadre du point 5 de son ordre du jour, le Conseil a examiné :

a) Un rapport sur les nouveaux arrangements proposés pour les projets régionaux et interrégionaux (DP/TA/L.21);

b) Les estimations révisées des ressources et les affectations de crédits pour 1969, ainsi que les estimations initiales des ressources pour 1970 et la répartition de ces ressources, y compris les montants maximums par pays et par région (DP/TA/R.2 et Corr.1);

c) Les recommandations du Directeur concernant les projets régionaux et interrégionaux (DP/TA/L.19 et Add.1) et les projets à financer à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark (DP/TA/L.20 et Add.1); et

d) Un rapport du Directeur sur les programmes par pays (DP/TA/P/L.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1, Add.2, Add.3 et Add.3/Corr.1, Add.4 et 5).

#### A. Nouveaux arrangements proposés pour les projets régionaux et interrégionaux

##### Rapport du Directeur

44. A sa sixième session, le Conseil a proposé de nouveaux arrangements pour les projets régionaux et interrégionaux qui seraient introduits pour l'année opérationnelle 1970 <sup>3/</sup>. Ils tendaient à ce que les chiffres fixés comme objectifs pour les organisations chargées de l'exécution de projets régionaux et interrégionaux soient éliminés, les fonds normalement affectés à cette fin étant mis en réserve par le Directeur, et à ce que l'approbation des projets ayant une valeur cumulative de moins de 200 000 dollars pour la durée anticipée du projet soit déléguée au Directeur. En attendant l'adoption de nouvelles procédures, le Conseil a décidé d'approuver, pour 1969 seulement, les nouvelles propositions relatives à des projets régionaux et interrégionaux qui lui seraient présentées à sa septième session. Le Conseil a prié le Directeur d'examiner les incidences administratives et financières ainsi que les modalités d'exécution des nouveaux arrangements, notamment de réexaminer le système actuel d'allocations spécifiques en monnaies soumises à un contrôle aux organisations participantes et chargées de l'exécution et, après avoir pris toutes mesures transitoires nécessaires et s'être concerté avec le BCI, de faire rapport au Conseil, à sa septième session, sur la procédure d'application des nouveaux arrangements.

---

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 6A (E/4545, par. 83).

45. Le Directeur adjoint du Programme et Directeur des opérations et de la programmation a présenté le rapport du Directeur (DP/TA/L.21). Il a expliqué que le Directeur avait procédé à un échange de vues très complet avec les organisations participantes et chargées de l'exécution en octobre 1968, avant et après les réunions du BCI sur les nouveaux arrangements proposés pour les projets régionaux et interrégionaux. Bien que ces organisations aient manifesté de l'estime et de l'intérêt pour les vues du Conseil, elles ont été d'avis que des problèmes réels se posaient sur les plans statutaire, financier et administratif, dont la solution demanderait un certain temps. Pour l'UNESCO, qui a adopté un cycle de programmation de deux ans, il existait une discordance entre les décisions déjà prises par son organe directeur et les nouveaux arrangements proposés par le Conseil d'administration, le Conseil exécutif de l'UNESCO ayant déjà approuvé une série de projets régionaux et interrégionaux pour 1969 et 1970, dont le financement devra être assuré conjointement par le budget ordinaire de l'UNESCO et les ressources prévues du PNUD.

46. Après avoir procédé à un examen approfondi des problèmes qui avaient été évoqués au cours des consultations avec les organisations participantes et chargées de l'exécution, le Directeur a recommandé au Conseil d'accepter de différer la mise en oeuvre des nouveaux arrangements d'une année supplémentaire. Le Directeur adjoint du Programme et Directeur des opérations et de la programmation a indiqué que le PNUD, les organisations participantes et chargées de l'exécution et les gouvernements intéressés mettraient à profit cette année pour examiner et, le cas échéant, renégocier les projets régionaux et interrégionaux dont l'exécution s'étendra au-delà de 1970. Il a aussi indiqué que le Directeur présentera un rapport sur la question au Conseil, à sa huitième session.

#### Résumé de la discussion

47. Les membres du Conseil ont tous approuvé sans réserve les nouveaux arrangements proposés à la sixième session pour les projets régionaux et interrégionaux. Toutefois, ils ont accepté la recommandation du Directeur tendant à différer leur mise en oeuvre d'une année supplémentaire au maximum. Un membre a estimé qu'il faudrait peut-être plusieurs années avant que les nouveaux arrangements ne puissent être intégralement appliqués. Alors que deux membres ont reconnu les difficultés que ne pouvaient manquer de rencontrer les organisations participantes et chargées de l'exécution lorsqu'elles s'efforçaient d'apporter les ajustements nécessaires au cours de la période de temps relativement courte que leur avait laissée le Conseil à sa sixième session, plusieurs autres se sont demandé si ces difficultés existaient vraiment et si elles n'auraient pas pu être prévues et formulées lors de la sixième session du Conseil. Un membre a ajouté qu'on ne devait pas perdre de vue le fait, quelle que soit la solution définitive adoptée, que les projets régionaux ne pouvaient être fondés que sur les besoins des pays en voie de développement et les requêtes de leurs gouvernements.

48. Deux membres ont demandé si l'UNESCO avait été la seule organisation participante et chargée de l'exécution qui se soit heurtée à des difficultés en matière de programmation et se sont montrés préoccupés par le manque de souplesse évident des procédures appliquées par l'UNESCO. Plusieurs membres ont insisté pour que toutes les organisations participantes et chargées de l'exécution fassent

de sérieux efforts pour régler, aussi rapidement que possible, tous les problèmes posés par les nouveaux arrangements pour les projets régionaux et interrégionaux. Alors que certains membres du Conseil ont proposé que le Commissaire chargé de l'étude sur la capacité examine les difficultés que ne manquera pas de poser l'application des nouveaux arrangements, d'autres ont suggéré que le Directeur envisage les mesures qui pourraient être prises dans un premier temps pour assurer la bonne application des nouveaux arrangements et fasse rapport au Conseil à ce sujet, à sa huitième session.

49. Plusieurs membres ont pensé qu'aucun retard d'ensemble n'était nécessaire dans la mise en oeuvre des projets et ont proposé une période de transition au cours de laquelle on mettrait graduellement en oeuvre les nouveaux arrangements pour les projets régionaux et interrégionaux. Il n'existait aucune raison qui empêchait que l'on délègue au Directeur le pouvoir d'approuver les projets de moins de 200 000 dollars.

50. En ce qui concerne les difficultés de gestion monétaire que créeraient les nouveaux arrangements, plusieurs membres ont été d'avis qu'il convenait de réunir des renseignements supplémentaires sur l'utilisation par le PNUD et par les organisations participantes et chargées de l'exécution des monnaies convertibles et des monnaies non convertibles. Beaucoup de membres ont déclaré que les difficultés de gestion monétaire étaient loin d'être insurmontables et avaient surtout un caractère technique. Un membre a déclaré que, d'une manière générale, les projets régionaux et interrégionaux devraient être élaborés en fonction des nécessités du développement existantes et non en fonction des devises qu'il fallait à tout prix utiliser.

51. Deux membres ont estimé que la question de l'utilisation des devises non convertibles ne se poserait pas si les gouvernements membres s'efforçaient davantage de verser leurs contributions au PNUD en monnaies convertibles. Si cela n'était pas possible, il faudrait alors élaborer des accords spéciaux en vue d'utiliser de la façon la plus efficace les monnaies non convertibles.

52. Deux membres ont critiqué la phrase relative à la confirmation par le Conseil d'une décision qu'il avait déjà prise, qui figure au paragraphe 6 du document (DP/TA/L.21). Une décision ayant déjà été prise à ce sujet à la sixième session, le Conseil n'avait pas à la réitérer.

#### Observations de la Direction

53. Le Directeur adjoint du Programme et Directeur des opérations et de la programmation a remercié les membres du Conseil pour la compréhension dont ils avaient fait preuve en ce qui concerne les difficultés rencontrées par le PNUD et les organisations participantes et chargées de l'exécution lorsqu'elles avaient voulu appliquer les nouveaux arrangements pour les projets régionaux et interrégionaux. Il a déclaré que la mise en oeuvre était prévue de manière progressive. Il n'était pas proposé que le Conseil reconsidère les nouveaux arrangements, mais seulement qu'il en diffère la mise en oeuvre. Le Directeur adjoint a confirmé que l'UNESCO avait été la seule organisation participante et chargée de l'exécution à avoir porté des problèmes d'ordre statutaire à l'attention du Directeur du Programme.

54. Répondant aux observations qui avaient été faites sur la gestion monétaire, le Directeur de la Division de la gestion financière et de la politique administrative a reconnu que les problèmes techniques qui se posaient dans ce domaine n'avaient qu'une importance secondaire et il a donné l'assurance au Conseil que les efforts faits pour utiliser les monnaies non convertibles n'affecteraient pas la politique suivie pour les programmes. Il a expliqué que le PNUD s'était heurté dans le passé à des problèmes d'utilisation des devises et que le système des objectifs régionaux par organisation avait aidé celui-ci à les résoudre. Les organisations participantes et chargées de l'exécution coopéraient étroitement avec le PNUD pour améliorer l'utilisation des devises, et en différant d'un an l'application des nouveaux arrangements, on permettrait au PNUD et aux organisations intéressées d'envisager le problème de manière constructive.

#### Décision du Conseil d'administration

55. A sa 140ème séance, le Conseil d'administration a adopté la décision suivante :

##### "Le Conseil d'administration

a) Estime que les difficultés sur lesquelles le Directeur a attiré l'attention dans le document concernant les nouveaux arrangements proposés pour les projets régionaux et interrégionaux (DP/TA/L.21) ont essentiellement un caractère transitoire;

b) Confirme les nouvelles dispositions qu'il a proposées à sa sixième session pour les projets régionaux et interrégionaux, sous réserve que l'élimination des chiffres fixés comme objectifs pour les organisations chargées de l'exécution soit différée jusqu'à l'année opérationnelle 1971, au plus tard;

c) Prie le Directeur de poursuivre ses consultations avec le BCI, en tenant compte des commentaires et observations formulées par les membres du Conseil, y compris ceux qui ont trait à l'opportunité d'assurer la pleine utilisation de toutes les monnaies mises à la disposition du PNUD, et de soumettre au Conseil, pour qu'il les examine à sa huitième session, de nouvelles procédures dont il recommanderait l'approbation au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, compte tenu de leurs résolutions 1250 (XLIII) et 2279 (XXII) respectivement."

#### B. Prévisions révisées des ressources et affectations de crédits pour 1969; prévisions initiales de ressources pour 1970 et leur répartition

56. Le Directeur a informé le Conseil (DP/TA/R.2 et Corr.1) que les prévisions initiales des ressources au titre de l'élément Assistance technique du PNUD pour 1970 (84 997 000 dollars) portaient de la présomption que le montant des contributions volontaires pour 1970 serait supérieur d'environ 8 p. 100 au montant correspondant pour 1969 et qu'il continuerait de tirer parti en 1969 de la liberté de manœuvre qu'autorisait la pratique suivie par plusieurs des principaux contributeurs dont la contribution au PNUD était annoncée globalement, sans

distinction entre les deux éléments du Programme. Il a aussi attiré l'attention sur le fait que le solde résiduel de 1 062 000 dollars qui provenait de l'ancien Fonds de roulement et de réserve du Programme élargi d'assistance technique et qui venait s'ajouter aux ressources de l'élément Assistance technique était compris dans le montant total des ressources disponibles pour le financement du programme pour 1970.

57. En ce qui concerne la répartition des ressources pour l'année 1970, le Directeur a recommandé que la réserve de planification soit maintenue à 6 p. 100 du montant total des ressources disponibles pour les projets et que la part des ressources consacrées aux projets régionaux et interrégionaux soit fixée à 18 p. 100 des ressources disponibles pour le programme opérationnel (soit 17 p. 100 plus 1 p. 100 pour les petites organisations). Cette augmentation faciliterait l'absorption des projets qui étaient antérieurement financés séparément à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark dans la limite des objectifs fixés pour les projets régionaux et interrégionaux.

58. En ce qui concerne les montants maximums par pays pour 1970 calculés afin d'être soumis au Conseil pour examen et approbation, le total des montants maximums (compte tenu de la réserve de planification du Directeur) était passé de 47 070 000 dollars en 1969 à 53 140 000 dollars en 1970, mais cette augmentation serait probablement absorbée en partie par un ajustement en hausse du barème des traitements du personnel recruté sur le plan international et par d'autres majorations, en ce qui concerne notamment le coût des services d'experts. Par conséquent, mesuré en unités d'assistance, le programme prévu pour 1970 restait à peu près au même niveau que le programme approuvé pour 1969.

59. En ce qui concerne les montants maximums proposés pour approbation pour 1970 par organisation participante et chargée de l'exécution, il a été expliqué que ces montants devraient être ajustés par la suite compte tenu de la décision que prendrait l'Assemblée générale au sujet de l'admission de la CNUCED comme organisation participante et chargée de l'exécution. Le Directeur devrait donc apporter les ajustements nécessaires à la répartition des pourcentages par organisation participante et chargée de l'exécution et à celle du pourcentage supplémentaire pour les petites organisations.

60. Le Directeur a recommandé que les affectations de crédits pour frais généraux en 1970 soient égales au montant approuvé pour 1969. Pour les deux années, ce montant comprenait les augmentations demandées par l'OMCI et l'UPU, conformément aux dispositions relatives à la souplesse d'application contenues dans la résolution 1060 (XXXIX) du Conseil économique et social, de façon que leur affectation de crédits pour frais généraux ne soit pas inférieure au montant approuvé pour le programme biennal 1967-1968, soit 65 000 dollars pour l'OMCI et 90 000 dollars pour l'UPU.

61. Le Conseil a aussi été informé que l'affectation de crédits demandée pour la part de l'élément Assistance technique dans le coût total du budget d'administration du FNUD recommandé au Conseil pour approbation avait été ajustée afin de tenir compte de l'augmentation globale de la rémunération du personnel approuvée par l'Assemblée générale de l'ONU, à sa vingt-troisième session.

### Résumé de la discussion

62. Deux membres se sont inquiétés de constater que les montants maximums par pays proposés pour 1970 ne marquaient aucun accroissement par rapport aux montants maximums pour 1969. Ils ont noté que si les montants maximums proposés pour 1970 devaient servir à indiquer la répartition probable des ressources pendant la période 1971-1973, la part des différents pays demeurerait inchangée. Trois membres ont proposé que cette question extrêmement importante des montants maximums soit examinée avec le plus grand soin par le Commissaire chargé de l'Etude sur la capacité.

63. Un membre a suggéré qu'il fallait encourager les pays qui en avaient la possibilité à faire plus largement appel à l'assistance technique dans le cadre des dispositions relatives aux fonds d'affectation spéciale de façon que les ressources allouées à l'élément Assistance technique soient affectées à d'autres pays.

64. Plusieurs membres se sont inquiétés de ce qu'une très forte proportion des ressources disponibles était affectée par anticipation à la continuation de projets. Une telle situation non seulement limitait l'importance des projets mais enlevait à certains pays la possibilité de proposer de nouveaux projets et de choisir parmi les organisations participantes et chargées de l'exécution. De l'avis d'un membre, cet état de choses montrait combien il importait d'entreprendre un examen général des projets afin d'assurer que les fonds d'assistance technique soient concentrés sur les projets hautement prioritaires. Deux membres ont été d'avis qu'il ne fallait pas développer les activités régionales et interrégionales étant donné que les pays en voie de développement ne semblaient pas accorder une haute priorité à ces projets.

65. Un membre a déclaré que son gouvernement avait été favorablement impressionné par la politique souple qu'il avait été possible au Directeur de mener du fait que certaines contributions au Programme n'avaient pas fait l'objet d'une ventilation par élément. Il a annoncé que son gouvernement adopterait cette pratique à l'avenir et demandé quels effets à long terme pourraient être obtenus si tous les pays annonçaient une contribution unique dont le montant ne serait pas ventilé par élément.

### Observations du Directeur

66. En réponse à la question concernant les effets à long terme sur le programme de contributions volontaires qui ne seraient pas ventilées par élément, le Directeur a indiqué qu'une telle pratique permettrait certainement de mieux adapter le programme aux besoins des pays en voie de développement puisqu'on n'allouerait pas chaque année de proportion fixe des ressources à chacun des deux éléments. Néanmoins, d'après les tendances actuelles enregistrées en ce qui concerne les demandes d'assistance adressées au PNUD, le Directeur n'envisageait pas la possibilité, dans un proche avenir, d'un changement important de la proportion des ressources allouées à chaque élément.

Décision du Conseil d'administration

67. A sa 140ème séance, le Comité a décidé :

a) De prendre note des prévisions révisées de ressources pour 1969 (80 067 000 dollars) et des prévisions initiales de ressources pour 1970 (84 997 000 dollars);

b) De maintenir la réserve de planification pour 1970 à 6 p. 100 du montant total des ressources disponibles pour le programme opérationnel;

c) De porter le pourcentage des ressources consacrées aux projets régionaux et interrégionaux pour 1970 à 18 p. 100 du montant total des ressources disponibles pour le programme opérationnel (17 p. 100 plus 1 p. 100 pour les petites organisations);

d) D'autoriser les affectations de crédits ci-après au titre du Programme d'assistance technique pour 1969;

	(En dollars des Etats-Unis)
i) Projets nationaux .....	47 070 000
ii) Projets régionaux et interrégionaux .....	11 934 855
iii) Frais généraux des organisations participantes et chargées de l'exécution .....	8 627 151
iv) Part du budget d'administration du PNUD affectée à l'élément Assistance technique .....	6 998 110
v) Remboursement au Fonds de roulement du PNUD des allocations pour imprévus versées en 1968 .....	<u>4 350 000</u>
TOTAL	<u><u>78 980 116</u></u>

e) D'approuver la répartition ci-après du montant estimatif des ressources pour 1970 :

(En dollars des  
Etats-Unis)

i) Programme opérationnel :	
Objectifs nationaux .....	49 260 000
Réserve de planification .....	3 888 000
Objectifs régionaux et interrégionaux .....	<u>11 667 000</u>
Total partiel	64 815 000
ii) Frais généraux des organisations participantes et chargées de l'exécution .....	8 582 000
iii) Part du budget d'administration du PNUD affectée à l'élément Assistance technique .....	7 250 000
iv) Remboursement au Fonds de roulement du PNUD des allocations pour imprévus versées en 1969 .....	<u>4 350 000</u>
TOTAL	<u><u>84 997 000</u></u>

C. Recommandations du Directeur concernant les projets régionaux et interrégionaux et les autres projets à financer à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark

68. En présentant au Conseil pour examen et approbation ses recommandations concernant les projets régionaux et interrégionaux (DP/TA/L.19/Rev.1 et Add.1), le Directeur a indiqué que le coût total des projets approuvés par le Conseil à sa sixième session et de ceux qui étaient recommandés à la septième session atteignait le plafond - 17 p. 100 (16 p. 100 plus 1 p. 100 pour les petites organisations) des ressources disponibles pour le programme opérationnel - fixé par le Conseil à sa quatrième session pour 1969. Cela ne laissait pratiquement aucune marge pour prévoir de nouvelles activités régionales en 1969.

69. Etant donné que l'inclusion des projets financés à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark dans les 17 p. 100 des ressources globales, soit 9 640 000 dollars pour 1969, entraînerait une diminution du volume total des activités régionales en 1969, le Directeur a recommandé, à titre exceptionnel et pour 1969 seulement, que les projets financés à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark, d'un montant de 2 294 855 dollars (DP/TA/L.20 et Add.1), soient approuvés indépendamment et en dehors du programme régional et interrégional normal pour 1969. Ces projets ont également été recommandés au Conseil pour examen et approbation pour l'année 1969 seulement. Comme on a pu le voir plus haut (voir par. 57 ci-dessus), le Directeur a aussi recommandé que, pour l'année 1970,



le Conseil porte le pourcentage des ressources affectées aux projets régionaux et interrégionaux à 18 p. 100 afin de faciliter l'absorption des projets qui, avant 1969, étaient financés séparément à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark, dans les limites des montants maximums fixés pour les projets régionaux et interrégionaux. A ce propos, le Directeur a informé le Conseil que le FNUD poursuivait actuellement des négociations avec les autorités danoises au sujet de la manière dont devait être utilisée la contribution danoise en 1970 dans le cadre des nouveaux accords de programmation, pour éviter de recourir aux accords spéciaux recommandés par le Directeur pour 1969.

#### Résumé de la discussion

70. Alors que le Conseil a approuvé en général les recommandations du Directeur concernant les projets régionaux et interrégionaux, y compris ceux qui doivent être financés à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark, beaucoup de membres ont exprimé certaines préoccupations au sujet du fond, du type et de la présentation des projets. Un membre a constaté que 75 p. 100 des projets régionaux et interrégionaux présentés par le Directeur au Conseil pour approbation concernaient des voyages d'étude de courte durée, alors qu'aux sessions précédentes du Conseil, les membres avaient souvent émis des réserves quant à leur efficacité. Plusieurs membres se sont inquiétés du manque de renseignements concernant la nature, la quantité et l'affectation du matériel fourni, ainsi que les dates de voyages d'étude et l'itinéraire choisi. Des renseignements de ce genre permettraient au Conseil de faire des observations constructives sur les projets. Plusieurs membres se sont déclarés déçus de ne pas trouver d'explication claire des principes généraux que le Directeur avait suivis dans les recommandations qu'il a faites. Un membre s'est demandé pourquoi l'ONUDI avait beaucoup plus de projets interrégionaux que de projets régionaux. A ce propos, il a demandé que le Directeur se penche sur les difficultés particulières qui se posaient à l'occasion de la mise en oeuvre des projets interrégionaux dans le secteur industriel.

71. Alors qu'un membre a proposé que les projets régionaux et interrégionaux soient confiés aux commissions économiques régionales, un autre a estimé que l'élaboration des projets de ce type devrait faire l'objet d'un examen du Commissaire chargé de l'Etude sur la capacité.

72. Plusieurs membres se sont inquiétés du nombre de projets régionaux qui semblaient être entrepris sur l'initiative des organisations participantes et chargées de l'exécution et non des gouvernements. Ils ont suggéré que le nom des gouvernements qui participaient à des projets régionaux et interrégionaux soit mentionné dans les documents pertinents et que les pays bénéficiaires représentés au Conseil soient invités, le cas échéant, à fournir des informations sur les projets intéressant leurs régions respectives.

73. Plusieurs membres ont fait des observations sur l'importance des études d'évaluation pour les projets régionaux et interrégionaux et formulé l'espoir qu'en 1970, les conclusions des études d'évaluation sur les divers types de projets continués auront été présentées au Conseil. Un membre a indiqué qu'il attachait une importance toute particulière à l'évaluation des projets régionaux et interrégionaux à cause de la source dont émanaient ces projets et aussi parce que,

contrairement à ce qui se produit dans le cas des projets nationaux, les gouvernements intéressés n'étaient pas censés prendre eux-mêmes des dispositions en vue de l'évaluation. Un autre membre s'est demandé s'il ne serait pas possible de prévoir une évaluation automatique des projets qui auront été approuvés pour 1970. Il aimerait aussi avoir des renseignements sur les évaluations de projets de courte durée qui étaient achevées.

74. Un membre a félicité la Direction de l'excellente utilisation qu'elle avait faite de la contribution à emploi réservé du Danemark. Il a constaté néanmoins que cinq institutions spécialisées seulement avaient tiré parti des possibilités offertes et que l'ONUDI ne l'avait pas fait. Il a estimé que l'exceptionnelle expérience acquise par le Danemark dans le domaine de l'industrialisation devrait présenter un intérêt particulier pour l'ONUDI.

#### Décision du Conseil d'administration

75. A sa 140ème séance, le Conseil a approuvé les recommandations du Directeur concernant les projets régionaux et interrégionaux (DP/TA/L.19 et Add.1) et les recommandations du Directeur concernant les projets à financer à partir de la contribution à emploi réservé du Danemark (DP/TA/L.20 et Add.1).

#### D. Rapport du Directeur sur les programmes par pays

76. Dans le cadre des nouvelles procédures de programmation de l'élément Assistance technique approuvées en 1967 par le Conseil d'administration, le Conseil économique et social et l'Assemblée générale pour 1969 et les années suivantes, le Conseil d'administration a autorisé le Directeur à examiner et à approuver des projets présentés par les pays bénéficiaires dans les limites de leurs montants maximums.

77. A sa septième session, le Conseil était saisi d'un rapport du Directeur concernant les projets en cours d'exécution par pays qu'il avait approuvés au 15 septembre 1968 pour les années 1969-1972 (DP/TA/P/L.1). Des renseignements sur les projets par pays approuvés figuraient dans cinq additifs pour les régions suivantes : Afrique (DP/TA/P/L.1/Add.1 et Corr.1), Amérique (DP/TA/P/L.1/Add.2), Asie et Extrême-Orient (DP/TA/P/L.1/Add.3 et Corr.1), Europe (DP/TA/P/L.1/Add.4), Moyen-Orient (DP/TA/P/L.1/Add.5).

78. Pour les pays et territoires suivants, le Directeur a indiqué qu'aucune demande officielle n'avait été reçue ou qu'elle était arrivée trop tard pour figurer dans le rapport : Albanie, Antilles françaises, Bulgarie, Hongrie, îles Comores, Libye, Mongolie, Nouvelles-Hébrides, Pologne, République du Viet-Nam, Roumanie, Seychelles, Yémen et Yémen du Sud.

#### Résumé de la discussion

79. Deux membres ont estimé que les programmes par pays continuaient d'être par trop dispersés et un autre a indiqué que la priorité devrait être accordée aux projets liés aux activités de préinvestissement.

80. Le Conseil a discuté du volume croissant de la documentation relative aux programmes d'assistance technique par pays. Les membres ont été dans l'ensemble d'avis qu'un document unique qui, présenté chaque année, comprendrait une note du Directeur sur le programme de l'année précédente et un tableau concis de son contenu avec une ligne consacrée à chaque pays bénéficiaire, suffirait à donner au Conseil les renseignements nécessaires pour l'année opérationnelle 1969 et les années suivantes. Au cas où les membres du Conseil souhaiteraient un complément d'information, il a été entendu que le Directeur communiquerait à tout membre qui en exprimerait le désir les renseignements sur les projets d'assistance technique qui seraient en sa possession.

81. Le Directeur a pris note de la demande formulée par un membre, qui souhaitait que des renseignements sur les projets non approuvés et sur le nombre des projets retirés par les gouvernements soient communiqués, et que les raisons expliquant ces décisions soient indiquées.

#### Décision du Conseil d'administration

82. A sa 140ème séance, le Conseil a pris note du rapport du Directeur (DP/TA/P/L.1 et Add.1 et Add.1/Corr.1, Add.2, Add.3 et Corr.1, Add.4 et 5).

## CHAPITRE IV

### QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGETAIRES

83. Au titre des points 7 et 8 de son ordre du jour, le Conseil d'administration a examiné :

- a) Le projet de budget pour les services administratifs et les services d'appui au Programme pour l'exercice 1969 (DP/L.89 et Add.1);
- b) Un rapport intérimaire sur l'Etude sur la capacité (DP/L.91 et Add.1);
- c) Un rapport sur les conseillers techniques hors du Siège (DP/L.95);
- d) Un rapport sur la question du stockage et de la restitution de l'information (DP/L.99).

84. L'examen de ces questions par le Conseil d'administration et des conclusions auxquelles il est arrivé est traité dans les sections suivantes du rapport.

- A. Projet de budget pour les services administratifs et pour les services d'appui au Programme pour l'exercice 1969

#### Rapport du Directeur

85. Pour l'examen de l'alinéa a du point 7 de son ordre du jour, le Conseil d'administration était saisi du projet de budget pour les services administratifs et les services d'appui au Programme pour l'exercice 1969, présenté par le Directeur (DP/L.89 et Add.1) et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 4/.

86. Les prévisions de dépenses pour 1969, s'élevant au total à 19 994 600 dollars (net), représentaient une augmentation de 2 854 700 dollars, soit environ 16,6 p. 100 sur le budget approuvé pour 1968. Plus de la moitié de cette augmentation était imputable aux dépenses nécessaires pour maintenir en 1969 les ressources en personnel et les services et moyens d'appui au même niveau qu'en 1968. Les mesures à prendre pour continuer à appliquer les arrangements approuvés tendant à détacher des conseillers agricoles et des conseillers du développement industriel auprès de certains bureaux extérieurs du PNUD se traduisaient par une augmentation de 396 000 dollars et l'Etude sur la capacité autorisée par le Conseil d'administration entraînait une augmentation de

---

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, point 44 de l'ordre du jour, document A/7453.

195 000 dollars. L'expansion des ressources en personnel et des services d'appui, presque entièrement sur le terrain, y compris l'ouverture de quatre nouveaux bureaux extérieurs, représentaient 684 000 dollars environ, soit une augmentation de 4 p. 100 par rapport au budget de 1968.

87. En présentant la question au Conseil d'administration, le Directeur a déclaré que la préparation du budget pour 1969 avait été une tâche difficile. Le Conseil d'administration 5/ et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 6/ avaient demandé instamment à la direction d'examiner la situation concernant les effectifs du Siège et les procédures qui étaient actuellement suivies avant d'envisager toute nouvelle expansion au Siège et de considérer 1969 comme une année de réorganisation. En même temps, le Conseil avait demandé à la direction de renforcer ses services extérieurs, ses services consultatifs et financiers, ses activités de soutien des projets et ses travaux d'évaluation. Le Conseil avait également demandé de façon persistante une organisation forte et efficace sur le terrain. En outre, le nombre des nouvelles demandes et le volume des projets exécutés continuaient d'augmenter régulièrement, ce qui se traduisait par une augmentation correspondante du volume de travail tant au Siège que dans les bureaux extérieurs. Malgré ces difficultés, l'effectif des administrateurs et des catégories supérieures au Siège avait été maintenu sans augmentation par rapport à 1968. Cela avait été facilité par l'adoption, après une étude approfondie, d'un certain nombre d'améliorations de structure et de procédure au Siège. Le Directeur reconnaissait que les décisions à prendre à la suite de l'Etude sur la capacité pourraient avoir une incidence considérable sur cette question et il n'avait donc apporté aucune modification qui pourrait empêcher de profiter pleinement des recommandations qui pourraient résulter de cette étude. Le Directeur a donné au Conseil l'assurance qu'il ne ménagerait aucun effort pour maintenir les effectifs au niveau de 1968, mais qu'il serait peut-être nécessaire de revoir la question au cours de l'année.

88. Se référant à d'autres facteurs qui contribuaient à l'augmentation du budget, y compris les nouveaux bureaux extérieurs, les mesures pour continuer d'appliquer les accords conclus avec la FAO et l'ONUDI et les exigences de l'Etude sur la capacité, le Directeur a souligné que la plus grande partie de l'augmentation résultait des dépenses supplémentaires qu'entraînait le simple maintien au niveau de 1968 des effectifs et des services d'appui.

---

5/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 6 (E/4451), par. 250.

6/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 46 de l'ordre du jour, document A/6979, par. 16.

### Résumé de la discussion

89. Les membres du Conseil ont remercié le Directeur de la façon très claire dont il avait présenté ses prévisions budgétaires et se sont déclarés particulièrement satisfaits de son avant-propos très complet au projet de budget (DP/L.89). Ils ont également reconnu de façon générale qu'il existait des facteurs inévitables ayant une incidence sur le budget de 1969 et que la direction du PNUD avait fait des efforts très réels, qui apparaissaient dans le projet de budget, pour améliorer l'organisation et les procédures, non par une expansion mais par une meilleure utilisation des ressources. L'exposé du Directeur sur l'organisation au Siège constituait un élément qui serait utile pour l'Etude sur la capacité elle-même. On a reconnu en outre que le Directeur avait donné une suite positive à l'espoir formulé par le Conseil d'administration en janvier 1968 7/ que 1969 serait considéré comme une année de réorganisation au Siège.

90. En même temps, de nombreux membres ont partagé l'inquiétude du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires en constatant que les dépenses "d'administration" du PNUD restaient élevées. Il partageait l'espoir du Comité consultatif que "les résultats de la troisième phase de l'Etude sur la capacité, relative à l'organisation et aux rouages administratifs du PNUD, et les conclusions qui en seront tirées permettront de réduire la proportion des dépenses d'administration par rapport aux dépenses opérationnelles 8/". On a fait valoir à cet égard que l'augmentation moyenne du budget au cours des trois années précédentes avait été de 14 p. 100 environ, pourcentage élevé par rapport à l'augmentation annuelle des contributions volontaires qui était de l'ordre de 9 p. 100.

91. En outre, on a fait valoir que le budget du secrétariat du PNUD devait être considéré en même temps que les allocations aux organisations participantes et chargées de l'exécution pour leurs frais généraux, qui se monteraient à quelque 17 millions de dollars au total en 1969. Il y avait donc lieu de réexaminer l'ensemble de la question des frais d'exécution du programme.

92. D'autres membres, tout en insistant sur leur souci d'économie, ont fait observer qu'une approche uniquement fondée sur le rapport entre ce que l'on appelle d'une façon générale les "frais généraux" et les dépenses opérationnelles avait une portée limitée. Souvent des dépenses modestes mais judicieuses au titre des "frais généraux" permettaient d'améliorer la planification et la supervision des activités opérationnelles ainsi que la suite donnée aux projets, et se traduisaient ainsi par une économie générale et une efficacité accrue du programme.

93. Un certain nombre de membres ont également exprimé des réserves sur la présentation éventuelle d'une demande supplémentaire à la session de juin 1969 du Conseil. A cet égard, on a pris note des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 8/ et certains membres ont formulé

---

7/ Ibid., vingt-troisième session, Annexes, point 44 de l'ordre du jour, document A/7453, par. 24.

8/ Ibid., par. 18.

l'espoir que le Directeur ne jugerait pas nécessaire de demander des crédits supplémentaires en juin 1969. Si une telle demande était présentée, elle aurait clairement trait à un besoin imprévu et essentiel.

94. On a également suggéré de procéder à une enquête sur l'utilisation du personnel du secrétariat du PNUD. A ce propos, certains membres ont fait observer que le Corps commun d'inspection pourrait entreprendre cette tâche. Toutefois, étant donné que l'Etude sur la capacité serait prête vers la fin de 1969, on a jugé que cette suggestion devrait être examinée compte tenu des conclusions et des résultats de ladite étude.

95. On a fait allusion au cours de la discussion aux arrangements pris concernant le Bureau du PNUD à Genève et l'on a souligné la nécessité de continuer à renforcer ce bureau. Les paragraphes 46 et 47 du projet de budget (DP/L.89) semblaient indiquer que la question était au point mort, mais on a noté que la question d'un nouveau renforcement du Bureau de Genève serait examinée plus avant à la lumière de l'Etude sur la capacité.

96. Un membre du Conseil s'est montré inquiet de la reclassification des postes telle qu'elle apparaissait dans le projet de budget et de son incidence sur la structure générale du système des Nations Unies dans son ensemble. On a attiré l'attention à cet égard sur l'observation du Comité consultatif que les futures propositions de reclassement de postes d'administrateur et postes des catégories supérieures devraient attendre la publication de l'Etude sur la capacité 8/.

#### Observations de la Direction

97. Répondant aux questions soulevées pendant la discussion, le Directeur a souligné que le simple rapport entre les dépenses "d'administration" et le coût des "projets" n'était pas un critère sûr car ce rapport était fondé sur des concepts mal définis et pouvait varier considérablement, fondé comme il l'était, non sur le mode d'utilisation des ressources, mais sur les méthodes de présentation et de comptabilité. Près de 60 p. 100 du budget du PNUD étaient dépensés pour les bureaux extérieurs et leurs opérations; sans les activités essentielles de ces bureaux, un important gaspillage de ressources pourrait se produire dans l'ensemble du programme. La question était donc de prendre les mesures les plus efficaces et les plus économiques pour essayer d'obtenir le plus de développement possible par dollar dépensé.

98. Le Directeur partageait le souci des membres du Conseil pour une gestion économique et pouvait donner l'assurance que les dépenses du Siège étaient très minutieusement examinées. Toute activité non essentielle ou improductive devrait être éliminée; c'était une question qui continuerait d'être suivie attentivement

99. Répondant à des questions spécifiques, le Directeur a déclaré que, tel qu'il est proposé, l'arrangement ad hoc de Copenhague - arrangement qui était indiqué dans le projet de budget comme relevant administrativement du Bureau de Genève - faciliterait une meilleure utilisation des importantes contributions de cette région. Le Directeur a répété que le seul mérite serait le critère de la passation des contrats du PNUD et qu'il était bon d'élargir la zone de concurrence en prenant

en considération également des pays dont les contributions en devises étaient parfois difficiles à utiliser.

100. Le Directeur de la gestion administrative et du budget, répondant à d'autres questions, a convenu qu'un accroissement d'activité ne devait pas entraîner automatiquement un accroissement des effectifs ou d'autres ressources. Cette manière de voir était reflétée dans le projet de budget pour 1969 dans lequel, malgré l'augmentation du nombre des projets et l'expansion des programmes de travail, le Directeur se proposait d'accomplir ce surcroît de travail sans augmenter l'effectif des administrateurs et des fonctionnaires des catégories supérieures au Siège.

#### Décision du Conseil d'administration

101. A sa 142ème séance, à l'issue de la discussion, le Conseil d'administration a pris la décision suivante :

#### "Le Conseil d'administration

a) Approuve les crédits demandés pour 1969 pour les services administratifs du PNUD et les services d'appui au Programme (DP/L.89 et Add.1), soit le montant total net de 19 994 600 dollars, ce montant se répartissant comme suit entre les chapitres ci-après du budget :

(En dollars des Etats-Unis)

Chapitre premier.	Traitements et salaires	11 286 900
Chapitre 2.	Dépenses communes de personnel	4 653 400
Chapitre 3.	Frais de voyage et de transport	851 200
Chapitre 4.	Matériel et installations	361 100
Chapitre 5.	Frais généraux	2 323 600
Chapitre 6.	Subvention à l'ONU	220 000
	Total partiel	19 696 200
Chapitre 7.	Etude sur la capacité	298 400
	TOTAL	19 994 600



b) Décide que le Directeur du Programme ne pourra virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget qu'avec l'assentiment du Conseil d'administration, cet assentiment pouvant être obtenu, le cas échéant, en sollicitant par correspondance l'avis des membres du Conseil d'administration;

c) Autorise, pour couvrir ces dépenses, le prélèvement d'une somme de 12 996 490 dollars et d'une somme de 6 998 110 dollars sur les ressources de l'élément Fonds spécial et sur les ressources de l'élément Assistance technique du PNUD, respectivement."

B. Rapport intérimaire sur l'Etude sur la capacité

Rapport du Commissaire chargé de l'Etude sur la capacité

102. Le Conseil d'administration était saisi d'un rapport intérimaire sur l'Etude sur la capacité (DP/L.91 et Add.1), dans lequel le Commissaire exposait les mesures qu'il avait prises pour préparer son rapport et ses recommandations et définissait les principaux facteurs qui influent sur l'exécution de l'Etude, à savoir la portée et la complexité de l'Etude, le facteur temps et la nature des consultations nécessaires aux divers échelons.

103. En présentant la question, le Commissaire a fait observer que le rapport portait sur la période allant de juillet à la mi-novembre 1968 et avait besoin d'être complété. Il a souligné que tous les intéressés, dans les divers organismes des Nations Unies, ainsi que les gouvernements et les organisations non rattachées à l'ONU lui avaient prêté leur concours total et sincère. Le Commissaire n'avait pas fini de rassembler des éléments d'information pour l'Etude, mais il pouvait déjà faire quelques observations générales : l'Etude reconnaîtrait dûment la valeur des résultats obtenus mais elle en ferait aussi ressortir les insuffisances; elle devrait indiquer les limites de la capacité des opérations actuelles et formuler des propositions quant aux modifications requises pour exécuter efficacement un programme sensiblement plus important. Il n'était pas facile, toutefois, de déterminer à cet égard la capacité des organismes des Nations Unies : si les résultats obtenus jusqu'à présent pouvaient être évalués en termes quantitatifs, il faudrait pour les évaluer qualitativement recourir à des principes et des procédures complexes auxquels il n'est pas fait appel dans le cadre des opérations actuelles. Parlant de la portée de l'Etude et de sa complexité, le Commissaire a souligné l'importance des consultations avec les gouvernements et avec les organisations, rattachées ou non aux Nations Unies. A cet égard, il a fait observer que l'Etude sur la capacité semblait être devenue une des préoccupations centrales de tous ceux qui s'occupaient de l'oeuvre de développement entreprise par les Nations Unies. Ces consultations prenaient beaucoup de temps mais elles étaient essentielles si l'on voulait éviter des doubles emplois et ajuster le programme de travail, chaque fois que tel ou tel problème était examiné à fond par d'autres groupes ou organismes. Un certain nombre de questions, en effet, étaient actuellement à l'étude, comme l'évaluation, par exemple, l'utilisation d'ordinateurs, l'emploi de méthodes mécanisées pour la vérification des comptes, et l'automatisation de la recherche des données. Le Commissaire a souligné toutefois que, à son avis, des problèmes de ce genre ne pourraient être intégralement résolus que s'ils étaient considérés comme les

éléments d'un système, bien conçu et intégré, de traitement du développement dans le cadre des Nations Unies et étaient ensuite replacés à la place voulue dans le contexte de ce système.

104. Le Commissaire a mis en garde contre une tendance qui consisterait à attendre à tort de l'Etude qu'elle résolve un grand nombre de problèmes valables mais sans rapport étroit entre eux, de sorte qu'elle risquerait d'aboutir à l'énoncé disparate de propositions sans lien entre elles, et non à l'établissement d'un système cohérent capable d'assurer l'efficacité des activités futures.

105. En ce qui concerne le facteur temps, le Commissaire a indiqué que plusieurs membres du groupe de consultants s'étaient récemment inquiétés de la rapidité avec laquelle l'Etude devait être faite. Il a donné à cet égard aux membres du Conseil d'administration une analyse point par point des mesures à prendre et du programme de travail à exécuter pour que le rapport soit prêt à la fin de novembre 1969 afin d'être présenté au Conseil d'administration à sa neuvième session. Etant donné l'importance des questions traitées et des recommandations qui seront formulées dans le rapport, le Commissaire a suggéré que les membres du Conseil d'administration envisagent de tenir une session extraordinaire du Conseil au printemps de 1970 afin d'avoir plus de temps pour examiner le rapport et en discuter. La multitude de consultations à mener aux divers échelons, d'un bout à l'autre de l'enquête, était, à son avis, un élément essentiel de l'Etude, car il n'était possible d'améliorer de manière significative la structure actuelle que si les organismes et un nombre considérable de gouvernements se trouvaient simultanément d'accord. Le Commissaire a expliqué qu'il ne serait pas possible d'étudier chaque problème à fond mais qu'il espérait présenter un aperçu de deux ou trois systèmes susceptibles d'être adoptés pour l'exécution des activités de développement des Nations Unies, en exposant de manière détaillée celui qu'il trouverait vraisemblablement le plus efficace. Les gouvernements pourraient alors décider s'ils acceptent ce modèle ou s'ils désirent étudier plus à fond l'une quelconque des autres possibilités. Le Commissaire a ajouté que les ressources financières étaient certes un facteur essentiel mais que la possibilité d'élargir le programme dépendrait, en dernière analyse, de l'existence de cadres compétents à tous les échelons et que cette question devrait donc être soigneusement examinée.

106. Enfin, le Commissaire a évoqué ce qu'il estimait être quelques-uns des principaux problèmes auxquels se heurtent les organisations internationales à l'heure actuelle et il a mentionné à cet égard les difficultés que pourraient éprouver des organisations statutairement indépendantes à s'intégrer dans un système qui constitue véritablement un tout bien articulé. Le Commissaire a aussi évoqué la nécessité pour les gouvernements de suivre des politiques conséquentes dans leurs rapports avec les différents organismes internationaux et l'aptitude des gouvernements à exercer collectivement un contrôle et une influence sur ces organisations internationales. Pour conclure, le Commissaire a déclaré que, à moins que ces questions ne soient résolues, le système multilatéral de développement aurait pour ainsi dire atteint la limite de son efficacité et que les institutions internationales n'auraient pas réussi à traduire dans les faits le progrès extraordinaire accompli dans les domaines scientifique et social au cours des dernières années.

### Résumé de la discussion

107. Les membres du Conseil d'administration ont accueilli avec satisfaction le rapport intérimaire du Commissaire et l'exposé complémentaire qu'il a fait pour le présenter et ont souligné l'importance qu'ils attachaient à l'Etude sur la capacité. Quelques représentants ont estimé, toutefois, que le rapport écrit faisait une trop large place aux modalités pratiques de l'enquête, sans donner suffisamment d'informations sur le fond même de l'Etude, mais que le Commissaire avait, dans une plus large mesure, couvert cet aspect de la question dans son exposé oral. Un membre cependant a estimé qu'on devrait au moins mentionner les questions auxquelles l'Etude cherche des réponses. A propos de l'emploi du terme "capacité" dans le texte français, plusieurs représentants ont exprimé l'espoir que l'Etude ne serait pas qu'un simple exposé de l'aptitude actuelle des organismes des Nations Unies en matière d'assistance mais qu'elle traiterait aussi des mesures qui permettraient d'utiliser plus efficacement toutes les ressources disponibles. Un membre a déclaré que la capacité dépendait étroitement de la disponibilité de ressources supplémentaires et a exprimé l'espoir que l'Etude soulignerait à la fois l'aspect quantitatif et qualitatif de la capacité. Soulignant que l'objectif de l'Etude était d'améliorer l'efficacité de tout le système, un représentant a exprimé la crainte que cet espoir ne soit pas réalisé, à moins que le rapport final ne dégage réellement les moyens d'orienter le système vers la satisfaction des exigences de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Un autre représentant a fait observer que l'ensemble des organismes des Nations Unies avaient des possibilités dont il n'était pas encore pleinement tiré parti et il a exprimé l'espoir que l'Etude, une fois menée à bien, aiderait à utiliser davantage ce potentiel.

108. La plupart des représentants qui ont pris la parole ont évoqué des questions qu'ils considéraient comme étant du plus haut intérêt pour l'Etude du Commissaire. Ils ont mentionné notamment la nécessité d'étudier de nouvelles catégories, de nouveaux domaines ou de nouvelles tendances en matière d'assistance fournie aux gouvernements bénéficiaires; le rôle et le volume respectifs des activités de préinvestissement et d'investissement; les problèmes de l'investissement consécuteur, qu'il s'agisse des activités d'assistance technique ou des activités de préinvestissement; les rapports entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale, leur importance et leur rôle respectifs et leur coordination, de manière à obtenir les meilleurs résultats possibles; l'influence qu'a la complexité du système actuel d'aide multilatérale sur son efficacité pratique; les modifications à apporter à la structure des différents éléments du système actuel pour en améliorer l'efficacité; les procédures suivies pour étudier les demandes de projet dans le cadre du PNUD et des organisations, afin d'en améliorer l'efficacité; les problèmes que poserait la réaffectation du personnel si des économies pouvaient être réalisées grâce à une meilleure organisation; les mécanismes permettant d'assurer sans interruption la coordination entre les objectifs à long terme et les objectifs à court terme de l'assistance fournie; la définition d'un système multilatéral idéal et la description des mesures pratiques nécessaires pour atteindre ces objectifs; les problèmes que posent la centralisation et la décentralisation des structures actuelles, leurs avantages et leurs inconvénients; les méthodes à suivre pour l'évaluation des programmes de façon à éviter les doubles emplois ou les lacunes entre divers programmes; la question de l'évaluation quantitative

de l'assistance fournie, à savoir, en l'occurrence, le rapport entre le coût d'un projet et les frais généraux; les méthodes et les principes appliqués pour déterminer de façon satisfaisante le montant des frais généraux à rembourser au secrétariat du PNUD et aux organisations; les recommandations relatives aux organes de l'ONU les mieux qualifiés pour participer à l'Etude; la possibilité pour le système actuel d'exécuter un programme élargi d'assistance sans augmentation sensible des frais généraux; la question de l'élaboration d'une conception intégrée pour mettre au point et exécuter les projets auxquels participent plusieurs organisations; le rôle des représentants résidents dans la planification et la coordination des programmes, de façon à contrebalancer les risques de double emploi qu'implique le chevauchement des domaines de compétence des organisations; le système des conseillers techniques et celui qui consiste pour les organisations à envoyer des représentants sur place, et les frais qu'entraînent les deux systèmes; les moyens d'attirer et de conserver des personnes qualifiées de manière que le système puisse fournir une assistance efficace.

109. La plupart des représentants, tout en accueillant avec satisfaction l'idée d'une vaste étude de l'aide multilatérale, se sont inquiétés du nombre de questions que l'Etude devait englober et se sont réjouis de ce que le Commissaire avait dit qu'il concentrerait son attention sur les questions prioritaires, ne donnant qu'un aperçu général de certaines des questions qui pourraient être étudiées plus à fond par les organes compétents. On a fait valoir aussi qu'il ne faudrait pas essayer dans l'Etude d'examiner les théories du développement ou les structures administratives et politiques des pays bénéficiaires ni de formuler des recommandations sur les activités sectorielles et les priorités des gouvernements, mais qu'il faudrait se concentrer sur les facteurs qui empêchent la meilleure utilisation possible des ressources limitées et revoir toutes décisions antérieures, règlements et règles des organes directeurs qui avaient pu compromettre dans la pratique la souplesse souhaitable des opérations.

110. La plupart des membres ont souligné l'importance qu'ils attachaient aux consultations entreprises par le Commissaire. Ils ont dit qu'ils les considéraient comme essentielles pour que l'Etude soit faite de manière satisfaisante dans tout l'ensemble des organismes des Nations Unies. A cet égard, un représentant a évoqué les rapports très étroits existant entre le mandat du Comité élargi du programme et de la coordination et l'Etude sur la capacité, l'un et l'autre concernant la nécessité d'augmenter le volume et l'efficacité de l'assistance fournie aux pays en voie de développement. Indiquant quelles étaient les questions qu'examinait actuellement le groupe de travail intersessions du Comité élargi du programme et de la coordination, ce représentant a souligné que ces questions avaient fait l'objet de longues études approfondies et qu'elles devaient présenter un intérêt direct pour l'Etude sur la capacité. En conséquence, ce représentant s'est félicité de la participation du Commissaire à la session de mars du Comité et a souligné que le Comité devrait recevoir le rapport du Commissaire le plus tôt possible.

111. Plusieurs représentants, tout en notant que le Commissaire avait consulté divers gouvernements individuellement, ont estimé qu'il faudrait consulter plus largement et plus systématiquement les gouvernements bénéficiaires. Un représentant, en particulier, a estimé que ces gouvernements devraient avoir la possibilité de formuler des observations sur l'aide bilatérale aussi bien que sur

l'aide multilatérale, et un autre représentant a dit que les consultations devraient aussi porter sur les moyens de coordonner ces diverses formes d'aide. Un autre membre du Conseil d'administration s'est enquis de la possibilité d'élargir la composition du groupe de consultants pour le rendre plus représentatif de tous les aspects du développement dans les pays en voie de développement.

112. Plusieurs représentants ont fait observer que les travaux actuels avaient pour effet de remettre à plus tard un certain nombre de décisions sur des questions importantes, de façon à ne pas préjuger les conclusions du Commissaire, et qu'ils ne devraient donc pas se prolonger indûment. De l'avis général, même si l'examen du rapport devait être retardé d'un mois ou deux, l'Etude sur la capacité devrait être communiquée par le Commissaire à tous les intéressés d'ici la fin de l'année.

113. Plusieurs représentants ont insisté sur l'importance qu'ils attachaient au caractère indépendant du rapport et ont souligné que les recommandations qui seraient formulées seraient présentées par le Commissaire sous sa propre responsabilité. Ils ont exprimé l'espoir que le rapport final ne contiendrait pas seulement des propositions acceptables pour tous les intéressés, c'est-à-dire représentant le plus petit dénominateur commun, mais serait empreint de la hardiesse qui avait inspiré la décision initiale d'entreprendre cette étude indépendante et globale. A cet égard, plusieurs représentants ont dit qu'ils escomptaient un échange de vues complet et sincère sur l'aide multilatérale, qui ferait mieux comprendre la complexité des arrangements actuels et ferait ressortir les problèmes auxquels se sont heurtées et l'assistance bilatérale et l'assistance multilatérale au cours des années passées. Les membres du Conseil d'administration ont estimé en général que, si les divers organes et organisations qui s'occupent de l'Etude devaient pouvoir présenter leurs vues, celles-ci devraient être séparées du rapport et des conclusions du Commissaire. Plusieurs représentants ont noté avec satisfaction que le Commissaire avait l'intention d'inclure dans son rapport une étude des structures, procédures et méthodes actuelles relatives aux opérations internationales d'assistance technique et de préinvestissement et de suggérer diverses solutions possibles pour en améliorer l'efficacité, exposant de manière détaillée les propositions qu'il recommanderait.

114. Répondant à d'autres questions soulevées au cours de la discussion, le Commissaire a déclaré qu'il n'était pas à craindre que son rapport pêche par manque d'audace ou d'indépendance, mais que l'application des recommandations globales serait la pierre de touche de l'Etude. Quant à la portée de l'Etude, elle était définie d'une manière générale dans le mandat du Commissaire. Mais le temps était un élément déterminant pour ce qui est de la quantité d'éléments d'information que l'on pouvait traiter dans une étude de ce type. A son avis, il était essentiel de déterminer dans quel sens il fallait aller, d'indiquer la perspective juste et de proposer les moyens permettant d'obtenir les résultats maximums avec les ressources disponibles. Reprenant les observations de plusieurs représentants sur les méthodes suivies pour rassembler les données de base, le Commissaire a expliqué que, si certains des éléments d'information pouvaient être traités par ordinateur, la plupart des données devaient être analysées de manière détaillée par ses collaborateurs. Les représentants résidents et les hauts fonctionnaires du PNUD et des organisations avaient été consultés individuellement; il n'était évidemment pas question de distribuer leurs observations, mais celles-ci

constituaient un élément essentiel sur lequel se fondait le Commissaire pour mettre au point ses propres recommandations. En réponse à une question, le Commissaire a expliqué qu'il avait eu un certain nombre de consultations avec des fonctionnaires des pays en voie de développement et qu'il serait très heureux de recevoir des pays bénéficiaires d'autres observations et suggestions. Il espérait également que les membres du Conseil d'administration lui feraient part de toutes observations ou informations qu'ils souhaiteraient le voir prendre en considération. Le Commissaire a ajouté que les membres du groupe de consultants avaient été en rapport avec les fonctionnaires d'autres gouvernements et lui avaient communiqué beaucoup d'informations et d'éléments d'orientation utiles au cours de leur récente réunion; le nombre de ces consultations n'était limité que par le facteur temps. En ce qui concerne le nombre des membres du groupe de consultants, le Commissaire a expliqué qu'il vaudrait mieux ne pas l'augmenter; pour correspondre à toute l'expérience accumulée et refléter tous les facteurs économiques, sociaux et politiques existants, il faudrait un nombre de membres si important que toutes consultations rapides deviendraient difficiles. Le Commissaire a ajouté que certaines questions qui n'avaient pas été abordées au cours de la discussion, telles que le rôle de la structure régionale dans le système des Nations Unies, devaient être examinées plus à fond et qu'il fallait aussi étudier davantage de nouvelles formes ou de nouveaux domaines d'assistance, question qui n'avait été que mentionnée au cours de la discussion. En ce qui concerne le personnel nécessaire et le coût de l'Etude sur la capacité, le Commissaire a estimé que le montant indiqué dans le texte révisé des prévisions de dépenses des services administratifs et des services d'appui au Programme pour l'exercice 1969 (DP/L.89/Add.1) représentait le minimum des dépenses nécessaires pour une étude de cette nature, qu'elle soit faite par une société privée ou par un organisme public. Le Commissaire a indiqué, en outre, que le rapport serait communiqué à tous les intéressés en même temps et il a expliqué, à cet égard, qu'il s'était délibérément abstenu de traiter de questions de fond dans son rapport intérimaire pour éviter tout risque d'interprétation prématurée, fragmentaire ou même erronée de son futur rapport et de ses futures recommandations. En conclusion, le Commissaire a remercié les membres du Conseil d'administration de leur appui et de leur concours.

#### Décision du Conseil d'administration

115. A sa 148ème séance, le Conseil d'administration a pris acte du rapport intérimaire sur l'Etude sur la capacité (DP/L.91 et Add.1) et de l'exposé du Commissaire chargé de l'Etude sur la capacité (DP/SR.147) et a invité ce dernier à tenir compte, dans la poursuite de l'Etude, des vues exprimées par les membres du Conseil d'administration au cours de leurs délibérations à sa septième session.

#### C. Rapport sur les conseillers techniques hors du Siège

116. Le rapport descriptif du Directeur (DP/L.95), présenté au Conseil d'administration en réponse aux vœux exprimés à la sixième session, donne des renseignements sur le nombre et le coût annuel des conseillers techniques hors du Siège financés par le PNUD en vertu d'accords avec la FAO et l'ONUDI.

117. En présentant le projet de budget pour 1969 au Conseil d'administration, le Directeur a souligné que cette méthode était le moyen le plus efficace et le plus économique d'assurer une coordination effective à l'échelon national. Les dispositions détaillées devraient peut-être être révisées à la lumière des conclusions de l'Etude sur la capacité.

#### Résumé de la discussion

118. Le principe de l'intégration de conseillers techniques d'institutions spécialisées dans les services des représentants résidents a été vivement approuvé par le Conseil. Il était avant tout nécessaire, dans l'exécution du programme de développement, d'assurer la coordination au niveau national pour l'élaboration et l'exécution des plans. L'intégration recherchée serait, à la longue, économique pour l'ensemble de la famille des Nations Unies. Un membre a exprimé l'avis que cet accord opérerait une nouvelle réduction du coût des projets. Les arrangements en vigueur avec la FAO et l'ONUDI auguraient bien de la réalisation de cet important objectif; toutefois, le succès dépendait non seulement d'arrangements financiers satisfaisants, mais aussi de la volonté politique des participants au système. Certains membres se sont demandés si cette volonté politique existait dans les institutions spécialisées, et si le mandat des conseillers spécialisés définissait de façon claire et satisfaisante leur double rôle de représentants des institutions spécialisées d'une part et de conseillers auprès des représentants résidents du PNUD d'autre part. A cet égard, on a demandé des renseignements sur les résultats des récentes consultations entre le Directeur du Programme et le Directeur général de la FAO. On a demandé au Directeur pourquoi les conseillers agricoles et les conseillers du développement industriel n'étaient pas traités de la même façon en matière de frais de voyage et si, étant donné le nombre croissant de conseillers hors Siège, de nouveaux arrangements ne devraient pas être envisagés.

119. Répondant à ces questions, le Directeur a déclaré que, dans l'ensemble, le système en vigueur fonctionnait de façon satisfaisante et qu'après les consultations avec la FAO, des corrections avaient été apportées à certaines procédures qui ne donnaient pas entièrement satisfaction. Le Directeur général de la FAO et le Directeur du Programme étaient convenus que, sous réserve d'un nouvel examen, compte tenu des recommandations de l'Etude sur la capacité, les arrangements en vigueur seraient maintenus sans changement important en 1969. D'une façon plus générale, le Directeur a indiqué que la question centrale pour le PNUD était de trouver le moyen d'obtenir les meilleurs avis techniques possibles au niveau national au coût le plus bas possible pour le PNUD, afin de pouvoir donner aux gouvernements bénéficiaires des avis convenablement coordonnés sur le développement par l'intermédiaire des représentants résidents.

120. Concernant les conseillers agricoles, le Directeur de la gestion administrative et du budget a déclaré que l'application de l'accord avec la FAO signifiait, dans la plupart des cas, que le PNUD reprenait comme conseillers agricoles des experts qui avaient travaillé comme tels au titre du Programme d'assistance technique, ce qui déchargeait ce dernier de ces postes. Un conseiller agricole travaillait normalement dans un seul pays et ses frais de voyage à l'intérieur de ce pays étaient couverts par le Bureau extérieur

du PNUD intéressé. Dans le cas des conseillers du développement industriel, les arrangements en vigueur prévoyaient que chaque conseiller travaillait dans un certain nombre de pays, et il avait été convenu que l'ONUDI continuerait à prendre à sa charge les frais de voyage de ces conseillers d'un pays à l'autre.

#### Décision du Conseil d'administration

121. A l'issue de la discussion, le Conseil d'administration a pris note, à sa 142ème séance, du rapport du Directeur sur les conseillers techniques hors du Siège (DP/L.95).

#### D. Question du stockage et de la restitution de l'information

##### Rapport du Directeur du Programme

122. Pour examiner le point 8 de son ordre du jour, le Conseil était saisi d'un rapport intérimaire du Directeur sur la question du stockage et de la restitution de l'information (DP/L.99).

123. Le Directeur adjoint du Programme et Directeur des relations extérieures, de l'évaluation et des rapports a présenté le rapport intérimaire du Directeur du Programme sur l'étude concernant la possibilité de mettre sur pied et d'exploiter un système de stockage, de traitement et de restitution automatiques de l'information qui présente un intérêt pour le PNUD. C'est à sa sixième session que le Conseil d'administration avait demandé que le Directeur fasse cette étude pour la lui soumettre à sa huitième session.

124. Le Directeur adjoint du Programme a informé le Conseil d'administration que le PNUD avait fait un nombre considérable de recherches préparatoires pour cette étude. Celle-ci avait aussi fait l'objet de discussions au sein du BCI, lors des réunions du Comité administratif de coordination en octobre 1968 et lors des consultations officielles avec de hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. De ces premiers travaux se dégagait un certain nombre d'idées et de conclusions importantes que le Directeur portait à l'attention du Conseil d'administration et sur lesquelles il souhaitait obtenir son avis et des indications.

125. Ces premiers travaux avaient permis d'établir que, si les diverses organisations faisaient des efforts considérables pour résoudre le problème, ces efforts n'étaient pour la plupart que fragmentaires, concentrés sur des problèmes touchant des données déterminées qui présentaient un intérêt particulier et immédiat pour telle ou telle organisation. Pour cette raison et parce que le volume d'informations relatives au développement qu'accumulaient les organismes des Nations Unies continuait à augmenter progressivement, une sélection plus rigoureuse des données et des méthodes plus efficaces pour en assurer le stockage et la restitution devenaient nécessaires.

126. En outre, ces premiers travaux faisaient ressortir la nécessité d'établir et d'exploiter un système unique et intégré d'information pour tous les organismes des



Nations Unies ou, tout au moins, de définir un cadre dans lequel pourraient s'intégrer les différents systèmes d'information qui existaient ou étaient à l'étude. De plus, le système d'information à retenir devrait être axé sur les besoins des organisations participantes en matière de planification et de gestion et être de nature à les aider à satisfaire ces besoins.

127. Compte tenu des considérations qui précèdent, le Directeur du Programme proposait que l'étude de factibilité demandée par le Conseil d'administration à sa sixième session fasse l'objet d'une formulation nouvelle de façon à définir le schéma conceptuel détaillé d'un système d'information sur le développement. Le Directeur proposait, en outre, que l'étude en question s'inscrive dans le prolongement de l'Etude sur la capacité, étant donné les liens étroits entre ces deux études.

#### Résumé de la discussion

128. Les membres du Conseil d'administration ont en général accueilli avec satisfaction le rapport intérimaire du Directeur (DP/L.99) qui, à leur avis, analysait de manière succincte mais fort instructive le problème important mais complexe du stockage et de la restitution de l'information.

129. Les membres du Conseil d'administration ont en général approuvé l'idée que la façon fragmentaire dont les organismes des Nations Unies abordaient ce problème devait être remplacée par une étude approfondie et systématique du problème dans son ensemble. Il y a eu toutefois les divergences d'opinions considérables entre les membres du Conseil en ce qui concerne le rythme auquel les diverses questions devraient être examinées et le mécanisme à utiliser pour les étudier.

130. Un certain nombre de représentants ont approuvé les propositions du Directeur, à savoir que l'étude devrait définir le schéma conceptuel d'un système de stockage et de restitution de l'information et qu'elle devrait s'inscrire dans le prolongement de l'Etude sur la capacité, étant donné les liens étroits qui devraient exister entre le système d'information et un système global de planification et de gestion aux fins du développement. A ce propos, un représentant a noté avec satisfaction que ces travaux supplémentaires n'alourdiraient pas nécessairement de manière excessive le programme de travail établi pour l'Etude sur la capacité. Un autre représentant a reconnu l'intérêt qu'il y avait à inscrire l'étude sur le système d'information dans le prolongement de l'Etude sur la capacité mais a exprimé l'espoir que cela ne retarderait pas l'achèvement de cette dernière étude. Il a suggéré à cet effet que l'étude sur le stockage et la restitution de l'information ne soit présentée au Conseil qu'à sa neuvième session.

131. Quelques représentants ont estimé que le problème deviendrait de plus en plus difficile à résoudre à mesure que le volume de l'information augmenterait. Un représentant a jugé qu'il faudrait une plus grande coordination dans ce domaine entre les organisations et a exprimé l'espoir que les travaux du Comité des utilisateurs d'ordinateurs donneraient des résultats utiles. Un autre représentant a estimé que l'utilité que présenterait un système unifié d'information pour les organismes des Nations Unies compenserait largement le coût initial de l'étude et même les frais qu'elle pourrait entraîner ultérieurement.

132. Plusieurs représentants qui ont participé à la discussion ont exprimé des réserves quant aux propositions du Directeur. Un représentant, en fait, a formulé de graves réserves sur la façon dont le problème était abordé. A son avis, l'étude devrait être faite de manière plus progressive pour permettre de trouver les réponses à un certain nombre de questions très difficiles. De l'avis de ce représentant, l'inconvénient de la proposition du Directeur était que l'étude chercherait à résoudre des problèmes de technique avant que l'on ait étudié à fond les besoins des organismes des Nations Unies en matière d'information. En conséquence, ce représentant a suggéré que l'on fasse une étude "interne" approfondie des besoins des organismes des Nations Unies en ce qui concerne les trois grandes catégories d'information : données économiques et sociales à l'échelon des pays, information technique et scientifique, information en matière de gestion. Ce représentant a estimé qu'il vaudrait mieux faire faire cette étude par des praticiens travaillant au sein des organismes des Nations Unies que par une équipe distincte. L'étude pourrait être faite sous les auspices du Comité administratif de coordination, et le Conseil économique et social, par l'intermédiaire des services de son Comité élargi du programme et de la coordination, pourrait fournir l'appui intergouvernemental nécessaire. Ce représentant a, en outre, exprimé la crainte que l'Etude sur la capacité ne soit déjà alourdie par des enquêtes qui ne présentaient qu'un intérêt accessoire.

133. Un autre représentant a estimé, lui aussi, que les besoins les plus urgents des organismes des Nations Unies en matière d'information relative au développement (première phase de l'étude proposée) pourraient être définis sans recourir aux services de consultants de l'extérieur. Il a admis, toutefois, que les deux autres phases de l'étude qui devaient permettre d'aboutir à la mise au point du schéma conceptuel retenu exigeraient des compétences spécialisées que l'on ne trouverait peut-être pas facilement dans les organismes des Nations Unies. En conséquence, ce représentant a suggéré que l'on se borne, au stade actuel, à étudier la question des besoins en matière d'information et que l'on attende que l'Etude sur la capacité soit achevée pour entreprendre les deux autres phases plus techniques de l'étude sur le système d'information.

134. En revanche, un membre a mis en doute la nécessité de procéder à une étude détaillée des besoins en matière d'information, étant donné qu'à son avis les organisations disposaient ou devraient disposer de l'information nécessaire à des fins de gestion.

135. Un autre membre s'est demandé si le système d'information envisagé pourrait s'adapter au système des Nations Unies et si, dans l'affirmative, le PNUD était l'organisation indiquée pour entreprendre et financer l'étude. Comme plusieurs concepts globaux de planification et de gestion du développement pourraient être proposés dans l'Etude sur la capacité, il a estimé qu'il serait prématuré d'entreprendre l'élaboration d'un système complémentaire d'information et de soutien avant que le concept global n'ait été approuvé par le Conseil.

136. Plusieurs membres ont jugé que l'étude envisagée faisait une place trop grande aux techniques et aux ordinateurs et qu'elle devrait s'inspirer de considérations pratiques, telles que l'utilisation possible de méthodes ne faisant pas appel aux ordinateurs dans le stockage et la restitution de l'information.

137. Il a également été déclaré que si l'étude envisagée était effectuée, il serait utile qu'elle aille au-delà des besoins en matière d'information pour le développement et porte aussi sur d'autres activités importantes des organismes des Nations Unies. De plus, si un système d'information commun était recommandé dans l'étude, les dépenses courantes et d'équipement nécessaires à son exploitation devraient être réparties entre les organisations.

138. Certains membres ont insisté pour que le PNUD et d'autres organisations des Nations Unies fournissent les services d'un personnel qualifié pour mener l'étude à bien.

139. En réponse aux divers commentaires et observations formulés au cours de la discussion, le Directeur a déclaré que sa principale préoccupation était d'obtenir aussi rapidement que possible de meilleurs renseignements en matière de gestion, et il a assuré le Conseil que le premier objectif de l'étude serait de déterminer les besoins dans ce domaine. Il a fait observer que le succès de l'étude dépendait de l'entière collaboration des organismes en ce qui concerne la fourniture de personnel et d'autres formes de soutien; en l'absence d'une telle collaboration, il serait vain de poursuivre l'étude. Le Commissaire chargé de l'Etude sur la capacité a fait observer qu'il n'était pas envisagé de faire entrer un travail supplémentaire dans l'Etude, mais que celle-ci devrait de toute évidence tenir compte des besoins en matière d'information de tous les systèmes de planification et de gestion qui pourraient y être recommandés. Plusieurs membres ont demandé s'il conviendrait d'examiner de manière plus approfondie les besoins en matière d'information et les systèmes d'information et de soutien au moment où l'Etude sur la capacité elle-même était en préparation. Le Commissaire a estimé qu'il y aurait manifestement intérêt à effectuer l'étude sur l'information parallèlement à l'Etude sur la capacité elle-même, mais que l'étude sur l'information ne pouvait être entreprise si l'on ne disposait pas des ressources complémentaires demandées par le Directeur. Il a assuré le Conseil que, quel que soit le système global de planification et de gestion qu'il recommanderait, le schéma du système d'information conviendrait certainement à ce système.

#### Décision du Conseil d'administration

140. A l'issue de la discussion, le Conseil, à sa 149ème séance, a décidé :

- a) De prendre note du rapport intérimaire du Directeur sur la question du stockage et de la restitution de l'information;
- b) D'approuver les propositions figurant au paragraphe 12 du document DP/L.99;
- c) D'autoriser en conséquence un crédit supplémentaire de 64 000 dollars au titre du chapitre 7 (Etude sur la capacité) du budget des services administratifs et des services d'appui aux programmes pour 1969, ce crédit devant être financé pour 65 p. 100, soit 41 600 dollars, à l'aide des ressources de l'élément Fonds spécial, et pour 35 p. 100, soit 22 400 dollars, à l'aide des ressources de l'élément Assistance technique.

## CHAPITRE V

### QUESTIONS FINANCIERES

141. A propos du point 6 de son ordre du jour, le Conseil d'administration a examiné :

a) L'état, au 30 novembre 1968, des contributions annoncées et des contributions versées à l'élément Fonds spécial du FNUD pour l'exercice 1968 (DP/SF/C/L.59 et Corr.1\*) et l'état, au 30 novembre 1968, des contributions demeurant à recevoir pour les exercices 1959, 1960, 1964, 1965, 1966 et 1967 (DP/SF/C/L.60\*); l'état, au 30 novembre 1968, des contributions annoncées et des contributions versées à l'élément Assistance technique du FNUD pour l'exercice 1968 (DP/TA/C/L.59 et Corr.1\*) et l'état, au 30 novembre 1968, des contributions demeurant à recevoir pour les exercices 1957, 1958, 1959, 1964, 1965, 1966 et 1967 (DP/TA/C/L.60\*); une note du Directeur présentant l'état, au 31 décembre 1968, des contributions au FNUD annoncées pour 1969 (DP/L.98);

b) Un rapport financier sur le Fonds de roulement (DP/L.88);

c) Une note du Directeur sur le règlement financier et les règles de gestion financière du FNUD (DP/L.90 et Add.1) et les observations y relatives du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (DP/L.90/Add.2);

d) Les dépenses locales au titre des projets des services industriels spéciaux.

e) Le rapport financier et les comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1967 et le rapport du Comité des commissaires aux comptes concernant le FNUD 9/, ainsi que les observations y relatives du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 10/ et la résolution 2380 (XXIII) adoptée à ce sujet par l'Assemblée générale; les rapports de vérification des comptes

---

\* En anglais seulement.

9/ Ibid., vingt-troisième session, Supplément No 6A (A/7206/Add.1).

10/ Ibid., vingt-troisième session, Annexes, point 72 de l'ordre du jour, document A/7219.

concernant l'utilisation, par les organisations participantes et chargées de l'exécution, des fonds alloués par prélèvement sur le compte Assistance technique du PNUD 11/, des fonds alloués par prélèvement sur le compte Fonds spécial du PNUD 12/, ainsi que les observations y relatives du Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires 13/ et la résolution 2473 (XXIII) adoptée à ce sujet par l'Assemblée générale;

f) Une note du Directeur sur l'effet du relèvement des traitements des administrateurs (DP/L.100).

#### A. Contributions

142. Le Directeur a attiré tout particulièrement l'attention des membres du Conseil sur l'état des contributions au PNUD annoncées pour l'exercice 1969, au 31 décembre 1969 (DP/L.98). Ce document indiquait que 11 pays qui avaient annoncé des contributions pour 1968 n'en avaient encore annoncé aucune pour 1969. Le Directeur croyait savoir que quelques-uns de ces pays avaient l'intention d'augmenter leurs contributions pour 1969. En pareil cas, il était probable que le total des contributions annoncées dépasserait le chiffre de 200 millions de dollars, résultat dont il y avait lieu de se féliciter.

#### Résumé de la discussion

143. Le représentant du Japon a annoncé que son gouvernement, sous réserve de l'approbation du Parlement, verserait au PNUD une contribution représentant l'équivalent de 4 millions de dollars pour 1969, soit une augmentation de 350 000 dollars - près de 10 p. 100 - par rapport à la contribution annoncée pour 1968. La répartition de cette contribution entre les deux éléments du PNUD serait communiquée ultérieurement au Directeur.

144. Le représentant de la Suède a déclaré que son gouvernement avait antérieurement annoncé le versement d'une contribution de 17,5 millions de dollars pour 1969, soit une augmentation de 2 millions de dollars par rapport au chiffre de 1968. Il était heureux de faire savoir au Conseil que le Gouvernement suédois cherchait à obtenir du Parlement qu'il approuve une nouvelle augmentation de 1 million de dollars en ce qui concerne la contribution annoncée pour 1969, et une augmentation de 1 million de dollars en ce qui concerne la contribution de 20 millions de dollars antérieurement annoncée pour 1970, et qu'il approuve l'annonce par avance d'une contribution de 22 millions de dollars pour 1971. A l'avenir, les contributions annoncées par la Suède ne seraient pas divisées entre les deux éléments du PNUD.

---

11/ Ibid., vingt-troisième session, point 78 a) de l'ordre du jour, document A/7321.

12/ Ibid., point 78 b) de l'ordre du jour, document A/7322.

13/ Ibid., vingt-troisième session, Annexes, point 78 de l'ordre du jour, documents A/7437 et A/7438.

145. Le Président, au nom du Conseil et au nom du Directeur, a remercié les délégations japonaise et suédoise de la suite généreuse qu'elles avaient donnée à l'appel en vue de contributions accrues.

#### Décision du Conseil d'administration

146. A sa 143ème séance, le Conseil d'administration a pris acte de l'état des contributions annoncées au PNUD pour 1969, au 31 décembre 1968 (DP/L.98), tel qu'il se trouvait modifié par les contributions complémentaires que les représentants du Japon et de la Suède venaient d'annoncer.

#### B. Rapport financier sur le Fonds de roulement

##### Décision du Conseil d'administration

147. A sa 142ème séance, le Conseil a pris note du rapport financier sur le Fonds de roulement (DP/L.88).

#### C. Règlement financier et règles de gestion financière du PNUD

##### Rapport du Directeur

148. Comme suite à la demande du Conseil d'administration et au texte que l'Assemblée générale 14/ avait adopté pour modifier sa résolution 2029 (XX) relative à la fusion du Fonds spécial et du Programme élargi, le Directeur avait présenté un texte unique du projet de règlement financier du PNUD couvrant tous les secteurs des opérations du PNUD, ainsi qu'un projet de règles de gestion financières (documents DP/L.90 et Add.1) qu'il entendait publier dès que le Conseil aurait adopté le projet de règlement financier du PNUD. Les textes proposés avaient été établis à l'issue de consultations avec le Contrôleur et le Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies, les vérificateurs intérieurs et les vérificateurs extérieurs des comptes du PNUD, et les organisations participantes et chargées de l'exécution. Les observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (DP/L.90/Add.2) étaient aussi soumises au Conseil, pour information.

149. Le Directeur de la Division de la gestion financière et de la politique administrative a signalé qu'avant la session, divers membres du Conseil avaient, de leur propre initiative, proposé diverses améliorations aux textes. Comme suite à ces propositions, le Directeur avait accepté les modifications suivantes : à l'article 4.3 du projet de règlement financier, les mots "compte tenu de la nécessité d'assurer l'efficacité et l'économie des opérations" seraient ajoutés après le mot "veillent"; à l'article 5.2, le texte actuel serait remplacé par celui de la règle 105.2; et à l'article 6.6, les mots "chaque année" seraient ajoutés après le mot "présente".

---

14/ Ibid., vingt et unième session, Supplément No 16 (A/6316), p. 98.

### Résumé de la discussion

150. Les membres du Conseil d'administration se sont en général déclarés satisfaits que le projet de règlement financier et le projet de règles de gestion financière eussent été achevés. Ils ont dans l'ensemble appuyé également les amendements proposés aux articles 4.3, 5.2 et 6.6 du projet de règlement financier. Une grande partie de la discussion a porté sur l'article V du projet de règlement financier, reflétant les préoccupations des membres à l'égard des principes régissant le placement des fonds. Le Conseil a rappelé qu'il avait antérieurement habilité le Directeur à investir jusqu'à 40 millions de dollars sous forme de participations à des prêts de développement économique consentis par des banques internationales ou régionales de développement, ou de prêts destinés à aider des gouvernements à construire des logements pour des experts. Tout en confirmant de nouveau qu'ils approuvaient ces investissements à des fins particulières, plusieurs membres du Conseil d'administration ont souligné qu'il devrait y avoir des limites précises quant au genre de prêts qui pourraient être envisagés sans l'assentiment exprès du Conseil. Comme suite aux suggestions et observations faites par des membres du Conseil, le texte de l'article V a été remplacé par le texte suivant :

#### "ARTICLE V. PLACEMENT DES FONDS

Article 5.1 : Compte tenu des objectifs du PNUD et des besoins propres à ses opérations, les fonds qui ne sont pas nécessaires pour faire face à des besoins immédiats peuvent être placés par le Secrétaire général d'une manière compatible avec le règlement financier et les principes de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

Article 5.2 : Dans les limites et les conditions fixées par le Conseil d'administration, les placements peuvent revêtir la forme de participations à des prêts de développement consentis par des banques internationales ou régionales de développement, ou de prêts destinés à aider les gouvernements à construire des logements pour des experts.

Article 5.3 : L'assentiment exprès préalable du Conseil d'administration doit être obtenu pour tout prêt qui n'est pas de toute évidence autorisé aux termes des dispositions des articles 5.1 et 5.2 du présent règlement.

Article 5.4 : Le revenu des placements est porté au crédit du compte du PNUD.

#### Règle 105.1

Au nom du Secrétaire général, le Contrôleur peut placer les fonds qui ne sont pas immédiatement nécessaires au financement des activités du PNUD, conformément aux dispositions pertinentes du règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies et, le cas échéant, en consultation avec le Directeur."

151. Le Conseil a examiné les observations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait formulées au sujet des méthodes proposées quant à la question de savoir comment procéder pour les contributions du personnel et le remboursement des impôts nationaux sur le revenu, et il a appris qu'il était dans les intentions du Directeur de poursuivre les consultations en la matière avec le Contrôleur et le Conseiller juridique. Faute de recommandations précises en vue d'une modification de la pratique suivie jusque-là, les membres du Conseil se sont accordés en général à penser qu'il faudrait maintenir en vigueur pour le moment le système actuel, tel qu'il se reflétait dans la règle 111.19 de gestion financière proposée.

152. De l'avis de plusieurs membres du Conseil, le règlement financier devait disposer que le projet de budget concernant les services administratifs et les services d'appui au programme devrait être présenté chaque année à la session de juin du Conseil d'administration. Le Directeur a signalé que la modification de procédure envisagée était à l'étude; si elle se révélait susceptible d'application, elle serait consacrée par une nouvelle modification du règlement financier du FNUD une fois que le Conseil aurait été de nouveau consulté.

153. Certains membres du Conseil ont déclaré que l'article 6.1 du projet de règlement financier (contributions volontaires), ainsi que la définition du mot "gouvernement" à l'alinéa e) de la règle 101.1 de gestion financière proposée, étaient inutilement restrictifs. A leur avis, il était illogique et contraire aux principes de l'universalité souhaitée de la composition du FNUD d'empêcher des gouvernements qui étaient disposés à le faire de contribuer au FNUD pour des raisons d'ordre politique ou d'ordre formel.

154. Un membre a demandé si la définition de l'"organisation participante et chargée de l'exécution", à l'alinéa f) de la règle 101.1 de gestion financière proposée, engloberait la CNUCED et l'ONUDI. Le Directeur de la Division de la gestion financière et de la politique administrative a signalé que le Conseiller juridique serait consulté sur ce point et que, le cas échéant, la règle serait modifiée.

155. Un membre a proposé de remplacer, dans la règle 111.23 de gestion financière proposée, les mots "lorsqu'il y a lieu" par les mots "dans des circonstances exceptionnelles", proposition qui a été acceptée par le Directeur.

156. Deux membres se sont déclarés satisfaits de l'article 14.3 du règlement financier proposé aux termes duquel, à leur avis, les organisations participantes et chargées de l'exécution pouvaient être tenues de présenter des états détaillés concernant l'utilisation des allocations pour frais généraux. Le Directeur de la Division de la gestion financière et de la politique administrative a reconnu que le règlement et les règles de gestion proposés permettraient de poursuivre les efforts en vue de rationaliser davantage le système du remboursement des frais généraux.

157. Un membre a signalé que la règle 107.6 de gestion financière proposée était apparemment plus restrictive que l'article correspondant du règlement financier - l'article 7.3 - et devrait être modifiée de façon à cadrer davantage avec le texte de cet article. Cette suggestion a été acceptée par le Directeur.



### Décision du Conseil d'administration

158. A sa 143<sup>ème</sup> séance, le Conseil d'administration a adopté le texte du règlement financier du PNUD figurant dans les documents DP/L.90 et Add.1, compte tenu des modifications convenues au cours du débat qui avait trait à l'article V et aux articles 4.3 et 6.6 du règlement financier. Le Conseil a pris acte des règles de gestion financière devant être publiées par le Directeur, étant entendu que ces règles seraient modifiées de façon à tenir compte des changements convenus au cours du débat.

#### D. Dépenses locales au titre des projets des Services industriels spéciaux

159. Le Directeur de la Division de la gestion financière et de la politique administrative a expliqué que le Conseil était saisi de cette question comme suite à la décision qu'il avait prise à sa sixième session 15/. Il a ajouté que le Directeur n'avait pas présenté de document étant donné que la situation, telle qu'elle avait été examinée à la sixième session, était demeurée inchangée. Le Directeur a signalé qu'il serait illogique et impossible sur le plan pratique d'appliquer pour les dépenses locales au titre des Services industriels spéciaux une formule qui s'écarterait de la formule type applicable aux projets du PNUD. Il a cependant mentionné que le Directeur général de l'ONUDI était d'un avis différent, faisant observer que l'assistance fournie dans le cadre des arrangements relatifs aux Services industriels spéciaux présentait certaines caractéristiques particulières pour lesquelles il était nécessaire d'appliquer une méthode plus scrupule d'établissement des contributions au titre des dépenses locales.

### Résumé de la discussion

160. Le débat a montré que le futur programme des Services industriels spéciaux était devenu une source d'inquiétude pour beaucoup de membres et que l'on désirait de façon générale que le Directeur du PNUD et le Directeur général de l'ONUDI revoient de concert la question. Plusieurs membres ont fait des suggestions quant à la portée de cette révision et aux questions auxquelles elle pourrait avoir trait, parmi lesquelles devrait figurer, de l'avis de certains membres, la façon dont les opérations du type Services industriels spéciaux pourraient être poursuivies de façon plus durable. D'autres membres ont considéré qu'il faudrait étudier l'utilisation des nouvelles procédures d'assistance technique du PNUD pour des opérations du type Services industriels spéciaux. Parmi les autres questions soulevées figuraient les rapports éventuels avec le Fonds de roulement du PNUD et la formule d'établissement des contributions au titre des dépenses locales.

---

15/ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 6A (E/4545), par. 347.

### Décision du Conseil d'administration

161. A sa 145ème séance, le Conseil d'administration a recommandé que le Directeur du PNUD et le Directeur général de l'ONUDI étudient de concert le problème du financement des futurs projets du type Services industriels spéciaux, compte tenu des opinions exprimées à ce sujet lors de la septième session du Conseil et du rapport sur la gestion future du Fonds de roulement que le Directeur était en train d'établir.

### E. Rapports de vérification des comptes

#### Résumé de la discussion

162. Un membre a indiqué que le processus de vérification pourrait être plus fructueux et plus utile pour les gouvernements si les vérificateurs allaient au-delà des étroites questions de comptabilité et s'occupaient également de grandes questions d'administration et de gestion, ce qui répondrait aux recommandations du Comité ad hoc d'experts chargés d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Il fallait espérer que le Directeur coopérerait à la mise au point d'un processus de vérification s'inspirant de ces principes.

### Décision du Conseil d'administration

163. A sa 142ème séance, le Conseil d'administration a pris acte des rapports financiers et des comptes vérifiés du PNUD pour l'exercice terminé le 31 décembre 1967 16/ ainsi que des rapports de vérification des comptes concernant l'utilisation, par les organisations participantes et chargées de l'exécution, des fonds alloués par prélèvement sur le compte Assistance technique du PNUD 17/ et des fonds alloués par prélèvement sur le compte Fonds spécial du PNUD 18/ pour l'exercice terminé le 31 décembre 1967. Il a aussi pris note des observations y relatives du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 19/ ainsi que des résolutions 2380 (XXIII) et 2473 (XXIII) de l'Assemblée générale.

---

16/ Voir note en bas de page No 9.

17/ Voir note en bas de page No 11.

18/ Voir note en bas de page No 12.

19/ Voir notes en bas de page Nos 10 et 13.

F. Effet du relèvement des traitements des administrateurs

164. Le Directeur de la Division de la gestion financière et de la politique administrative a présenté cette question, que le Conseil avait décidé d'ajouter à son ordre du jour comme suite à la décision prise par l'Assemblée générale en décembre 1968, au cours de sa vingt-troisième session, qui venait de se terminer. Par sa résolution 2485 (XXIII), l'Assemblée générale avait approuvé une révision des traitements de base et de l'indemnité de poste des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Etant donné que l'on pouvait prévoir que toutes les autres organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies prendraient des mesures analogues à compter de la même date - 1er janvier 1969 - il fallait prendre les dispositions d'ordre budgétaire voulues pour procéder aux ajustements nécessaires du coût des experts et des frais généraux en ce qui concerne les deux éléments du PNUD. Le document concernant l'effet du relèvement des traitements des administrateurs (DP/L.100) dont le Conseil était saisi exposait l'effet des modifications et demandait au Conseil d'approuver les divers ajustements financiers qui s'imposaient.

Résumé de la discussion

165. Deux membres se sont demandé si les traitements des experts employés dans le cadre des deux éléments du PNUD devraient se trouver nécessairement modifiés chaque fois que les traitements du personnel ordinaire de l'ONU étaient modifiés. Ils s'inquiétaient des répercussions fâcheuses de telles mesures sur le volume de l'assistance que le PNUD serait à même de fournir. A leur avis, les traitements des experts devaient être adaptés au niveau de vie des pays où ils sont en poste.

166. Un autre membre pensait que, du fait du coût accru des services des experts, il était indispensable de s'attacher davantage aux possibilités de recourir à des services contractuels d'un genre ou d'un autre. Il a demandé si l'on avait procédé à une analyse du rapport coût-profit dans le cas de l'emploi d'experts, d'une part, et dans le cas du recours à des services contractuels, d'autre part.

167. Répondant à cette question, le Directeur de la Division de la gestion financière et de la politique administrative a fait observer que, dans l'intérêt de la mutabilité et de la mobilité du personnel et de conditions d'emploi comparables, comme aussi eu égard aux besoins globaux du recrutement, les organismes des Nations Unies avaient mis au point un système unique de rémunération pour tous les administrateurs. Les différences du coût de la vie entre les lieux d'affectation se reflétaient dans l'indemnité de poste, de sorte que la compensation effective variait d'un lieu d'affectation à un autre. Il n'en restait pas moins que l'on jugeait essentiel de maintenir un régime commun pour les traitements de base.

168. La question des avantages que le recours à des services contractuels présentait par rapport à l'emploi d'agents faisait depuis quelque temps déjà l'objet d'une étude suivie. Il était difficile de généraliser, mais il était sûr que certains services, pour ce qui était du gardiennage et d'autres opérations, pouvaient être fournis de façon satisfaisante sous contrat. Les organisations

participantes et chargées de l'exécution procédaient à cet égard à beaucoup d'essais et le Directeur encourageait pleinement ce mouvement. Il se pouvait que d'ici deux ou trois ans, on dispose d'une expérience suffisante pour formuler des conclusions mieux assises.

#### Décision du Conseil d'administration

169. A sa 143<sup>ème</sup> séance, le Conseil d'administration a décidé :

a) De prendre note du document concernant l'effet du relèvement des traitements des administrateurs (DP/L.100);

b) De ne pas appliquer aux projets approuvés lors de la septième session et des sessions antérieures du Conseil d'administration le plafond de 25 p. 100 fixé pour les dépassements, par rapport aux affectations de crédits, des allocations faites pour les projets, dans la mesure où les allocations accrues étaient rendues nécessaires du fait du relèvement des traitements que l'Assemblée générale avait approuvé par sa résolution 2485 (XXIII);

c) D'autoriser une majoration de 3 p. 100 des remboursements à effectuer aux organisations au titre de leurs frais généraux pour les exercices 1969 et 1970, et de procéder à cette fin à une affectation de crédits complémentaire de 258 815 dollars pour 1969.

## CHAPITRE VI

### PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

170. Au titre du point 10 de son ordre du jour, le Conseil d'administration a examiné un rapport, présenté par le Secrétaire général, sur les buts et objectifs du programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies et ses rapports avec les programmes du PNUD, ainsi que toutes les recommandations qu'il avait jugé appropriées (DP/RP/6 et Add.1). Le rapport, traitant des procédures et politiques, a été présenté au Conseil d'administration par le Commissaire à la coopération technique.

#### Résumé de la discussion

171. Au cours de la discussion du rapport du Secrétaire général, la majorité des membres du Conseil ont reconnu le rôle du programme ordinaire de coopération technique et ses rapports avec les programmes du PNUD. Ils ont pris note de son importance pour le financement de projets exécutés aux échelons interrégional, régional et sous-régional appuyant ainsi les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour encourager la coopération régionale et le développement économique et social global. On a aussi noté plus spécialement le rôle utile joué par les conseillers interrégionaux et régionaux, qui fournissent une assistance à court terme à des pays déterminés pour les aider à développer la coopération régionale et à appliquer les autres politiques des Nations Unies. Un membre a souligné son importance dans la planification, la programmation et l'évaluation, ainsi que dans le secteur social. Plusieurs membres ont également souligné la souplesse du programme ordinaire des Nations Unies, qui permettait de donner suite rapidement aux nouvelles demandes d'assistance ainsi qu'à son utilisation comme source de "capitaux et d'amorçage" dans la mise en route de nouveaux projets d'assez courte durée qui étaient finalement repris et financés par l'élément Assistance technique du PNUD. Plusieurs membres ont noté la valeur de missions de programmation, qui aidaient les gouvernements, sur leur demande, à obtenir des avis sur leurs besoins immédiats et à long terme d'assistance en fonction des ressources financières qu'ils pourraient obtenir de toutes les sources auxquelles ils pouvaient faire appel pour les aider à financer leur développement.

172. Un membre a fait observer que l'ampleur et la nature du programme ordinaire étaient déterminées par un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale adoptées pour faire face à des besoins particuliers du moment. L'examen des chiffres relatifs au programme ordinaire ne justifiait pas l'affirmation selon laquelle il posséderait son caractère propre. Les seules exceptions étaient dans les domaines du contrôle des stupéfiants et des droits de l'homme, mais ces activités ne représentaient qu'une très faible proportion, moins de 5 p. 100 du

montant total du programme. On avait dit également que le programme ordinaire était plus souple que le programme du PNUD, mais sans expliquer pourquoi ni comment. Même si le programme ordinaire était plus souple, on n'avait pas expliqué pour quelle raison ou de quelle façon cette souplesse justifierait la concentration des activités dans des domaines tels que le développement social. En fait, la grande différence entre le programme ordinaire et le programme du PNUD était apparemment le mode de financement. Bien que le programme ordinaire n'ait pas acquis une identité distincte ou spéciale, ce membre reconnaissait l'importance qu'il y avait à fixer les grandes lignes de la politique à suivre pour que le programme puisse concentrer ses efforts dans des domaines déterminés, de façon à éviter les doubles emplois. A cet égard, il était indispensable de maintenir une liaison étroite entre le programme ordinaire et le PNUD, et le Conseil d'administration devrait continuer à examiner la politique et les procédures relatives au programme ordinaire. Un autre membre a estimé qu'il n'était pas nécessaire de définir une philosophie du programme ordinaire de l'ONU. Sa justification résidait dans le fait qu'il avait accumulé une précieuse expérience et établi un réseau de contacts aux niveaux national, régional et international, qu'il avait, au cours des années, répondu à des besoins ressentis par de nombreux pays en voie de développement et qu'il était devenu un important complément des activités de développement. Ce membre ne croyait pas, lui non plus, que l'une des caractéristiques du programme était de permettre aux pays en voie de développement d'identifier leurs besoins à long terme. L'identification des besoins à long terme n'était pas particulière à tel ou tel secteur, mais était fonction du stade de développement et de la structure économique du pays intéressé.

173. En revanche, d'autres membres ont déclaré ne pas avoir été entièrement convaincus par les arguments avancés pour justifier les caractéristiques particulières du programme telles que, entre autres, la souplesse, la rapidité d'intervention, les priorités aux pays et aux secteurs moins favorisés par d'autres programmes. Tout en reconnaissant ses qualités intrinsèques, ils ont estimé qu'il conviendrait de réexaminer le programme ordinaire des Nations Unies dans le contexte du PNUD, à la lumière des conclusions de l'Etude sur la capacité et de celles que le Comité du programme et de la coordination consacre à la fusion éventuelle des deux programmes. De plus, ils se demandaient s'il y avait vraiment des critères différents pour la fixation des priorités dans le programme ordinaire des Nations Unies et dans les programmes du PNUD.

174. On a fait observer que lorsqu'il examinait le programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies, le Conseil d'administration ne passait en revue qu'un cinquième environ des activités de coopération technique du système de l'Organisation des Nations Unies, et que cet examen offrait au Conseil une occasion appréciable de passer en revue ce secteur du programme du point de vue d'une agence opérationnelle plutôt qu'une agence de financement. On a commenté favorablement les lignes d'action proposées par le Secrétaire général concernant le programme ordinaire des Nations Unies qui, a-t-on estimé, tenaient compte des activités auxquelles ce programme se prêtait le mieux. On a également indiqué qu'il serait souhaitable de préciser la durée pendant laquelle un projet serait financé au titre du programme ordinaire avant que son financement soit repris par le PNUD ou par des sources bilatérales.

175. Quelques membres ont rappelé leur position de principe à savoir que toutes les activités de coopération technique des Nations Unies devaient être financées au moyen de contributions volontaires et ne devaient donc pas être imputées sur le budget de l'Organisation des Nations Unies. Certains d'entre eux ont également noté que le programme ordinaire privait les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies de la possibilité de contribuer aux activités de coopération technique de l'Organisation et d'en bénéficier. En revanche, plusieurs membres ont estimé que le programme ordinaire traduisait la reconnaissance de l'obligation qu'ont tous les Membres, aux termes de la Charte des Nations Unies, de prêter leur assistance pour favoriser le développement économique et social, et ont estimé que l'acceptation des objectifs de la Charte comportait des responsabilités à cet égard. Un représentant a formulé l'espoir que l'on utiliserait davantage les contributions de son gouvernement dans le programme ordinaire.

176. Plusieurs membres ont formulé des observations sur le niveau des crédits demandés pour le programme ordinaire dans le budget de l'Organisation des Nations Unies. Ils se sont référés au rapport du Secrétaire général au Conseil d'administration à sa cinquième session (DP/RP/4), qui indiquait que le programme ordinaire était stabilisé depuis 1962 et que l'augmentation de ses ressources permettrait seulement au Secrétaire général de fournir aux pays en voie de développement sensiblement le même nombre d'unités d'assistance qu'en 1962. Ces membres, en mentionnant le rôle spécial du programme ordinaire ainsi que son utilité et son caractère propre, ont insisté sur le fait que les pays qui venaient d'accéder à l'indépendance avaient besoin de toute l'assistance possible pour prendre leur place au nombre des bénéficiaires des activités multilatérales de coopération technique. Cette considération justifiait, à leurs yeux, l'augmentation des ressources du programme ordinaire.

177. On a noté que le rapport du Secrétaire général contenait plusieurs propositions concernant les procédures relatives à l'établissement du programme et du budget destinées à faciliter les arrangements pour l'examen et l'approbation du programme ordinaire des Nations Unies. Le Secrétaire général proposait d'exercer un rôle de coordination et d'harmonisation des vues sur le niveau du programme qu'avaient les organes participant à son établissement. Les besoins exprimés par les pays et les régions en voie de développement seraient évalués par le Secrétaire général, qui tiendrait compte des recommandations des organes intergouvernementaux intéressés. Le Secrétaire général recommandait également que le système actuel en vigueur selon lequel les crédits sont demandés au titre de chapitres distincts soit remplacé par un système de demandes par articles sous forme d'objectifs concernant les principaux domaines d'activités, y compris le développement industriel. En outre, le soin d'approuver les projets fondés sur les demandes des gouvernements et à financer par le programme ordinaire serait laissé au Secrétaire général et la méthode de programmation continue utilisée pour l'élément Assistance technique du PNUD serait étendue au programme ordinaire des Nations Unies, mais sans les chiffres des montants maximums par pays et par régions.

178. La majorité des membres ont approuvé d'une façon générale les propositions du Secrétaire général. On a estimé qu'elles représentaient une solution pratique à la nécessité d'améliorer continuellement les services fournis aux pays en voie

de développement et d'augmenter la souplesse du programme ordinaire. Le Secrétaire général ne manquerait pas de s'acquitter de ses fonctions de coordination d'une manière qui assure l'utilisation la plus judicieuse et la plus efficace des ressources, compte tenu des vues exprimées par les organes participant à l'établissement du programme. On a considéré comme entendu que la subdivision en articles des prévisions initiales du titre V (Programmes techniques) du budget serait soumise au Conseil d'administration pour examen. Le Secrétaire général soumettrait un rapport annuel sur l'exécution du programme au Conseil d'administration et au Conseil du développement industriel, selon le cas. Les virements de fonds d'un article à l'autre seraient indiqués dans ce rapport ainsi que dans les rapports financiers du Secrétaire général à l'Assemblée générale.

179. Un représentant a formulé des doutes quant à l'opportunité d'autoriser le Secrétaire général à virer des fonds d'un article à l'autre du titre V (Programmes techniques) du budget de l'ONU ainsi que sur la possibilité d'adopter un système de programmation continue, étant donné qu'il ne serait pas établi d'objectifs par pays.

180. Plusieurs membres ont soulevé la question du rôle du Conseil d'administration et ont demandé si les propositions du Secrétaire général ne réduiraient pas le rôle du Conseil concernant le programme ordinaire. Le Commissaire à la coopération technique a déclaré que le rôle du Conseil d'administration en tant qu'organe chargé de fixer la politique s'en trouverait renforcé et que les lignes d'action proposées seraient fréquemment révisées afin d'assurer le dynamisme du programme ordinaire des Nations Unies.

#### Décision du Conseil d'administration

181. A l'issue de l'examen du point 10 de son ordre du jour, à sa 146ème séance, le Conseil d'administration a adopté la décision suivante :

##### "Le Conseil d'administration

- a) Prend acte du rapport du Secrétaire général sur le programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies (DP/RP/6 et Add.1) et des opinions exprimées par les membres du Conseil d'administration au cours de la discussion;
- b) Fait siennes les recommandations du Secrétaire général concernant l'orientation et le rôle futurs du programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies DP/RP/6, par. 8;
- c) Souligne qu'il importe que dans la mesure du possible, les ressources du programme ordinaire permettent de répondre aux demandes d'assistance des gouvernements que ce programme est particulièrement à même de satisfaire;
- d) Recommande au Conseil économique et social de proposer à l'Assemblée générale d'adopter les procédures suivantes pour l'établissement du programme et du budget concernant le titre V (Programmes techniques) du budget de l'Organisation des Nations Unies :



- i) Le Secrétaire général formulerait ses prévisions de dépenses au titre V du budget annuel en tenant compte des besoins exprimés par les pays et les régions en voie de développement ainsi que des recommandations des divers organes des Nations Unies participant à l'établissement du programme, y compris le Conseil d'administration et le Conseil du développement industriel.
- ii) Le système en vigueur, selon lequel les crédits pour le titre V sont demandés au titre de chapitres distincts, serait remplacé par un système de demandes par articles sous forme d'objectifs concernant les principaux domaines d'activités : développement économique, développement industriel, développement social, administration publique, services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et contrôle des stupéfiants.
- iii) Les projets particuliers fondés sur les demandes des gouvernements et à financer par le programme ordinaire seraient approuvés par le Secrétaire général.
- iv) Un rapport annuel sur le programme et les projets exécutés serait soumis, selon le cas, au Conseil d'administration et au Conseil du développement industriel.

## CHAPITRE VII

### FONDS D'EQUIPEMENT DES NATIONS UNIES

182. Au titre du point 11 de son ordre du jour, le Conseil d'administration était saisi d'un rapport du Directeur sur le Fonds d'équipement des Nations Unies (DP/L.96 et Corr.1), établi conformément aux résolutions 2321 (XXII) et 2410 (XXIII) de l'Assemblée générale. Aux termes de ces résolutions, le Directeur remplit à titre provisoire les fonctions de Directeur général du Fonds, telles qu'elles sont définies à l'article IX de la résolution 2186 (XXI) de l'Assemblée générale, et le Conseil d'administration remplit, selon qu'il convient, les fonctions de Conseil d'administration du Fonds, telles qu'elles sont définies à l'article VIII de cette résolution.

183. A l'issue de la discussion qui avait eu lieu à sa sixième session, et au cours de laquelle le montant total des annonces de contributions au Fonds s'était élevé à l'équivalent de 1 296 542 dollars, le Conseil d'administration avait pris note du rapport établi par le Directeur à ce sujet (DP/L.82) et, sous réserve des décisions que l'Assemblée générale prendrait à sa vingt-troisième session sur les arrangements institutionnels futurs concernant le Fonds, il avait prié le Directeur, compte tenu des vues exprimées sur la question pendant la sixième session du Conseil d'administration, de poursuivre ses efforts, notamment en examinant de nouvelles possibilités, de façon à mettre le Fonds d'équipement des Nations Unies à même de commencer ses opérations, et de lui faire rapport à ce sujet à sa septième session 20/.

184. La question avait été examinée par la suite à la quarante-cinquième session du Conseil économique et social et à la vingt-troisième session de l'Assemblée générale, en décembre 1968. L'Assemblée générale avait à cette occasion adopté sa résolution 2410 (XXIII) dans laquelle elle avait pris note de la décision susmentionnée du Conseil d'administration, approuvé la résolution 1350 (XLV) par laquelle le Conseil économique et social priait notamment le Directeur d'identifier des projets déterminés pouvant bénéficier d'investissements dans les limites des ressources actuelles du Fonds d'équipement des Nations Unies et décidait de maintenir les arrangements provisoires établis en vue de la gestion du Fonds par le PNUD et exposés dans la résolution 2321 (XXII) de l'Assemblée générale.

185. Dans son rapport, le Directeur informait le Conseil d'administration que, compte tenu des résultats de la deuxième Conférence annuelle pour les annonces de contributions tenue le 18 novembre 1968, le montant total des contributions annoncées au Fonds s'élevait, selon le rapport du Secrétaire général, à 2 676 726 dollars, dont 107 000 dollars avaient été versés. Par la suite, l'Afghanistan et le Cameroun avaient également annoncé qu'ils feraient une contribution.

---

20/ Un résumé des discussions et des décisions pertinentes du Conseil d'administration à sa sixième session figure dans les Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 6A (E/4545), par. 249 à 268.

186. Dans le rapport, quatre types différents d'activités étaient énumérés pour permettre, comme on l'avait proposé, de mettre en route les opérations du Fonds : a) l'utilisation des ressources du Fonds pour assouplir le taux d'intérêt sur les prêts des banques régionales, b) le financement d'établissements pilotes ou de projets industriels ou agricoles, c) l'apport des investissements consécutifs aux projets de préinvestissement du PNUD, et d) la fourniture d'une aide complémentaire dans le cadre des projets financés par le PNUD.

187. Le Directeur a appelé l'attention sur la nécessité d'approuver un règlement financier provisoire qui permette de faire démarrer ces opérations. Le Directeur a également fait savoir que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 21/ avait exprimé l'espoir que le Conseil d'administration et le Directeur du PNUD accepteraient d'assumer leurs responsabilités provisoires respectives touchant l'administration du Fonds en 1969 sans qu'il soit nécessaire de prélever à cet effet une subvention globale sur le budget ordinaire de l'ONU pour 1969. Dans ces conditions, et vu qu'il fallait limiter l'utilisation des ressources du PNUD aux fins pour lesquelles elles sont versées, le Directeur estimait que la seule méthode permettant au PNUD d'absorber légitimement les incidences administratives et financières de la gestion provisoire du Fonds consisterait à accorder une priorité particulière au type d'opérations entraînant déjà directement l'assistance du PNUD.

188. En présentant ce rapport au Conseil d'administration, le Directeur adjoint du programme et Directeur associé des opérations et de la programmation a appelé l'attention sur l'importance particulière que revêt le concept même du Fonds tel qu'il ressort de son titre dans le texte français de la résolution 2186 (XXI) de l'Assemblée générale, à savoir "Fonds d'équipement", compte tenu du niveau et de l'origine actuelle des ressources du Fonds. Aux termes de cette résolution, les pays participants étaient autorisés à contribuer en espèces ou en nature, ces dernières contributions pouvant se composer notamment de matériel, de machines et d'autres matériaux facilement utilisables aux fins du Fonds. Si le Conseil chargeait le Directeur d'entreprendre les travaux préparatoires pour permettre au Fonds de commencer ses opérations, il faudrait, pour des raisons pratiques et pour d'autres raisons, associer aussi étroitement que possible les ressources limitées actuellement disponibles ou prévisibles (qu'elles aient été annoncées en espèces ou en nature) à l'exécution de projets de préinvestissement du PNUD ou aux activités consécutives à ces projets. C'était dans cet esprit et en tenant compte des discussions et décisions antérieures du Conseil que le Directeur avait étudié les diverses possibilités et les divers types d'opérations énumérés dans son rapport.

#### Résumé de la discussion

189. Le Président du Conseil d'administration a souligné que, conformément aux dispositions des résolutions 2321 (XXII) et 2410 (XXIII) de l'Assemblée générale, le Conseil, en étudiant le rapport du Directeur, agirait en tant que Conseil

---

21/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, point 36 de l'ordre du jour, document A/7407.

d'administration du Fonds ainsi que le prévoit l'article VIII de la résolution 2186 (XXI) de l'Assemblée générale.

190. La plupart des membres qui ont participé à la discussion ont regretté que le niveau des ressources du Fonds continue d'être bas et que les contributions ne proviennent encore uniquement que des pays en voie de développement eux-mêmes. Aucun des pays les plus développés ou exportateurs de capitaux n'avait jusqu'ici jugé bon de contribuer au Fonds ni, à une ou deux exceptions près, de participer aux discussions que lui avaient consacrées divers organes des Nations Unies, et notamment le Conseil d'administration. Un membre a estimé qu'il importait d'établir un dialogue constructif entre les pays en voie de développement et les pays développés au sujet de l'insuffisance, tant qualitative que quantitative, du courant des capitaux consacrés au développement. D'autres membres ont proposé que le Conseil prie le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire des ressources du Fonds, d'inviter surtout les gouvernements des pays développés qui n'avaient pas encore annoncé de contributions, à le faire.

191. Bien que le niveau actuel des ressources ait été jugé insuffisant pour remplir les objectifs fondamentaux en vue desquels le Fonds avait été créé, un certain nombre de membres ont estimé que les perspectives d'une solution éventuelle de ce problème seraient améliorées si le Fonds entreprenait des opérations, si modestes soient-elles, à une date rapprochée. Il répondrait à une partie, si restreinte soit-elle, des besoins d'investissement des pays en voie de développement qui, une fois de plus, démontreraient qu'ils sont prêts à faire ce qu'ils peuvent pour s'aider eux-mêmes et pour s'entraider les uns les autres. Toutefois, deux membres ont exprimé l'avis qu'une telle initiative serait peu réaliste et prématurée et qu'il serait préférable que le Conseil d'administration ne se prononce pas tant que le problème fondamental de la participation active des pays développés n'aurait pas été résolu et les contributions augmentées. L'un de ces deux membres a jugé qu'il ne serait pas judicieux de commencer des opérations alors que les ressources du Fonds étaient inférieures à dix millions de dollars. A cet égard, il a rappelé le manque de bonne volonté organisé et concerté de la grande majorité des pays développés pour contribuer à payer toute organisation ou organe pour le développement des pays en voie de développement établi sous l'égide des Nations Unies et par conséquent le refus d'annonces de contributions de ces pays au Fonds. Deux membres, qui avaient appuyé la création du Fonds, ont demandé que le rapport fasse état de leur désaccord avec la proposition de faire démarrer les opérations du Fonds avec les ressources actuellement disponibles. Un d'entre eux a ajouté que le début des opérations devrait attendre que les pays en voie de développement aient eu l'occasion de réexaminer les objectifs, le dispositif et tout le cadre structural du Fonds dans la perspective d'une nouvelle stratégie du développement dirigée vers le but d'une nouvelle Décennie des Nations Unies pour le développement.

192. Un membre favorable à un début des opérations du Fonds sous l'administration provisoire du PNUD a préconisé de commencer la transformation progressive du PNUD pour qu'il lui soit possible de financer les investissements mêmes aussi bien que le préinvestissement. Selon lui, le PNUD, en fait, ne se bornait plus à entreprendre uniquement des activités de préinvestissement et d'assistance technique, comme en témoignait d'ailleurs l'article 5.2 du règlement financier, récemment approuvé par le Conseil d'administration et en vertu duquel les réserves en espèces du PNUD pouvaient être utilisées et investies pour exécuter des programmes de

développement économique. Ce membre a préconisé que l'on redistribue une partie plus importante des ressources en les transférant de certaines catégories peu prioritaires d'activités de préinvestissement ou d'assistance technique (comme des cycles d'études) à des investissements hautement prioritaires. De plus, il a invité les pays qui ont un marché économique développé à transformer une partie de leurs efforts de façon à atteindre l'objectif accepté de 1 p. 100 du revenu national brut sous la forme de contributions supplémentaires au PNUD. Un autre membre, favorable à l'objectif d'une transformation progressive du PNUD, a estimé qu'il n'y aurait pas lieu toutefois d'envisager cette possibilité tant que le niveau des ressources disponibles resterait ce qu'il était, mais uniquement lorsque ces ressources auraient été considérablement accrues. Avec d'autres membres du Conseil, il a exprimé l'avis que la mise en train des opérations du Fonds cette année, qu'on y voie ou non la création d'un troisième "élément" ou "élément-investissement" du PNUD lui-même, permettrait à l'Assemblée générale d'étudier à sa prochaine session les activités et le rôle éventuel du Fonds dans la stratégie appliquée à la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

193. Un autre membre, rappelant l'opposition de son gouvernement à la résolution de l'Assemblée générale portant création du Fonds, a déclaré qu'il était partisan du principe de "complémentarité" des ressources et conscient de la nécessité de susciter un courant plus large de capitaux vers les pays en voie de développement en vue de financer leur développement. Néanmoins, le Fonds ne ferait qu'ajouter à la prolifération des institutions existantes et qu'accroître les dépenses d'administration au détriment des fonds consacrés au développement. Les opérations qu'entreprendrait le Fonds feraient manifestement double emploi avec les activités d'organes existants tels que l'Association internationale pour le développement et les banques régionales de développement, qui avaient amplement démontré leur aptitude à répondre de façon souple et diversifiée aux besoins des pays en voie de développement. On n'avait pas établi qu'il y eût un déficit financier à combler dans le type ou dans l'importance des projets que le Fonds serait appelé à financer, vu qu'on savait fort bien que les banques régionales finançaient, tant directement qu'indirectement par des prêts aux banques nationales de développement, toutes sortes de projets d'importance modeste dans les pays en voie de développement. Le Programme n'avait été prié d'assumer pour le Fonds que des responsabilités préliminaires et provisoires de surveillance, mais il semblait maintenant y avoir tendance à investir de façon permanente le PNUD lui-même de toute la responsabilité administrative et financière du fonctionnement du Fonds. Cette tendance risquait de compromettre sérieusement la concentration actuelle sur les activités de préinvestissement et d'assistance technique, qui constituaient la fonction unique et essentielle du PNUD. Pour ces raisons, il était impossible au membre en question d'appuyer la mesure proposée en vue de commencer les opérations du Fonds dans le sens indiqué par le rapport du Directeur, ni d'accepter que les frais d'administration de ces opérations puissent à juste titre être financés à l'aide des ressources du PNUD. En fait, son gouvernement ne consentirait pas à ce que l'on utilise à cette fin sa contribution au PNUD et demandait que l'on établisse une comptabilité distincte pour les frais d'administration des opérations du Fonds. Certains membres ont rappelé que l'Assemblée générale a exprimé l'opinion, à sa vingt-troisième session, qu'au cours de ces années de premier développement du Fonds, le Conseil d'administration et le Directeur du PNUD puissent prendre respectivement leurs responsabilités provisoires pour administrer le Fonds en 1969, sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à une subvention globale du budget des Nations Unies, et

ils ont aussi pris note de l'observation faite par le Directeur selon laquelle le PNUD, dans certains cas, pourrait justifier l'absorption des frais administratifs et budgétaires pour l'administration provisoire du Fonds en 1969.

194. En ce qui concerne les types de projets qu'il faudrait choisir et préparer en vue de leur financement éventuel par le Fonds, la plupart des membres qui ont participé à la discussion se sont déclarés généralement d'accord avec les quatre types ou catégories de projets décrits par le Directeur dans son rapport. Toutefois, la nature et la portée de ces opérations n'apparaîtraient clairement qu'au vu de projets spécifiques qu'on pourrait, il fallait l'espérer, préparer et soumettre au Conseil pour approbation à sa prochaine session.

195. Il y a eu également unanimité de vues sur la nécessité, pour des raisons purement pratiques, de donner la préférence à l'établissement de projets étroitement liés ou faisant suite aux activités de préinvestissement du PNUD. Certains membres, bien qu'également de cet avis, ont été portés à se demander jusqu'à quel point de tels projets seraient conformes au statut du Fonds ou répondraient de façon adéquate à ses objectifs. Peut-être n'y avait-il pas d'autre solution pratique dans l'immédiat, mais il importait d'éviter d'aller trop loin dans la voie de l'assimilation des activités du PNUD et du Fonds uniquement pour des raisons tenant à l'importance ou à l'origine des ressources actuellement disponibles. Compte tenu de ces facteurs, il convenait d'accorder la préférence à d'authentiques projets d'investissement, y compris des projets d'établissements pilotes. D'autres membres, convenant de la nécessité de préserver l'intégrité et les objectifs du Fonds, ont préféré voir accorder la préférence à des activités caractérisées d'investissement consécutif plutôt qu'à d'autres types de projets.

196. Un autre membre a été d'avis que la plus haute priorité devrait aller aux opérations communes ou en participation avec les banques régionales de développement, dans le sens indiqué par le Directeur dans son rapport à la sixième session du Conseil d'administration 22/, le deuxième rang de priorité étant réservé aux établissements pilotes.

197. Quant à l'utilisation proposée des ressources du Fonds en vue d'assouplir le taux d'intérêt sur les prêts des banques régionales de développement, un membre a fait remarquer que cette possibilité n'avait pas encore été étudiée de façon exhaustive avec ces institutions et il a exprimé l'espoir que le Directeur le ferait en tenant compte du fait que les contributions en monnaie locale pourraient servir à assouplir le taux d'intérêt portant sur la fraction du prêt que la banque régionale de développement pourrait consentir en monnaies locales. Toutefois, un autre membre a marqué son opposition à cette proposition, arguant que de telles opérations ne pouvaient réellement être considérées en quoi que ce soit comme des opérations d'investissement et que les ressources actuellement disponibles étaient trop minimes pour présenter le moindre intérêt pour les banques régionales ou la moindre valeur réelle pour les pays en voie de développement eux-mêmes.

---

22/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément No 6A (E/4545), par. 255.

198. On a aussi émis fréquemment l'opinion qu'en raison des difficultés que posait la gestion d'un fonds d'une composition et d'une importance si limitées, le Directeur devrait avoir toute latitude dans le choix des projets qu'il recommanderait à l'examen du Conseil. Ce qui importait, pour les raisons déjà citées, c'était de faire en sorte que certains projets de cette nature puissent être choisis, préparés et soumis à l'approbation du Conseil d'administration à sa huitième session, ce qui éviterait le risque qu'à sa prochaine session l'Assemblée générale ne soit mise sur ce point dans la même situation qu'à sa dernière session. A propos de cette suggestion, le Directeur adjoint du programme et Directeur associé des opérations et de la programmation a fait remarquer qu'on n'épargnerait aucun effort pour mettre au point le plus tôt possible des projets spécifiques; toutefois, la préparation par le PNUD du programme de projets de préinvestissements pour la session de juin était déjà à un stade assez avancé et il était peu probable que l'on pût préparer et soumettre des projets du Fonds soigneusement mis au point avant la neuvième session du Conseil, vu que le Fonds représentait un programme entièrement nouveau et distinct ayant son propre mandat ainsi que ses propres problèmes de ressources auxquels les membres du Conseil avaient également attaché une grande importance.

199. Répondant à une question sur les incidences financières de la gestion provisoire du Fonds pendant l'année civile en cours, le Directeur a signalé que les ressources du Fonds ne pouvaient être utilisées pour couvrir les frais généraux d'administration et qu'une question de principe se posait quant à l'absorption éventuelle de ces frais par le PNUD. Toutefois, on pouvait affirmer que les dépenses d'administration pour le PNUD seraient extrêmement réduites pour l'année civile en cours.

#### Décision du Conseil d'administration

200. A sa 150ème séance, le Conseil d'administration a décidé :

a) De faire démarrer les opérations du Fonds sur une base provisoire, compte tenu des contributions déjà annoncées;

b) De prier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'inviter les pays qui ont annoncé des contributions à prendre les dispositions voulues pour verser leur contribution en espèces, ou en nature s'ils le désirent, d'inviter les autres gouvernements qui ont promis d'annoncer leurs contributions ultérieurement, à le faire, et d'inviter également d'autres gouvernements Membres des Nations Unies et des institutions spécialisées qui n'ont pas encore annoncé de contributions, à le faire;

c) D'approuver le règlement financier provisoire du Fonds, conformément aux arrangements exposés au chapitre VIII du rapport du Directeur du PNUD à la sixième session du Conseil d'administration (DP/L.82);

d) De prier le Directeur de procéder à des consultations avec les gouvernements et les organisations internationales intéressées concernant le type d'opérations indiquées aux paragraphes 14 à 17 du rapport du Directeur du PNUD à la septième session du Conseil (DP/L.96 et Corr.1) et de faire rapport à ce sujet au Conseil en présentant des projets spécifiques recommandés à son approbation, si possible à sa huitième session et au plus tard à sa neuvième session.

201. Les représentants de la République-Unie de Tanzanie et du Venezuela ont indiqué expressément qu'ils ne voulaient pas être associés à la décision prise qui représentait une mesure peu réaliste et prématurée de la part du Conseil.

202. Les représentants de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique, de la France, du Japon, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni et de la Suisse ont indiqué que, pour les raisons dont ils avaient donné connaissance précédemment, ils ne voulaient pas que leurs gouvernements fussent associés à la décision précitée. Les représentants de l'Autriche, de l'Italie et de la Suède, ce dernier parlant au nom des gouvernements des pays nordiques, ont demandé à ne pas être associés à la partie de la décision demandant au Secrétaire général de prier les gouvernements qui n'avaient pas encore annoncé leurs contributions au Fonds de le faire. Le représentant des Pays-Bas a indiqué que sa délégation appuyait la décision du Conseil.

203. Le représentant du Canada, en désolidarisant sa délégation de la décision, a demandé qu'on tienne des comptes financiers distincts des opérations intéressant le Fonds, et notamment de toutes dépenses d'administration directement attribuables au fonctionnement du Fonds.



## CHAPITRE VIII

### MESURES PRISES EN 1968 PAR L'ONU ET LES ORGANISATIONS RELIEES A L'ONU SUR DES QUESTIONS RELATIVES AU PNUD

204. Au titre du point 9 de son ordre du jour, le Conseil d'administration était saisi d'une note du Directeur (DP/L.97 et Add.1) appelant son attention sur les résolutions adoptées par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et d'autres organes et institutions des Nations Unies en 1968 concernant le PNUD. Dans cette note, le Directeur informait le Conseil d'administration qu'il serait dûment tenu compte des vues exprimées dans ces résolutions dans l'exercice des activités du PNUD.

#### Résumé de la discussion

205. Au cours de la discussion de cette question, on a appelé l'attention sur le paragraphe 26 de la note du Directeur concernant les mesures prises en 1968 par les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées dans des domaines relevant du PNUD (DP/L.97), reproduisant des extraits de la résolution 2456 A (XXIII) de l'Assemblée générale qui, notamment, invitait le PNUD et l'AIEA à poursuivre, en consultation avec leurs Etats membres, l'étude des recommandations concernant ces organisations, contenues dans la résolution J de la Conférence d'Etats non dotés d'armes nucléaires <sup>23</sup>/. La résolution J de la Conférence entre autres invite l'Assemblée générale à examiner à sa vingt-troisième session la possibilité d'instituer, dans le cadre du PNUD, un programme d'étude et de développement de la technologie nucléaire qui serait exécuté en priorité, avec la coopération de l'AIEA, au profit des pays en voie de développement.

206. Les membres connaissaient les vues du Directeur exposées dans sa lettre du 25 novembre 1968 au Secrétaire général <sup>24</sup>/. Certains membres ont souligné l'importance qu'il y avait à instituer un tel programme et ont suggéré que l'on entreprenne ce programme en créant, aussitôt que possible, des centres régionaux de formation et de recherche dans le cadre du PNUD et en collaboration avec l'AIEA. Ils ont noté que le Directeur, dans sa note liminaire, avait déclaré, entre autres, qu'en s'acquittant de ses activités conformément aux instructions de ses organes directeurs, le PNUD tiendra dûment compte des vues exprimées dans ces résolutions (voir DP/L.97). Ils ont exprimé l'espoir qu'une étude serait dûment entreprise, conformément à la résolution 2456 A (XXIII), de la recommandation adressée au PNUD dans la résolution J de la Conférence d'Etats non dotés d'armes nucléaires et que le programme envisagé serait entrepris à une date rapprochée.

---

<sup>23</sup>/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, point 96 de l'ordre du jour, document A/7277, p. 14.

<sup>24</sup>/ Ibid., vingt-troisième session, Annexes, points 27, 28, 29, 94 et 96 de l'ordre du jour, document A/7364.

### Décision du Conseil d'administration

207. A sa 146ème séance, le Conseil d'administration a pris acte des mesures prises en 1968 par les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées dans des domaines relevant du PNUD (DP/L.97 et Add.1).

## CHAPITRE IX

### QUESTIONS DIVERSES

208. Au titre du point 13 de son ordre du jour, le Conseil d'administration a examiné séparément deux documents sollicitant les vues du Conseil sur des questions à propos desquelles on envisage l'emploi de fonds du PNUD à des fins spéciales, à savoir :

a) Une note du Directeur (DP/L.92) concernant la construction d'un immeuble commun aux organismes des Nations Unies en Inde, qui pourrait entraîner l'emploi de fonds du PNUD, principalement en roupies indiennes, pour couvrir jusqu'à 50 p. 100 des dépenses totales;

b) Une note du Directeur (DP/L.94) présentant une demande de l'UNESCO pour un nouveau prêt portant intérêt sur les ressources du PNUD, analogue à celui qui a été consenti en 1967 pour aider l'UNESCO à faire face au coût de l'extension des locaux du siège.

#### A. Immeuble commun aux organismes des Nations Unies en Inde

209. Le Directeur de la Division de la gestion financière et de la politique administrative a présenté cette question et expliqué que le Directeur sollicitait les vues du Conseil sur ce cas inhabituel, les autres possibilités envisagées depuis plusieurs années n'ayant pu se matérialiser. Il ne faisait pas de doute qu'un immeuble commun représentait un besoin urgent, et l'offre du Gouvernement indien de fournir le terrain et de payer la moitié des frais de construction constituait l'arrangement le plus avantageux dans les circonstances. Considérant le rôle central du PNUD dans les activités internationales en Inde et sachant que le programme disposait de sommes importantes en roupies indiennes non convertibles, en excédent de ses besoins courants, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avait demandé au Directeur d'étudier la façon dont le PNUD pourrait assurer le financement nécessaire. Dans la note dont le Conseil était saisi le Directeur sollicitait seulement l'autorisation d'entreprendre une étude détaillée, mais le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur souhaitaient connaître les vues du Conseil avant d'entreprendre des négociations et des analyses difficiles et qui prendraient beaucoup de temps. Les modalités de paiement éventuelles ne pouvaient pas être envisagées à ce stade, mais on prévoyait qu'une importante part des frais qu'encourraient les Nations Unies seraient finalement couverts par le PNUD sous forme d'une subvention d'un type ou d'un autre.

#### Résumé de la discussion

210. La discussion au Conseil d'administration a montré qu'il n'y avait pas d'objection à l'étude du problème, mais plusieurs membres ont formulé de sérieuses

réerves concernant le rôle du PNUD dans un projet de ce genre et, en particulier, concernant l'utilisation de fonds du PNUD sur une base non remboursable. Un membre, appuyé par plusieurs autres, a estimé que toute étude du problème et toute solution éventuelle ne devaient pas être liées aux seules ressources du PNUD et que la question devait être envisagée dans un contexte beaucoup plus large, peut-être avec la participation du Conseil économique et social, de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Plusieurs membres ont souligné qu'il n'était ni normal ni souhaitable, d'une façon générale, que les fonds destinés à des activités de développement soient utilisés pour la construction d'un immeuble de ce genre. Un membre a mis le Conseil en garde en faisant observer que cela constituerait un précédent qui pourrait être suivi ailleurs, comme par exemple à Bangkok.

211. En réponse, le Directeur a fait observer que l'objet de la discussion était de savoir si le Conseil acceptait que des fonds du PNUD soient utilisés sur une base non remboursable pour la construction d'un immeuble de bureaux. Comme il ressortait avec évidence de la discussion que le Conseil n'envisageait pas une solution de ce genre avec faveur, il faudrait examiner d'autres possibilités en collaboration avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement indien. Un rapport sur ces négociations pourrait être soumis au Conseil en temps utile.

#### Décision du Conseil d'administration

212. A sa 146ème séance, le Conseil d'administration, ayant examiné le rapport du Directeur concernant un immeuble commun aux organismes des Nations Unies en Inde, a autorisé le Directeur à poursuivre l'étude de la question et à présenter au Conseil, dès que possible, un rapport qui tienne compte des vues exprimées par les membres du Conseil.

#### B. Placements : Avance de fonds à l'UNESCO

##### Résumé de la discussion

213. Plusieurs membres ont exprimé l'avis qu'un prêt à un taux d'intérêt relativement bas pour la construction de bâtiments pour une institution spécialisée n'était guère de nature à servir les fins du PNUD et des gouvernements contributeurs. Ils estimaient que les ressources du PNUD devaient être utilisées autant que possible pour aider directement les activités de développement et que les facteurs de sécurité et de rendement devaient guider les décisions relatives aux placements. Ils ont rappelé que le prêt consenti précédemment à l'UNESCO, autorisé par le Conseil en 1967, avait été approuvé étant bien entendu que cela ne constituait pas un précédent; un nouveau prêt à l'UNESCO ouvrirait la porte à des demandes du même genre de la part d'autres organismes. Ces membres estimaient que si ce prêt était finalement approuvé, ce devrait être à des conditions qui assurent un revenu très satisfaisant sur une période relativement courte. L'un de ces membres a ajouté que la politique du PNUD devrait être de conserver une forte proportion de réserves en avoirs mobilisables à court terme et que la proposition indiquait une tendance à aller dans la direction opposée. Le même membre a insisté, au cas où le prêt serait consenti, pour que le taux d'intérêt demandé soit plus élevé que celui de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, c'est-à-dire un taux commercial raisonnable.

214. Un autre membre a estimé que c'était au gouvernement hôte qu'il appartenait de fournir, sous forme de subventions ou de prêts à faible intérêt, la plus grande partie de l'assistance financière qui aiderait une institution spécialisée pour l'aider à faire face à de gros frais de construction qu'elle encourrait à son siège. Un autre membre, insistant sur le fait que les contributions du PNUD devaient servir aux opérations de développement et non à la construction de locaux, a vivement recommandé que l'on reconsidère le problème.

215. Un membre a appuyé le prêt à condition qu'il soit consenti dans les mêmes conditions que le précédent. D'autres membres, tout en ne formulant pas, d'une façon générale, d'objection au prêt envisagé, ont indiqué que les conditions de ce prêt devaient être soigneusement fixées afin de protéger les intérêts du PNUD.

216. Le Directeur a déclaré que, d'une façon générale, tout prêt consenti par le PNUD devait répondre à trois critères : la sécurité, un taux d'intérêt satisfaisant et des avantages marginaux. Il estimait que le prêt à l'UNESCO envisagé pourrait remplir ces conditions, notamment parce que l'on prendrait soin, après les débats du Conseil d'administration, d'assurer une bonne rentabilité pour le PNUD.

#### Décision du Conseil d'administration

217. En tant que mesure exceptionnelle ne constituant pas un précédent, le Conseil d'administration, à sa 146ème séance, a autorisé un nouveau prêt d'un montant de 1 500 000 dollars à l'UNESCO à des conditions et selon les modalités qui seront déterminées par le Directeur, compte tenu des vues exprimées par les membres du Conseil et au cours de la discussion.

## CHAPITRE X

### DATE ET ORDRE DU JOUR PROVISOIRE DE LA HUITIEME SESSION

218. Le Conseil d'administration a décidé d'accepter l'aimable invitation de l'OMS et de tenir sa huitième session dans les locaux de cette organisation à Genève. Le Conseil a également décidé que sa huitième session se tiendrait du 16 juin au 3 juillet 1969.

219. A sa 150ème séance, le Conseil, conformément à l'article 8 du règlement intérieur et au titre du point 12 de son ordre du jour, a examiné le projet d'ordre du jour provisoire de sa huitième session.

220. Le projet d'ordre du jour provisoire dont le Conseil était saisi était le suivant :

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. PNUD (Fonds spécial) : recommandations du Directeur concernant le programme :
  - a) Examen, en séances privées, des divers projets du programme du PNUD (Fonds spécial)
  - b) Approbation des recommandations concernant le programme du PNUD (Fonds spécial)
  - c) Propositions en vue d'opérations préliminaires
4. PNUD : programme de l'élément Assistance technique :
  - a) Procédures d'application des nouvelles dispositions relatives aux projets régionaux et interrégionaux
  - b) Approbation des recommandations du Directeur concernant les projets régionaux et interrégionaux
5. Discussion générale (déclarations du Directeur du Programme et des membres du Conseil sur les questions inscrites à l'ordre du jour) : rapport sur les activités du PNUD en 1968 et rapports supplémentaires pertinents
6. Rapport intérimaire sur l'Etude sur la capacité
7. Etude relative à l'établissement d'un système de stockage et de restitution de l'information

8. Questions financières

- a) Etat détaillé de la situation financière du PNUD
- b) Rapports sur le Fonds de roulement, rendant compte également des projets du type Services industriels spéciaux

9. Questions administratives et budgétaires

- a) Considérations générales de principe touchant le projet de budget pour les services administratifs et les services d'appui au programme pour l'exercice 1970
- b) Question de la date de présentation au Conseil des projets de budget pour les services administratifs et des services d'appui au programme

10. Programme ordinaire de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies

11. Fonds d'équipement des Nations Unies

12. Documents d'information relatifs au programme ordinaire d'assistance technique des institutions spécialisées et de l'AIEA pour 1968

13. Date et ordre du jour provisoire de la neuvième session du Conseil d'administration

14. Questions diverses

15. Projet de rapport du Conseil d'administration au Conseil économique et social à sa quarante-septième session.

221. A sa 150ème séance, après que les membres du Conseil aient formulé des observations, il a été décidé que le Directeur publierait un ordre du jour provisoire révisé qui tiendrait compte des changements suivants au projet d'ordre du jour provisoire reproduit au paragraphe 220 ci-dessus :

- a) Le point 7 serait supprimé;
- b) Le libellé de l'alinéa b) du point 8 serait remanié pour se lire comme suit : "Propositions concernant le Fonds de roulement, y compris l'examen du problème du financement des futurs projets de type Services industriels spéciaux".

---

Blank page

Page blanche

---

Blank page

Page blanche



## ANNEXES

### ANNEXE I

#### LISTE DES DELEGATIONS

#### MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

##### Algérie

M. Amar Dahmouche\*, M. Mohamed Berrezoug\*\*

##### Autriche

Mme Erna Sailer\*, M. Wolfgang Wolte\*\*, M. Gregor Woschnagg\*\*

##### Belgique

M. Edouard Decastiaux\*, M. Willy Bittremieux\*\*, Mme Sonia Gerlo\*\*\*

##### Brésil

M. Antonio Patriota (deuxième Vice-Président)\*, M. Bernardo Pericas Neto\*\*

##### Cameroun

M. Michel Njine\*, M. Salomon Bakoto\*\*, M. Guy L. Sao\*\*\*

##### Canada

M. Harry J. Hodder\*, M. Dudley C. Bignell\*\*, M. Raymond D. Lucas\*\*\*,  
M. Frederick G. Livingstone\*\*\*, M. I. B. Robertson\*\*\*

##### Chili

M. José Piñera\*, M. Uldaricio Figueroa\*\*, M. Jaime Donoso\*\*

##### Congo (Brazzaville)

M. Ekondy-Akala\*

---

\* Représentant.

\*\* Suppléant.

\*\*\* Conseiller.

#### Etats-Unis d'Amérique

M. Arthur E. Goldschmidt\*, M. Clarence I. Blau\*\*, M. William M. Kerrigan\*\*,  
M. Harry L. Coburn\*\*\*, M. James Connell\*\*, M. Richard D. Harding\*\*\*,  
M. Robert W. Kitchen, Jr.\*\*\*, M. Arnold Nestel\*\*\*

#### Finlande

M. Jaakko Iloniemi (premier Vice-Président)\*, M. Matti Kahiluoto\*\*,  
M. Tapani Brotherus\*\*\*

#### France

M. Maurice Viaud\*, M. Daniel George\*\*, M. Jean-Claude Guisset\*\*,  
M. Jean Bidaut\*\*\*, Mlle Nicole Courson\*\*\*

#### Inde

M. B. C. Mishra\*, M. M. Dubey\*\*, M. L. N. Piparsania\*\*\*

#### Italie

M. Mario Franzi\*, M. Franco Ferretti\*\*, M. Giovanni Scolamiero\*\*

#### Japon

M. Isao Abe\*, M. Takeshi Naito\*\*, M. Eiichi Uchida\*\*\*, M. Michihiko Ikeda\*\*\*,  
M. Tadayuki Nonoyama\*\*\*

#### Jordanie

M. Muhammad H. El-Farra\*, M. Khalil I. Othman\*\*, M. Farouk A. Kasrawi\*\*

#### Malaisie

M. Noor Adlan bin Yahayauddin\*

#### Mauritanie

M. Taki Ould Sidi\*

#### Norvège

M. Kjell K. Christiansen\*, M. Haakon B. Hjelde\*\*

---

\* Représentant.

\*\* Suppléant.

\*\*\* Conseiller.

Pakistan

M. Agha Shahi (Président)\*, M. Mohammed Yunus\*\*, M. Inam-ul Haque\*\*\*

Panama

M. Aquilino E. Boyd\*, M. Dídimo Ríos\*\*

Paraguay

M. Miguel Solano López\*, M. Victor Manuel Jara Recalde\*\*

Pays-Bas

M. Jan H. Lubbers\*, M. R. M. H. Koesoemo Joedo\*\*, M. J. F. Boddens Hosang\*\*,  
M. J. E. Budelman\*\*\*

Pérou

M. José de la Puente\*, M. Jaime Caceres\*\*, M. Alvaro de Soto\*\*\*

Pologne

M. Leszek Kasprzyk\*, M. Zbigniew Dembowski\*\*

République arabe unie

M. Abdel Hamid Badawi (Rapporteur)\*, M. M. Gobba\*\*, M. Mohamed M. El Baradi\*\*

République fédérale d'Allemagne

M. Herbert Schwoerbel\*, M. Hansheinrich Kruse\*\*, M. Hofmann\*\*,  
M. Kurth\*\*\*, M. Schmidt\*\*\*

République-Unie de Tanzanie

M. Akili B. C. Danieli\*, M. Waldo E. Waldron-Ramsey\*\*, M. M. A. Foum\*\*,  
Mme Dorah N. J. Danieli\*\*

Roumanie

M. Gheorghe Diaconescu\*, M. Constantin Ene (troisième Vice-Président)\*\*\*,  
M. Gheorghe Popa\*\*, M. Nita Constantin\*\*

---

\* Représentant.

\*\* Suppléant.

\*\*\* Conseiller.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

M. M. E. Allen\*, M. R. N. Posnett\*\*, M. B. T. Jordan\*\*, Mme M. B. Chitty\*\*\*,  
Mlle Janet H. Nather\*\*\*

Sénégal

M. Moustaphe Blondin Boye\*

Suède

M. Ernst Michanek\*, M. Börje Billner\*\*, M. Curt Lidgard\*\*,  
M. Håkan Granqvist\*\*\*, M. Carl Schönmeyr\*\*\*, M. Frank Belfrage\*\*,  
M. Thorbjörn Carlsson\*\*\*, M. Goran Engblom\*\*\*

Suisse

M. Sigismond Marcuard\*, M. Charles Steinhauslin\*\*, M. Jean Philippe Monnier\*\*\*

Syrie

M. George J. Tomeh\*, M. Mohamad El-Attrash\*\*, M. Abdallah El-Attrash\*\*

Tchécoslovaquie

M. M. Kadlec\*, M. Jan Muzik\*\*

Thaïlande

M. Anand Panyarachun\*, M. Klos Visessurakarn\*\*

Union des Républiques socialistes soviétiques

M. Dmitri Degtiar\*, M. A. V. Zakharov\*\*, M. A. P. Kovalev\*\*, M. A. C. Malikov\*\*,  
M. Ivan Gritsounov\*\*, M. N. I. Alenotchkine\*\*\*

Venezuela

M. Manuel Pérez Guerrero\*, M. Reinaldo Figueredo Planchart\*\*,  
M. Freddy Christians\*\*\*, M. Hernani Escobar Cabrera\*\*\*

---

\* Représentant.

\*\* Suppléant.

\*\*\* Conseiller.

OBSERVATEURS ENVOYES PAR DES ETATS MEMBRES

Australie

M. J. R. Kelso, M. J. A. Benson

Bulgarie

M. Stefan Todorov

Chine

M. Sheldon S. D. Cheng

Cuba

Mme Esperanza Ballester, M. Jesús Escobar

Danemark

M. Bjørn Olsen, M. Henrik Schmiegelow

Ghana

M. E. Sam, Mme A. Y. Aggrey-Orleans

Hongrie

M. Miklós Endreffy

Irak

M. Riyadh T. Ali

Mongolie

M. Ludevordorjhun Khashbat

République socialiste soviétique de Biélorussie

M. O. N. Pachkevitch

Soudan

M. M. I. Hassan

Tunisie

M. Ahmed Chtourou, M. Hichem Ayoub

Turquie

M. Mustafa Aksin

Yougoslavie

M. Ante Skataretiko

INSTITUTIONS SPECIALISEES

Organisation internationale du Travail

M. H. W. Quednau, M. R. F. Jonker, Mlle Delia Garcia-Daireaux

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

M. P. Terver, M. D. W. Woodward, M. Thomas E. Ritchie, M. Morris A. Greene

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

M. A. de Silva, M. A. Varchaver

Organisation de l'aviation civile internationale

M. Helio Costa

Organisation mondiale de la santé

Dr A. Bellerive, Dr A. Mochi, Mlle B. Newton, Dr R. H. Malan

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

M. Federico Consolo, M. Vincent J. Riley, M. Lewis Perinam

Fonds monétaire international

M. Gordon Williams

Union postale universelle

M. Louis Lachaize

\* \* \*

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

M. Robert Najjar

\* \* \*

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

M. P. Berthoud

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

M. A. J. Aizenstat, M. E. G. Hernried

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

M. Sherwood Moe, M. Fred Hamilton, M. Victor Beerman

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

M. Albert F. Bender, Jr., M. Vierendra Dayal

INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES

M. S. O. Adebo, M. W. Leonard

\* \* \*

BANQUE INTERAMERICAINE POUR LE DEVELOPPEMENT

M. Cecilio Morales, Mme Beatriz de Harretche

\* \* \*

SECRETARIAT

Programme des Nations Unies pour le développement

M. Paul G. Hoffman, directeur du Programme;

M. David Owen, directeur adjoint du Programme;

M. Myer Cohen, directeur adjoint du Programme et directeur des opérations et de la programmation;

M. Rajendra Coomaraswamy, directeur adjoint du Programme et directeur des relations extérieures, de l'évaluation et des rapports;

M. Paul-Marc Henry, directeur adjoint du Programme et directeur associé des opérations et de la programmation;

M. A. Vaidyanathan, directeur de la gestion administrative et du budget;

M. John A. Olver, directeur de la gestion financière et de la politique, Direction des opérations et de la programmation;

M. Georges Dumontet, secrétaire du Conseil d'administration.

Commissaire chargé de l'Etude sur la capacité

Sir Robert Jackson

Département des affaires économiques et sociales

M. Victor Hoo, **commissaire** à la coopération technique

Mlle Julia Henderson, **commissaire** associé à la coopération technique et  
directeur du Bureau de la coopération technique

M. J. Reedman, M. W. Goodkind, M. B. Kofsky



## ANNEXE II

## LISTE DES PROJETS DU PNUD (FONDS SPECIAL) APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A SA SEPTIEME SESSION

DP/SF/R.7/ Add.	Pays	Designation du projet	(En dollars des Etats-Unis)			(V) Montant estimatif des dépenses locales d'exécution à la charge du ou des gouvernements comprises dans l'affectation de crédit recommandée au Conseil d'admini- stration (colonne III)
			(I) Organisation participante et chargée de l'exécution	(II) Montant estimatif de la contribu- tion du ou des gouvernements (contribution de contrepartie)	(III) Affectation de crédits recom- mandée au Conseil d'admini- stration	(IV) Estimation total du projet
1	Afghanistan	Assistance à la direction aérienne afghane (AFG 22)	OACI	1 896 000	1 109 900 <sup>a/</sup>	3 005 900
2	Afghanistan	Assistance complémentaire à la formation et à la démonstration concernant l'art vétérinaire et l'économie animale (AFG 11)	FAO	438 000	426 100 <sup>b/</sup>	864 100
3	Algérie	Développement intégré des cultures fourragères et de l'aménagement pastoral dans les zones de Si Lakhdar et Bou Saada-Djelfa (ALG 16)	FAO	4 924 000	1 304 500 <sup>c/</sup>	6 228 500
4	Algérie	Institut hydrométéorologique de formation et d'études (ALG 17)	OMM	2 825 000	1 317 700	4 142 700
5	Algérie	Assistance complémentaire au Service technique et au Centre de formateurs de la formation professionnelle des adultes à Alger (ALG 4)	OIT	2 343 000	275 500 <sup>d/</sup>	2 618 500
6	Bolivie	Etude de prérealisation et démonstration en vue du développement agro-industriel de la région de l'Abopo-Izozog (BOL 16)	FAO	1 263 000	1 391 100	2 659 100
7	Brésil	Enseignement et recherche agricoles à l'Université fédérale de Santa Maria, Rio Grande do Sul (BRA 33)	FAO	4 871 000	1 729 900	6 600 900
8	Brésil	Augmenter la production de blé (BRA 35)	FAO	1 698 000	1 065 100	2 723 100
9	Burundi	Projet de développement rural intégré (BDI 7)	FAO	350 000	1 433 100 <sup>e/</sup>	1 783 100
10	Cameroun	Centre d'assistance à la petite industrie, à Douala (CAMR 12)	OIT	359 000	336 800	695 800
11	Cameroun	Centre multidisciplinaire pour les sciences de la santé (CAMR 15)	OMS	910 000	210 500	1 120 500

a/ Y compris un montant de 49 100 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été approuvé par le Conseil d'administration à sa sixième session, en juin 1968.

b/ A sa première session, en janvier 1966, le Conseil d'administration du PNUD a initialement approuvé une allocation de 1 041 000 dollars pour ce projet (voir DP/SF/R.1/Add.1).

c/ Y compris un montant de 167 300 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été signalé au Conseil d'administration à sa cinquième session, en janvier 1968.

d/ A sa douzième session, en juin 1964, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 1 075 500 dollars pour ce projet (voir SF/R.9/Add.3).

e/ Y compris un montant de 200 000 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été signalé au Conseil d'administration à sa sixième session, en juin 1968.

ANNEXE II (suite)

DP/SF/R. 7/ Add.	Pays	Désignation du projet	(I) Organisation participante et chargée de l'exécution	(II) Montant estimatif de la contribu- tion du ou des gouvernements (contribution de contrepartie)	(III) Affectation de crédits recom- mandée au Conseil d'admini- stration	(IV) Estimation du coût total du projet	(V) Montant estimatif des dépenses locales d'exécution à la charge du ou des gouvernements /comprimes dans l'affectation de crédit recommandée au Conseil d'admini- stration (colonne III)/
				(En dollars des Etats-Unis)			
12	Cameroun	Institut de formation statistique (CAMR 10)	ONU	425 000	405 200	830 200	33 000
13	République centrafricaine	Etude et prophylaxie de la peste bovine et des maladies analogues à Ndele (CAF 13)	FAO	29 000	83 400	112 400	6 200
14	République centrafricaine	Assainissement et écoulement des eaux, à Bangui (CAF 6)	OMS	252 000	476 700	728 700	39 000
15	Ceylan	Institut de recherche et de formation agaires, à Peredeniya (CEY 14)	FAO	643 000	882 600	1 525 600	93 600
16	Chili	Développement des services et des instal- lations de l'aviation civile (CHI 30)	OACI	2 062 000	1 374 000	3 436 000	123 600
17	Chili	Institution d'un programme de formation en usine (CHI 38)	OIT	1 682 000	783 500	2 465 500	81 200
18	Chili	Centre d'essais des produits métalliques, à Santiago (CHI 39)	ONUDI	816 000	589 400 <sup>f/</sup>	1 405 400	29 500
19	Qchine	Institut scientifique pour l'élevage du porc, à Tapu (CHA 31)	FAO	1 513 000	804 500	2 317 500	69 000
20	Colombie	Instituts d'administration générale et de gestion financière, à Bogota (deuxième phase) (COL 38)	ONU	311 000	469 000	780 000	51 300
21	Congo (Rép. dém. du)	Assistance au Centre agronomique de Yangambi en vue de relancer et de développer la production agricole [CON (K) 17]	FAO	1 131 000	1 034 600	2 165 600	88 000
22	Congo (Rép. dém. du)	Administration nationale des routes [CON (K) 29]	BIRD	335 000	1 662 500	1 997 500	123 300
23	Congo (Rép. dém. du)	Amélioration de la production agricole dans la vallée de la Ruzizi [CON (K) 19]	FAO	274 000	609 100	883 100	62 300
24	Congo (Rép. dém. du)	Etude des transports fluviaux [CON (K) 30]	BIRD	101 000	867 000	968 000	61 300
25	Cuba	Centre de recherche et de formation sylvicoles (CUB 3)	FAO	1 634 000	992 800	2 626 800	89 000

f/ Y compris un montant de 36 100 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été approuvé par le Conseil d'administration à sa sixième session, en juin 1968.

ANNEXE II (suite)

26	Chypre	Assistance complémentaire pour la formation professionnelle et la formation de cadres, à Nicosie (CYP 4)	OIT	368 000	536 400 <sup>e/</sup>	904 400	58 100
27	Chypre	Renforcement des services vétérinaires (CYP 7)	FAO	460 000	448 400	908 400	43 100
28	République Dominicaine	Diversification des cultures et augmentation de la production dans la vallée de Cibao (DOM 9)	FAO	1 028 000	1 127 000	2 155 000	120 200
29	Equateur	Programme de formation professionnelle pour l'industrie (ECU 21)	OIT	773 000	359 500	1 132 500	36 800
30	Equateur	Assistance complémentaire au Département de mécanique de l'Ecole polytechnique nationale de Quito (ECU 8)	UNESCO	375 000	150 100 <sup>f/</sup>	525 100	17 000
31	Ethiopie	Assistance complémentaire pour renforcer l'administration de la vallée de l'Aouache (ETH 11)	FAO	47 000	92 800 <sup>g/</sup>	139 800	11 800
32	France (Nouvelle Calédonie)	Formation de mécaniciens spécialistes des moteurs marins diesel et du matériel apparenté (FRA 3)	OIT	406 000	207 700	613 700	20 300
33	Ghana	Assistance à la Ghana Industrial Holding Corporation (GHA 28)	ONUDI	852 000	753 600	1 605 600	85 000
34	Grèce	Recherches sur la lutte contre les parasites et les maladies de l'olivier, à Athènes, en Crète et à Corfou (GRE 25)	FAO	1 135 000	1 192 100	2 327 100	106 800
35	Guatemala	Ecole de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Guatemala City (GUA 11)	UNESCO	4 233 000	1 566 700	5 799 700	156 300
36	Guinée	Ecole normale de formation polytechnique (GUI 11)	OIT	2 151 000	1 622 000	3 773 000	173 400
37	Honduras	Etude des ressources minérales dans certains secteurs (HON 1)	ONU	371 000	562 900	933 900	45 500
38	Inde	Formation de cultivateurs et alphabétisation fonctionnelle (IND 82)	FAO	5 795 000	1 502 400 <sup>h/</sup>	7 297 400	72 000
39	Inde	Assistance complémentaire au plan national de formation des apprentis (IND 87)	OIT	887 000	221 800 <sup>k/</sup>	1 108 800	14 400
40	Inde	Etude de la pêche en haute mer le long de la côte sud-ouest (IND 93)	FAO	932 000	2 018 800	2 950 800	126 000

<sup>e/</sup> A sa dixième session, en juin 1963, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 740 900 dollars pour ce projet (voir SF/R.7/Add.13).

<sup>h/</sup> A sa sixième session, en mai 1961, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 1 321 400 dollars pour ce projet (voir SF/R.3/Add.10).

<sup>i/</sup> A sa quatorzième session, en juin 1965, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 466 700 dollars pour ce projet (voir SF/R.11/Add.12).

<sup>j/</sup> Y compris un montant de 135 000 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été approuvé par le Conseil d'administration à sa sixième session, en juin 1963.

<sup>k/</sup> A sa quatrième session, en juin 1967, le Conseil d'administration du PNUD a initialement approuvé une allocation de 1 140 500 dollars pour ce projet (voir DP/SF/R.4/Add.18).

ANNEXE II (suite)

DP/SF/R.7/ Add.	Pays	Désignation du projet	(I) Organisation participante et chargée de l'exécution	(II) Montant estimatif de la contribu- tion du ou des gouvernements (contribution de contrepartie)	(III) Affectation de crédits recom- mandée au Conseil d'admini- stration	(IV) Estimation du coût total du projet	(V) Montant estimatif des dépenses locales d'exécution à la charge du ou des gouvernements comprises dans l'affectation de crédit recommandée au Conseil d'admini- stration (colonne III)
				(En dollars des États-Unis)			
41	Inde	Assistance complémentaire à l'orga- nisation pour la recherche dans le domaine de la production d'énergie, à Bhopal (IND 3)	UNESCO	206 000	265 300 <sup>m/</sup>	471 300	<sup>m/</sup>
42	Indonésie	Projet de photographie aérienne (INS 22)	FAO	25 000	424 200	449 200	14 100
43	Indonésie	Assistance relative au réseau routier et étude sur la coordination des moyens de transport (INS 19)	BIRD	410 000	3 555 000 <sup>n/</sup>	3 965 000	242 900
44	Indonésie	Exploration des gisements de minéral d'étain au large des côtes et travaux de recherche sur la préparation du minéral d'étain (INS 21)	ONU	1 231 000	1 103 800	2 334 800	53 900
45	Iran	Institut d'hydraulique et de technologie des ressources hydrauliques (IRA 27)	UNESCO	86 000	169 300	255 300	17 200
46	Iran	Formation de personnel de direction et de maîtrise dans des centres provinciaux (IRA 30)	OIT	825 000	740 500	1 565 500	88 600
47	Iran	Assistance complémentaire pour l'aména- gement de la zone industrielle d'Ahvaz et le développement de la petite industrie (IRA 11)	ONU	803 000	429 900 <sup>o/</sup>	1 232 900	51 700
48	Irak	École d'agriculture de l'Université de Mosoul (IRQ 15)	FAO	3 578 000	1 105 600	4 683 600	107 000
49	Irak	Institut de technologie agricole de l'Université de Bagdad (IRQ 25)	FAO	3 357 000	1 006 700	4 363 700	103 300
50	Irak	Programme national de formation profes- sionnelle pour l'industrie (IRQ 20)	OIT	200 000	202 500	402 500	22 100
51	Israël	Centre national pour l'enseignement des sciences (ISR 18)	UNESCO	585 000	369 900	954 900	28 600
52	Côte d'Ivoire	Assistance au Service cartographique (IVC 14)	ONU	659 000	600 500	1 259 500	40 100
53	Côte d'Ivoire	Programme de formation d'instituteurs, à Bouaké (IVC 12)	UNESCO	5 805 000	1 203 600	7 008 600	131 200

1/ A sa troisième session, en décembre 1959, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 1 981 500 dollars pour ce projet (voir SF/L.26/Add.16).

m/ La contribution du gouvernement aux dépenses locales d'exécution est comprise dans la contribution de contrepartie.

n/ Y compris un montant de 159 000 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été approuvé par le Conseil d'administration à sa sixième session, en juin 1963.

o/ A sa dixième session, en juin 1963, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 637 500 dollars pour ce projet (voir SF/R.7/Add.19).

ANNEXE II (suite)

54	Côte d'Ivoire	Assistance complémentaire à l'Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Abidjan (IVC 2)	UNESCO	24 000	72 000 <sup>p/</sup>	96 000	9 200
55	Jamaïque	Programme national de formation professionnelle pour l'industrie (JAM 11)	OIT	391 000	667 300	1 058 300	59 000
56	Jamaïque	Assistance complémentaire au Service géographique (JAM 4)	ONU	239 000	179 400 <sup>s/</sup>	418 400	14 800
57	Jordanie	Cultures à sec (JOR 18)	FAO	262 000	1 068 600	1 330 600	99 400
58	Kenya	Assistance complémentaire à la Faculté technique de l'University College, à Nairobi (KEN 1)	UNESCO	2 686 000	793 500 <sup>r/</sup>	3 479 500	70 100
59	Lesotho	Etude sur les possibilités d'aménagement du réseau d'Oxbow (LES 1)	BITD	836 000	1 625 900	2 461 900	s/
60	Libéria	Collège agricole et forestier de Monrovia (deuxième phase) (LIR 6)	FAO	1 718 000	1 336 200	3 054 200	126 500
61	Libéria	Etude des ressources minérales dans les régions centrale et occidentale (LIR 9)	ONU	344 000	979 400	1 323 400	71 700
62	Libéria	Assistance complémentaire au Département de la planification et des affaires économiques (LIR 3)	ONU	96 000	543 900 <sup>t/</sup>	639 900	48 200
63	Madagascar	Projet pilote d'alphabétisation fonctionnelle (MAG 13)	UNESCO	1 164 000	876 300 <sup>u/</sup>	2 040 300	75 200
64	Madagascar	Etude des ports du Nord-Ouest et de Maroantsetra (MAG 18)	ONU	150 000	742 900	892 900	78 000
65	Malawi	Formation des pêcheurs (MLW 7)	FAO	150 000	375 200	525 200	6 300
66	Malaisie	Programme de formation d'instructeurs pour l'industrie et les métiers (MAL 21)	OIT	1 090 000	1 148 700	2 238 700	128 500
67	Mali	Assistance aux entreprises d'Etat (MLI 11)	OIT	147 000	876 900	1 023 900	104 700
68	Mali	Assistance complémentaire à l'Institut de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires (MLI 1)	UNESCO	280 000	279 700 <sup>v/</sup>	559 700	31 600
69	Mauritanie	Renforcement du Service géologique et prospection minière (MAU 4)	ONU	125 000	291 300	416 300	14 800

p/ A sa sixième session, en mai 1961, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 1 034 800 dollars pour ce projet (voir SF/R.3/Add.20).

q/ A sa treizième session, en janvier 1965, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 349 400 dollars pour ce projet (voir SF/R.10/Add.29).

r/ A sa huitième session, en mai 1962, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 832 600 dollars pour ce projet (voir SF/R.5/Add.35).

s/ A titre exceptionnel, le Directeur recommande de décharger le gouvernement de l'obligation de verser une contribution en espèces aux dépenses locales d'exécution de ce projet.

t/ A sa douzième session, en juin 1964, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 431 700 dollars pour ce projet (voir SF/R.9/Add.22); à sa deuxième session, en juin 1966, le Conseil d'administration du PNUD a approuvé une allocation de 677 800 dollars (voir DP/SF/R.2/Add.26).

u/ Y compris un montant de 25 000 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été approuvé par le Conseil d'administration à sa sixième session, en juin 1963.

v/ A sa septième session, en janvier 1962, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 1 019 900 dollars pour ce projet (voir SF/R.4/Add.18).

ANNEXE II (suite)

DP/SF/R.7/ Add.	Pays	Désignation du projet	(I) Organisation participante et chargée de l'exécution	(II) Montant estimatif de la contribu- tion du ou des gouvernements (contribution de contrepartie)	(III) Affectation de crédits recom- mandée au Conseil d'admini- stration	(IV) Estimation du coût total du projet	(V) Montant estimatif des dépenses locales d'exécution à la charge du ou des gouvernements comprises dans l'affectation de crédit recommandée au Conseil d'admini- stration (colonne III)7
				(En dollars des Etats-Unis)			
70	Mauritanie	Etudes en vue de la mise en valeur du bassin du Gorgol (MAU 3)	FAO	198 000	1 071 100	1 269 100	62 000
71	Mexique	Développement régional de la zone de Lerma (MEX 28)	ONU	667 000	1 124 800	1 791 800	126 300
72	Maroc	Etude de l'approvisionnement en eau (deuxième phase) (MOR 30)	OMS	658 000	1 272 900 <sup>w/</sup>	1 930 900	103 600
73	Maroc	Assistance complémentaire dans le cadre d'enquêtes sur les possibilités d'action dans des zones sélectionnées du bassin du Sébou et du Rif occidental (MOR 15)	FAO	300 000	252 600 <sup>x/</sup>	552 600	27 000
74	Maroc	Assistance complémentaire à l'Ecole normale supérieure de Rabat (MOR 7)	UNESCO	2 665 000	797 900 <sup>y/</sup>	3 462 900	86 400
75	Népal	Mise en valeur des forêts (NEP 13)	FAO	345 000	1 014 400	1 359 400	116 700
76	Népal	Etudes sur les possibilités de construction de routes (NEP 16)	ONU	109 700	996 300	1 106 000	87 100
77	Nigéria	Projet pilote de promotion de l'emploi dans les secteurs ruraux de l'Etat de l'Ouest (NIR 36)	OIT	550 000	598 500	1 148 500	60 200
78	Nigéria	Assistance complémentaire à l'Ecole de formation de personnel enseignant pour les écoles secondaires, à Zaria (NIR 8)	UNESCO	190 000	417 500 <sup>z/</sup>	607 500	45 600
79	Pakistan	Assistance au Service de mise en valeur de ressources énergétiques et hydrauliques du Pakistan oriental (PAK 50)	BIRD	634 000	1 974 300	2 658 300	aa/ 56 500
80	Pakistan	Centre d'organisation et de développement de l'industrie du jute, à Dacca (PAK 48)	ONUDI	481 000	599 000	1 080 000	

w/ Y compris un montant de 149 000 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été approuvé par le Conseil d'administration à sa cinquième session, en janvier 1963.

x/ A sa deuxième session, en juin 1966, le Conseil d'administration du PNUD a initialement approuvé une allocation de 793 700 dollars pour ce projet (voir DP/SF/R.2/Add.30).

y/ A sa huitième session, en mai 1962, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 934 900 dollars pour ce projet (voir SF/R.5/Add.20).

z/ A sa septième session, en janvier 1962, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 930 200 dollars pour ce projet (voir SF/R.4/Add.21).

aa/ La contribution du gouvernement aux dépenses locales d'exécution est comprise dans la contribution de contrepartie.

ANNEXE II (suite)

81	Pakistan	Renforcement de l'Institut de recherches vétérinaires du Pakistan occidental, à Lahore (PAK 46)	FAO	662 000	948 200	1 610 200	93 000
82	Pakistan	Institut avicole de Malir (PAK 45)	FAO	1 259 000	1 246 000	2 505 000	106 600
83	Panama	Enquête sur les ressources minérales (deuxième phase) (PAN 17)	ONU	496 000	633 500	1 129 500	52 700
84	Paraguay	Enquête sur les ressources en eaux souterraines dans le centre et le nord-ouest du Chaco (PAR 16)	ONU	562 000	999 700 <sup>bb/</sup>	1 561 700	41 700
85	Pérou	Projet relatif à la commercialisation et à l'utilisation du poisson (PER 35)	FAO	1 339 000	1 147 500	2 486 500	124 700
86	Pérou	Assistance complémentaire pour la recherche et la formation forestières (PER 20)	FAO	297 000	324 700 <sup>cc/</sup>	621 700	33 500
87	Philippines	Programme national de formation professionnelle pour l'industrie (PHI 33)	OIT	1 350 000	585 400	1 935 400	41 600
88	Rwanda	Etude des ressources minérales (RWA 6)	ONU	371 000	1 273 200	1 644 200	80 500
89	Arabie Saoudite	Planification physique régionale et nationale (SAU 24)	ONU	1 355 000	763 600	2 118 600	85 400
90	Sierra Leone	Renforcement de la Sierra Leone Electricity Corporation (SL 9)	ONU	184 000	597 400	781 400	46 300
91	Singapour	Développement du Centre d'hôtellerie et de restauration (SIN 11)	OIT	574 000	444 700	1 018 700	36 000
92	Somalie	Assistance complémentaire au programme de développement du réseau routier (SOM 8)	BIRD	48 000	441 000 <sup>dd/</sup>	489 000	26 000
93	Espagne	Projet pilote d'utilisation des eaux souterraines en vue de développer l'agriculture dans le bassin du Guadalquivir (deuxième phase) (SPA 16)	FAO	1 663 000	791 400	2 454 400	63 800
94	Syrie	Institut pour le développement des zones rurales et des coopératives à Alep (SYR 30)	OIT	1 008 000	1 050 700	2 058 700	120 400
95	Syrie	Développement du Centre de recherche et Institut du tabac de Jubb-Hassan (Latakiah) (SYR 29)	FAO	725 000	386 700	1 111 700	35 400

<sup>bb/</sup> Y compris un montant de 200 000 dollars au titre des opérations préliminaires, dont le prélèvement sur le Fonds de roulement a été approuvé par le Conseil d'administration à sa sixième session, en juin 1968.

<sup>cc/</sup> A sa huitième session, en mai 1962, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 751 800 dollars pour ce projet (voir SF/R.5/Add.26).

<sup>dd/</sup> A sa treizième session, en janvier 1967, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 2 095 000 dollars pour ce projet (voir SF/R.10/Add.49).

ANNEXE II (suite)

DP/SF/R.7/ Add.	Pays	Désignation du projet	(I) Organisation participante et chargée de l'exécution	(II) Montant estimatif de la contribu- tion du ou des gouvernements (contribution de contrepartie)	(III) Affectation de crédits recom- mandée au Conseil d'admini- stration	(IV) Estimation du coût total du projet	(V) Montant estimatif des dépenses locales d'exécution à la charge du ou des gouvernements /comprises dans l'affectation de crédit recommandée au Conseil d'admini- stration (colonne III)
				(En dollars des Etats-Unis)			
96	Syrie	Programme de formation à l'intention de la Direction des ponts et chaussées (SYR 27)	OIT	525 000	684 400	1 209 400	56 600
97	République- Unie de Tanzanie	Amélioration des méthodes de lutte contre la tique à Mwanza (TAN 25)	FAO	341 000	531 100	872 100	48 000
98	République- Unie de Tanzanie	Assistance complémentaire au Centre d'études industrielles et du dévelop- pement de Dar es-Salam (TAN 10)	ONUDI	120 000	516 600 <sup>ee/</sup>	636 600	62 700
99	Thaïlande	Service national de perfectionnement des qualifications techniques de travailleurs industriels et de formation de travailleurs nouvellement embauchés (THA 29)	OIT	2 547 000	1 089 500	3 636 500	100 600
100	Togo	Assistance à l'Organisme de développement de la région de la Kara (TOG 15)	FAO	1 513 000	758 500	2 271 500	54 900
101	Trinité-et- Tobago	Institut de recherche industrielle des Caraïbes, à Port of Spain (TRI 5)	ONUDI	966 000	640 900	1 606 900	55 800
102	Tunisie	Intensification de l'exploitation des eaux souterraines dans le nord et le centre de la Tunisie (TUN 28)	ONU	621 000	319 300	940 300	27 000
103	Tunisie	Centre pilote d'outillage à Sousse (TUN 27)	ONUDI	746 000	681 600	1 427 600	50 300
104	Tunisie	Collège nord-africain de génie rural, à Medjez-el-Bab (TUN 30)	FAO	1 045 000	348 800	1 393 800	38 300
105	Tunisie	Institut de formation du personnel pour l'hôtellerie et le tourisme à Monastir (TUN 21)	OIT	2 100 000	1 044 800	3 144 800	97 200
106	Tunisie	Mise en valeur des ressources humaines et promotion de l'emploi (TUN 23)	OIT	996 000	476 500	1 472 500	46 400
107	Turquie	Assistance à l'Institut de la fièvre aphteuse à Ankara, pour la fabrication de vaccin et la formation du personnel (TUR 33)	FAO	547 000	553 300	1 100 300	37 300

ee/ A sa treizième session, en janvier 1965, le Conseil d'administration du Fonds spécial a initialement approuvé une allocation de 483 400 dollars pour ce projet (voir SF/R.10/Add.59).



ANNEXE II (suite)

1108	Turquie	Exploration minière dans deux zones (TUR 32)	ONU	2 678 000	1 041 700	3 719 700	75 600
1109	Ouganda	Institut de statistique et d'économie appliquée (UGA 12)	ONU	961 000	1 069 200	2 030 200	103 400
1110	Royaume-Uni (Protectorat des îles Salomon britanniques) ff/	Programmes de mécanique navale et de formation professionnelle (UK 56)	OIT	603 000	365 600	968 600	32 400
1111	Haute-Volta	Etudes hydrologiques et ferroviaires liées au développement minier du Nord-Est (UPV 10)	ONU	567 000	1 068 800	1 635 800	47 400
1112	Uruguay	Centre de productivité (URU 12)	OIT	429 000	407 700	836 700	46 000
1113	Samoa-Occidental	Développement agricole (WES 2)	FAO	378 000	876 500	1 254 500	65 100
1114	Yougoslavie	Développement de la sylviculture et des industries forestières (YUG 10)	FAO	1 331 000	983 200	2 314 200	83 200
1115	Zambie	Commission nationale des aliments et de la nutrition, à Lusaka (ZAM 12)	FAO	571 000	646 500	1 217 500	64 300
1116	Projet régional (Botswana, Lesotho et Swaziland)	Programme régional de formation de professeurs de sciences de l'Université du Botswana, du Lesotho et du Swaziland (REG 93)	UNESCO	488 000	469 500	957 500	36 700
1117	Projet régional (Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Rép. dém. du), Côte d'Ivoire, Dahomé, Gambie, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Soudan et Tchad)						
1118	Projet régional (Colombie et Venezuela)	Recherche sur le criquet migrateur africain (REG 146)	FAO	525 000	656 500	1 181 500	59 900
		Mise en valeur et intégration de la péninsule de la Guajira (REG 144)	OIT	1 450 000	780 200	2 230 200	76 700

ff/ Territoire non autonome administré par le Royaume-Uni.

**ANNEXE II (suite)**

DP/SF/R.7/ Add.	Pays	Désignation du projet	(I) Organisation participante et chargée de l'exécution	(II) Montant estimatif de la contribu- tion du ou des gouvernements (contribution de contrepartie)	(III) Affectation de crédits recom- mandée au Conseil d'admini- stration	(IV) Estimation du coût total du projet	(V) Montant estimatif des dépenses locales d'exécution à la charge du ou des gouvernements /comprises dans l'affectation de crédit recommandée au Conseil d'admini- stration (colonne III)
			<b>(En dollars des Etats-Unis)</b>				
119	Projet régional (Bolivie, et Equateur et Pérou)	Modernisation de la vie rurale dans Les Andes (REG 157)	OIT	300 000	515 700	815 700	54 700
120	Projet régional Ceylan, Chine, Iran, Corée (Rép. de), Laos, Malaisie, Népal, Viet-Nam (Rép. du)	Institut asiatique de formation et de recherche statistiques (REG 108)	ONU	1 404 000	2 411 600	3 815 600	213 000
121	Projet régional (Pacifique Sud - Australie, Etats-Unis d'Amérique, France, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et Samoa- Occidental)	Agence de développement des pêcheries (REG 102)	FAO	410 000	477 700	887 700	51 000
122	Projet inter- régional (Jordanie, Koweït, Libye, République arabe unie, Soudan, Syrie, et les émirats d'Abu Dhabi et de Qatar)	Institut supérieur postal arabe de Damas (INT-REG 6)	UPU	1 011 000	739 100	1 750 100	72 500
123	Arabie Saoudite	Centre de formation et de recherche appliquée pour le développement communautaire (SAU 19)	ONU	2 825 000	815 800	3 640 800	94 900
			<b>TOTAL</b>	<b>127 073 700</b>	<b>99 754 300</b>	<b>226 828 000</b>	<b>8 221 300</b>

# ANNEXE III

## PROGRAMME DE L'ELEMENT ASSISTANCE TECHNIQUE DU PNUD : MONTANTS MAXIMUMS PAR PAYS ET PAR REGION APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION A SA SEPTIEME SESSION

### A. Montants maximums par pays et par territoire approuvés pour 1970 et montants maximums définitifs pour 1969

<u>Pays</u>	Montants maximums définitifs pour 1969	Montants maximums approuvés pour 1970
	(En dollars des Etats-Unis)	
Afghanistan	945 000	970 000
Albanie	60 000	65 000
Algérie	775 000	815 000
Antigua	46 000	50 000
Antilles françaises	25 000	-
Antilles néerlandaises	25 000	30 000
Arabie Saoudite	270 000	285 000
Argentine	500 000	475 000
Bahamas	50 000	55 000
Barbade	95 000	100 000
Birmanie	850 000	890 000
Bolivie	606 000	630 000
Botswana	250 000	260 000
Brésil	850 000	890 000
Bulgarie	200 000	210 000
Burundi	410 000	430 000
Cambodge	500 000	525 000
Cameroun	490 000	515 000
Ceylan	635 000	665 000
Chili	500 000	525 000
Chine (République de)	300 000	315 000
Chypre	125 000	130 000
Colombie	525 000	550 000
Comores	45 000	-
Congo (Brazzaville)	300 000	315 000
Congo (République démocratique du)	775 000	815 000
Corée (République de)	275 000	290 000
Costa Rica	175 000	185 000
Côte d'Ivoire	325 000	340 000
Cuba	350 000	365 000
Dahomey	335 000	350 000
Dominique	35 000	40 000
El Salvador	220 000	230 000

<u>Pays</u>	Montants maximums définitifs pour 1969	Montants maximums approuvés pour 1970
	(En dollars des Etats-Unis)	
Ethiopie	750 000	790 000
Equateur	535 000	560 000
Gabon	215 000	225 000
Gambie	150 000	160 000
Ghana	565 000	595 000
Grèce	260 000	240 000
Grenade	36 000	40 000
Guatemala	275 000	290 000
Guinée	450 000	475 000
Guyane	225 000	235 000
Haïti	200 000	210 000
Haute-Volta	410 000	430 000
Honduras	265 000	275 000
Honduras britannique	100 000	105 000
Hongrie	125 000	130 000
Iles Caïmanes	25 000	30 000
Iles Fidji	100 000	105 000
Iles Gilbert et Ellice	45 000	50 000
Iles Maldives	50 000	55 000
Iles Salomon	75 000	80 000
Iles Vierges britanniques	25 000	30 000
Inde	2 580 000	2 730 000
Indonésie	1 300 000	1 365 000
Irak	550 000	575 000
Iran	850 000	870 000
Israël	120 000	125 000
Jamaïque	225 000	240 000
Jordanie	425 000	445 000
Kenya	550 000	580 000
Koweït	50 000	55 000
Laos	485 000	510 000
Lesotho	250 000	260 000
Liban	275 000	290 000
Libéria	275 000	290 000
Libye	400 000	390 000
Madagascar	451 000	475 000
Malaisie	600 000	630 000
Malawi	425 000	450 000
Mali	450 000	475 000
Malte	125 000	130 000
Maroc	625 000	655 000
Maurice	275 000	285 000
Mauritanie	225 000	235 000
Mexique	575 000	525 000

<u>Pays</u>	Montants maximums définitifs pour 1969	Montants maximums approuvés pour 1970
	(En dollars des Etats-Unis)	
Mongolie	255 000	265 000
Montserrat	35 000	40 000
Népal	600 000	630 000
Nicaragua	210 000	220 000
Niger	375 000	395 000
Nigéria	1 250 000	1 310 000
Nouvelles-Hébrides	30 000	35 000
Organisation des services communs est-africains	225 000	235 000
Ouganda	460 000	475 000
Pakistan	1 440 000	1 520 000
Panama	190 000	200 000
Papua et Nouvelle-Guinée	200 000	210 000
Paraguay	375 000	390 000
Pérou	500 000	525 000
Philippines	600 000	630 000
Pologne	200 000	210 000
République arabe unie	825 000	865 000
République centrafricaine	310 000	325 000
République Dominicaine	405 000	425 000
République-Unie de Tanzanie	780 000	820 000
Roumanie	200 000	210 000
Rwanda	375 000	395 000
Saint-Christophe	35 000	40 000
Sainte-Lucie	37 000	40 000
Saint-Vincent	36 000	40 000
Samoa-Occidental	125 000	130 000
Sénégal	385 000	405 000
Seychelles	40 000	45 000
Sierra Leone	285 000	300 000
Singapour	200 000	210 000
Somalie	730 000	750 000
Souaziland	225 000	235 000
Soudan	585 000	615 000
Surinam	53 000	55 000
Syrie	550 000	575 000
Tchad	385 000	405 000
Territoires français	-	100 000
Thaïlande	720 000	755 000
Togo	385 000	405 000
Tonga	35 000	40 000
Trinité-et-Tobago	215 000	225 000
Tunisie	485 000	510 000
Turquie	650 000	685 000
Uruguay	225 000	235 000

<u>Pays</u>	Montants maximums définitifs pour 1969	Montants maximums approuvés pour 1970
	(En dollars des Etats-Unis)	
Venezuela	350 000	370 000
Viet-Nam (République du)	362 500	380 000
Yémen	362 500	380 000
Yémen du Sud	215 000	225 000
Yougoslavie	325 000	340 000
Zambie	395 000	430 000
TOTAL	47 070 000	49 260 000

B. Montants maximums régionaux et interrégionaux approuvés pour 1970<sup>a/</sup>

	(En dollars des Etats-Unis)		(En dollars des Etats-Unis)
ONU	1 840 000	UPU	112 000
OIT	1 146 000	UIT	481 000
FAO	2 689 000	OMM	415 000
UNESCO	1 829 000	OMCI	80 000
OACI	672 000	AIEA	320 000
OMS	1 587 000	ONUDI	496 000
		TOTAL	11 667 000

a/ Sous réserve des ajustements qui pourront être apportés après la fixation du montant maximum pour la CNUCED.

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.